



National Library of Canada  
Collections Development Branch

Canadian Theses on  
Microfiche Service

Bibliothèque nationale du Canada  
Direction du développement des collections

Service des thèses canadiennes  
sur microfiche

## NOTICE

The quality of this microfiche is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us a poor photocopy.

Previously copyrighted materials (journal articles, published tests, etc.) are not filmed.

Reproduction in full or in part of this film is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30. Please read the authorization forms which accompany this thesis.

**THIS DISSERTATION  
HAS BEEN MICROFILMED  
EXACTLY AS RECEIVED**

## AVIS

La qualité de cette microfiche dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de mauvaise qualité.

Les documents qui font déjà l'objet d'un droit d'auteur (articles de revue, examens publiés, etc.) ne sont pas microfilmés.

La reproduction, même partielle, de ce microfilm est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30. Veuillez prendre connaissance des formules d'autorisation qui accompagnent cette thèse.

**LA THÈSE A ÉTÉ  
MICROFILMÉE TELLE QUE  
-NOUS L'AVONS REÇUE**

CAPITALISME ET MARGINALISATION URBAINE  
AU PÉROU

par  
Cyrille BOUCHER

Thèse présentée à l'École des Etudes Supérieures de  
l'Université d'Ottawa, en vue de l'obtention de la  
maîtrise en sociologie

Ottawa, 1980



C. Boucher, Ottawa, Canada, 1980

## RECONNAISSANCE

Cette thèse a été rédigée sous la direction de monsieur Raymundo DeAndrade, professeur au département de sociologie, à qui je veux communiquer toute ma reconnaissance pour l'aide précieuse qu'il m'a donnée tout au long de mon séjour au département. C'est à lui que je dois mon intérêt pour la sociologie, d'abord lors de mes études à l'Institut de Coopération internationale il y a six ans, ensuite dès mon arrivée au département en 1976 où il a accepté de me diriger dans mes recherches.

Je désire également remercier monsieur Paul Dussault, professeur au département de science politique, dont l'aide m'a permis de préciser l'objet d'étude lors de la présentation de mon projet de thèse et dont les conseils m'ont été indispensables par la suite.

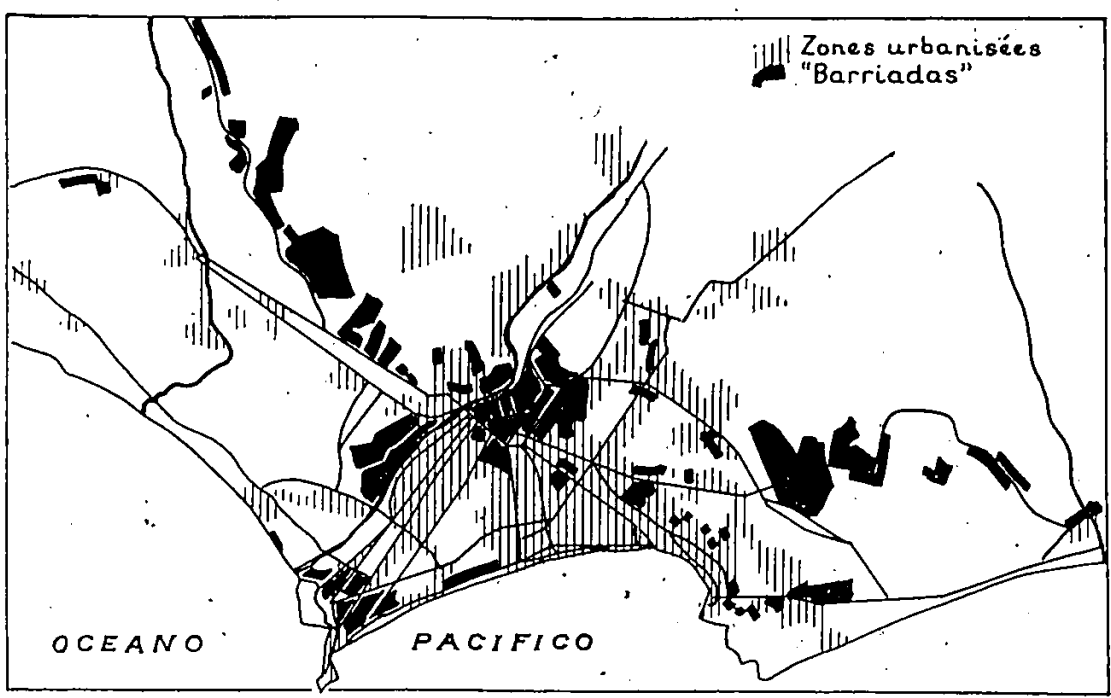
TABLE DES MATIERES

	<u>page</u>
Pérou, divisions administratives . . . . .	iii
Lima métropolitain . . . . .	iv
Liste des tableaux . . . . .	v
Liste des annexes. . . . .	vii
INTRODUCTION . . . . .	1
CHAPITRE I - TRANSITION AU CAPITALISME. . . . .	8
A) Développement du capitalisme au Pérou. . . . .	9
a) Le colonialisme . . . . .	9
- Le colonialisme, ou la généralisation de l'échange marchand . . . . .	11
- Renforcement des rapports de production précapitalistes dans le Pérou colonial. . . . .	15
b) Transition au néo-colonialisme. . . . .	18
- La mise en place de la domination capitaliste . . . . .	19
- Le Pérou républicain et la transition au capitalisme. . . . .	22
c) Le néo-colonialisme, ou l'élargissement du capital. . . . .	30
- Domination et reproduction capitaliste. . . . .	30
- Elargissement du capital au Pérou . . . . .	33
B) Développement désarticulé et formation d'un espace économique . . . . .	45
a) L'espace économique sous la domination coloniale. . . . .	45
b) La prédominance de Lima . . . . .	48
CHAPITRE II - MARGINALISATION URBAINE. . . . .	55
A) La décomposition de la paysannerie . . . . .	56
B) Les migrations . . . . .	68

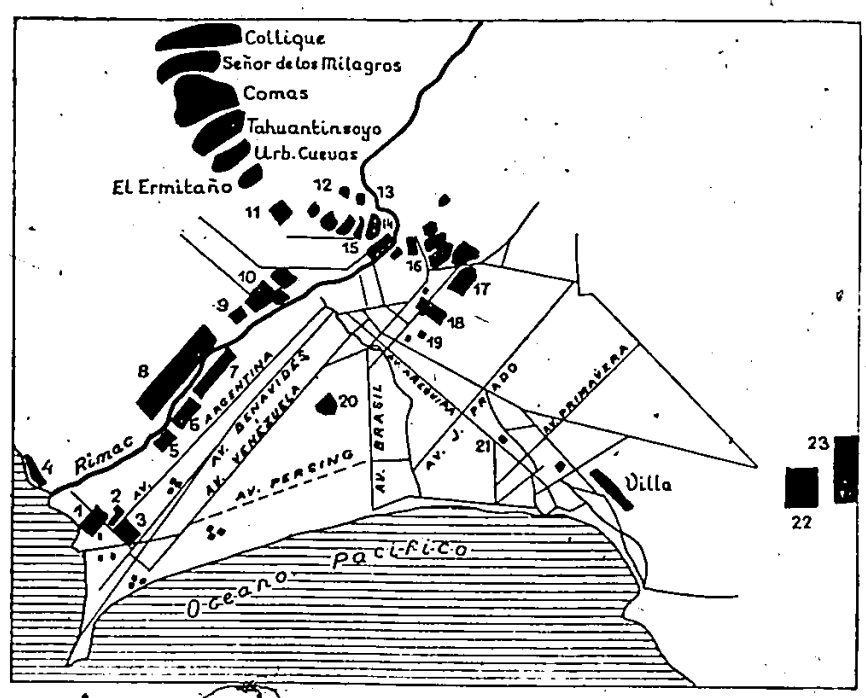
	<u>page</u>
- Données sur les migrations . . . . .	71
- Réflexion théorique. . . . .	73
C) Implantation dans une structure urbaine spécifique . . . . .	77
a) L'habitat . . . . .	77
b) Le marché du travail. . . . .	85
c) Les luttes politiques . . . . .	95
CONCLUSION . . . . .	105
Notes . . . . .	111
Bibliographie . . . . .	117
Annexes . . . . .	126

Pérou: divisions administratives.





LIMA MÉTROPOLITAIN



PRINCIPALES BARRIADAS DE LIMA

LISTE DES TABLEAUX

	<u>page</u>
Tableau 1 - Structure de production de l'économie péruvienne, 1950 à 1972 . . . . .	34
Tableau 2 - Population active par secteur, 1940 à 1966 . . . . .	35
Tableau 3 - Déficit et financement du secteur public au Pérou, 1971-1976. . . . .	43
Tableau 4 - Données démographiques sélectionnées sur la population urbaine et totale au Pérou. . . . .	50
Tableau 5 - Prédominance du Lima métropolitain d'après certaines données sélectionnées. . . . .	51
Tableau 6 - Indices des prix à Lima et Arequipa, 1966 . . . . .	51
Tableau 7 - Distribution du revenu entre yanaconas selon la surface cultivée, à l'hacienda La Huaca, 1950-51 et 1961-62 . . . . .	63
Tableau 8 - Liquidaciones des yanaconas de l'hacienda La Huaca, 1950-51 à 1961-62. . . . .	64
Tableau 9 - Distribution des parcelles yanaconisées dans neuf haciendas de la vallée de Chancay en 1964 . . . . .	65
Tableau 10 - Evolution de la population active agricole au Pérou, 1940-1972 (%). . . . .	66
Tableau 11 - Population du Lima métropolitain et population immigrante, 1961 et 1972 . . . . .	72
Tableau 12 - Comparaison entre le besoin de logements à Lima et le nombre de logements construits par le secteur privé (1968-1973). . . . .	80
Tableau 13 - Prix des terrains et des logements, et revenus à Lima, 1940-1967. . . . .	82
Tableau 14 - Principaux groupes d'occupation de la population active âgée de 6 ans et plus, département de Lima, 1961 et 1972 . . . . .	88

	<u>page</u>
Tableau 15 - Sous-emploi dans le Lima métropolitain, 1971-1977 . . . . .	93
Tableau 16 - Grèves par secteurs au Pérou, 1968-1976 . . . . .	99

LISTE DES ANNEXES

	<u>page</u>
Annexe 1 - Valeur des investissements directs privés au Pérou (\$ millions) . . . . .	126
Annexe 2 - Enclaves américaines au Pérou . . . . .	127
Annexe 3 - Données sélectionnées sur l'économie péruvienne, 1955-1975 . . . . .	128
Annexe 4 - Balance des paiements du Pérou, 1965-1975 . . . . .	129
Annexe 5 - Taux de variation annuel du PNB, 1965-1975. . . . .	130
Annexe 6 - Coefficient de main-d'oeuvre dans la production manufacturière (années-hommes requises par 100 000 soles de valeur ajoutée). . . . .	131

INTRODUCTION

Dans ce texte, nous nous proposons de saisir la question de la marginalisation de la population au Pérou.

Les trente dernières années ont produit une urbanisation rapide au Pérou. Le pays a connu une extension de la production industrielle capitaliste, dont les exigences impliquent une concentration-centralisation du capital. Cependant ce mouvement d'urbanisation produit des contrastes. L'esprit formé au modèle industriel européen saisit mal l'existence de grandes métropoles dont certains secteurs paraissent être de véritables "copies conformes" des grandes villes européennes mais dont l'immense majorité de la population et des occupations semblent rester à l'extérieur du modèle. La concentration dans un même espace d'une population à bas niveau de vie et taux de chômage élevé, où le nombre d'emplois dans le secteur tertiaire dépasse largement celui provenant de l'industrie semble constituer un échec de la société industrielle.

Toute démarche scientifique pour le moins rigoureuse doit dépasser ce constat simpliste où ville et industrie sont synonymes, et placer chacun de ces phénomènes dans un contexte socio-économique global. Le phénomène d'urbanisation au Pérou s'est produit dans un contexte d'expansion de la production industrielle sur le continent, mais surtout de pénétration de rapports de production capitalistes dans les zones rurales et de désarticulation des économies précapitalistes. Il en a résulté un exode de la population rurale vers les villes alors que l'infrastructure des villes et l'activité économique qui s'y développe

ne permettaient pas d'absorber une expansion démographique aussi rapide. En conséquence, une proportion importante de la population urbaine n'a pas accès aux services urbains qui leur permettraient de s'assurer des conditions de vie minimum. Cette population est appelée "marginale". Elle est concentrée dans les secteurs d'activité économique subalterne et à faible productivité, son organisation de classe est faible et elle est contenue dans un espace géographique déterminé où les conditions de vie (logement, équipement collectif, alimentation) sont en dessous du minimum vital. Le problème est particulièrement aigu au Pérou, où le processus d'urbanisation s'est développé de façon hyperconcentrée. Le quart de la population du pays vivait dans la capitale en 1972 et le quart de la population de Lima vivait dans des quartiers dits "marginaux".

Le caractère spécifique du développement socio-économique en Amérique latine a donné lieu cependant à de multiples interprétations. Dans les années 1930 et jusqu'à la fin des années 1950, les théoriciens ont interprété la question en terme de développement fondamentalement économique, de croissance économique à la périphérie, enfin de développement national, position idéologique reflétant la domination du secteur capitaliste exportateur sur les autres secteurs de l'économie.<sup>1</sup> L'analyse économiste a permis l'adoption de politiques de substitution des importations qui devaient entraîner un déplacement des centres de décision vers la périphérie et étendre la production pour le marché intérieur, diminuant en conséquence la dépendance vis-à-vis du marché extérieur.<sup>2</sup> Or l'évidence empirique a vite démontré l'impossible développement par cette voie; notamment le processus d'industrialisation

augmentait le contrôle étranger sur la production intérieure, et les rapports marchands capitalistes liant la bourgeoisie industrielle aux oligarchies dites traditionnelles empêchaient de véritables transformations des structures agraires, les réformes dans ce secteur amplifiant tout au plus la poussée des populations rurales vers les villes.

Les limites aux projets d'industrialisation et d'amélioration des conditions de vie de la population ont amené une redéfinition de la problématique du développement à partir d'unités d'analyse nouvelles, où les frontières de la nation ne correspondent plus aux frontières entre le dominant et le dominé, le centre et la périphérie, le développement et le sous-développement. C'est ainsi qu'est apparu le concept de "dépendance", d'abord récupéré en tant qu'unité quantifiable de mesure des relations entre l'intérieur et l'extérieur, mais rapidement reconsidéré comme instrument d'analyse d'une signification politique et sociale du processus économique. C'est dans cette optique qu'Anibal Quijano, pour analyser le phénomène d'urbanisation, a posé en 1968 la question de la dépendance en terme d'une situation historique donnée qui reflète un type particulier de rapport dominant-dominé (Quijano, 1968a). Ainsi dans le contexte latino-américain, on ne met plus face à face l'ensemble des intérêts sociaux de base de la société dominée et ceux de la société dominante (Ibid.:242), car il existe une correspondance d'intérêts entre les groupes dominants à l'intérieur et à l'extérieur des sociétés dépendantes. Ceci dit, les relations de dépendance font partie de l'univers capitaliste, à l'intérieur duquel un secteur est dominant sur les autres (Ibid.). Dans le cas de l'Amérique latine, les diverses formations sociales se sont toutes constituées en rupture avec les unités sociales

antérieures qui furent totalement désintégrées (aztèques et incas par exemple), et ont été incorporées au réseau capitaliste international. Cette nouvelle approche a procuré l'avantage de saisir la question du développement par la dynamique de l'expansion capitaliste à l'échelle mondiale et la structure de domination propre à ce mode de production.

Cette réévaluation du sous-développement en terme de dépendance a donné lieu cependant à diverses constructions théoriques qui révèlent en même temps l'insuffisance du concept et son ambiguïté.<sup>3</sup>

A.G. Frank (1972) a mis l'accent sur l'existence de réseaux "métropole-satellite" sur les plans tant national qu'international. T. dos Santos a suggéré de considérer la spécificité de la relation de dépendance actuelle (industrielle et technologique) qui exclut la possibilité d'un développement autonome dans le cadre capitaliste.<sup>4</sup> F.H. Cardoso a réfuté les formulations antérieures pour souligner la possibilité d'un développement dépendant.<sup>5</sup> Enfin un long débat sur la nature impérialiste du capitalisme et les rapports de domination et de dépendance qui en découlent (Chilcote, 1974:18-20) a débouché tantôt sur une condamnation féroce des tentatives de la part des "dépendantistes" de révision du marxisme comme outil révolutionnaire des masses opprimées (Fernandez & Ocampo, 1974), tantôt sur des redéfinitions du concept en tant qu'expression de situations concrètes permettant l'analyse des mécanismes d'accumulation du capital à un stade donné du capitalisme, notamment en période actuelle d'industrialisation de la périphérie du système capitaliste.<sup>6</sup>

Nous considérons le débat autour de la notion de dépendance comme important dans la mesure où il a permis de ramener certains

5

éléments économiques et politiques tels le commerce et la technologie, l'Etat et la Nation, de la place primordiale où une perspective centre-périphérie les avaient mis à la place qui leur revient dans la méthodologie matérialiste de l'étude de l'histoire où ils constituent des éléments surdéterminés par les rapports sociaux de production. Il permet par conséquent de saisir la nature totalisante de certains outils théoriques tels plus-value, accumulation capitaliste, classe sociale et transition d'un mode de production à un autre, qui permettent l'analyse de la spécificité du développement capitaliste sous la domination impérialiste.<sup>7</sup>

Notre recherche se situe en dehors de la perspective de la dépendance et ramène la problématique au niveau des rapports de classes internes à la formation péruvienne. Notre intérêt est de développer la question de la marginalisation urbaine en terme de désarticulation socio-économique dans une formation sociale où le mode de production capitaliste cherche à établir sa domination. Mais d'abord qu'entend-on par "marginalisation"? Il s'agit d'un processus de mise à l'écart d'une partie importante de la population. Dépossédée de ses moyens de production, cette population se réfugie en ville qui constitue son meilleur échappatoire où elle peut espérer trouver du travail et avoir accès aux équipements collectifs. Pourquoi à un certain moment les paysans sont-ils dépossédés? Il est nécessaire à notre avis d'analyser la dynamique de la transition au capitalisme pour répondre à cette question. La paysannerie repose sur des rapports de production non capitalistes, où la classe dominante est constituée des propriétaires fonciers. Issus de la domination coloniale et de l'exercice du pouvoir auquel cette

domination a donné lieu, ces rapports se sont construits à l'image de l'Europe féodale, les conquérants trouvant sur place un fonds historique propice à l'exploitation servile. Or le contexte d'expansion du capitalisme à l'échelle mondiale implique une articulation du capital à ses colonies qui l'approvisionnent en produits dont il a besoin, articulation spécifique créée sur la base d'une alliance entre la classe dominante du mode de production capitaliste et les classes ou couches dominantes des formations sociales non capitalistes, étant donné la difficulté sinon l'impossibilité pour le capital d'asservir directement la force de travail dans ses colonies. Tant que cette alliance profite au capital, les rapports de production précapitalistes continuent d'exister. Là où par contre ces rapports s'imposent comme une entrave à son expansion, l'alliance disparaît pour faire place à une lutte visant à la destruction du mode de production qui lui est antagonique. En conséquence des paysans quittent leur terre et vont vendre leur force de travail le plus souvent en ville dans des conditions de vie misérables.

L'objet de cette recherche est d'expliquer la marche des paysans vers le prolétariat au Pérou. Dans un premier temps, la spécificité du développement du capitalisme au Pérou nous permet de circonscrire le jeu des alliances de classes dans un contexte de transition au capitalisme et de saisir la formation d'un espace économique et social spécifique à cette transition. C'est l'objet du premier chapitre où le développement du capital est analysé à la lumière des textes de Marx sur la transition et des recherches récentes de Rey (1973). La deuxième étape de notre recherche précise le processus de marginalisation par la décomposition de la paysannerie et sa marche vers le capital. L'exode

rural provoque une surpopulation des centres urbains et nous comptons analyser les implications du mouvement d'urbanisation sur les conditions de vie de ce nouveau prolétariat, en centrant nos observations sur la capitale Lima. Pour évaluer l'exploitation par le capital de la main-d'oeuvre récemment prolétarisée, la marginalisation urbaine est illustrée sous l'angle des conditions de logement, des conditions sur le marché du travail et des conditions de luttes politiques, trois terrains où à notre avis la lutte des classes s'exprime avec clarté.

Nous utilisons la plupart du temps des sources d'information secondaires. Des contraintes d'ordre matériel nous ont empêché d'effectuer une étude sur le terrain mais nous avons pu réunir une grande quantité de documents, analyses sociologiques, économiques et statistiques, grâce à l'effort déjà déployé au Pérou dans la publication de recherches scientifiques et l'intérêt particulier que le Pérou a toujours suscité chez les chercheurs européens et nord-américains. Il est certain que le sujet ne sera pas épuisé par notre recherche, mais l'objectif sera atteint si nous réussissons à saisir la question urbaine comme un lieu principal d'expression des luttes de classes en régime capitaliste.

CHAPITRE . I

TRANSITION AU CAPITALISME

A) Développement du capitalisme au Pérou

a) Le colonialisme

La question centrale qui nous préoccupe dans ce chapitre est celle du développement du capitalisme dans un lieu nouveau, auparavant extérieur au capitalisme. Cette question est posée par le matérialisme historique sous l'angle de la transition au capitalisme. Le processus de transition au capitalisme dans un cadre colonial implique une articulation entre un ou des modes de production antérieurs au capitalisme d'une part, issus de l'histoire propre à chaque formation sociale, et le mode de production capitaliste d'autre part, qui par sa nature impérialiste disloque les autres modes de production en les utilisant d'abord pour sa propre expansion puis en les marginalisant pour établir sa domination.

Le développement du capitalisme en Europe en articulation avec le mode de production féodal (MPF) a permis de mettre la lumière sur le passage du féodalisme au capitalisme, et notamment sur le rôle de la propriété foncière dans ce processus. Celle-ci est l'expression d'un rapport juridique qui permet à la classe de propriétaires fonciers d'extorquer une rente au paysan producteur. En effet, dans une situation de transition au capitalisme, cette rente foncière n'est pas un rapport de production capitaliste. Pierre-Philippe Rey (1973:20) réexamine à la lumière des textes de Marx dans *Le Capital* la nature de la rente foncière et établit qu'elle est:

- Soit un rapport de production féodal (là où elle lie et oppose les deux classes du mode de production féodal: paysans travailleurs et propriétaires fonciers),
- Soit un rapport de distribution capitaliste qui est l'effet de ce rapport de production féodal au sein même du mode

de production capitaliste (cas de la rente foncière "capitaliste").

L'auteur tire de son étude de la rente foncière deux conclusions qu'il juge nécessaires pour l'étude de l'articulation du capitalisme et de modes de production autres que le féodalisme (Ibid.:20-21):

...le rôle que joue la propriété foncière lors de l'instauration de la domination capitaliste dans les pays anciennement féodaux n'est pas typique de toute transition vers le capitalisme, mais est typique de la seule transition du féodalisme au capitalisme... Si la transition vers le capitalisme a lieu à partir d'un mode de production qui n'est pas le féodalisme, il n'y a aucune raison pour que la propriété foncière joue un rôle similaire dans cette transition...

...si le féodalisme, et notamment son rapport de production déterminant, l'extorsion de la rente foncière, continue à jouer un rôle dans la transition vers le capitalisme, dans les sociétés où il était préalablement dominant, on peut s'attendre à ce qu'un rôle similaire soit joué par les rapports d'exploitation spécifiques d'un autre mode de production lors de la transition de ce mode de production à la domination capitaliste. C'est là une des questions essentielles à poser devant toute formation sociale où le capitalisme instaure sa domination sur un ou plusieurs modes de production. (souligné par nous)

Nous soulignons ici le point central de notre thèse, à savoir que la transformation d'une formation sociale par l'intrusion du capital doit être analysée à partir de l'articulation des rapports sociaux existant dans la formation sociale nouvellement dominée avec les rapports d'exploitation capitalistes. La formation sociale doit accoucher de sa propre forme de transition vers le capitalisme (Ibid.:70). La nature et le niveau de développement du capitalisme à son lieu d'origine n'importent que dans la mesure où ils conditionnent de l'extérieur l'évolution des rapports de classes internes, ou si on se réfère à l'image utilisée par Mao-Zedong, il faut connaître la base interne de l'oeuf pour comprendre que la chaleur ne peut transformer une pierre en poussin.

.- Le colonialisme, ou la généralisation de l'échange marchand

La période coloniale au Pérou fut marquée par l'expropriation de la population indigène et sa soumission à des exploiters qui ont exercé leur domination par la force. De nouveaux rapports de production sont créés, puisés à même le bagage historique européen (esclavage, servage), qui ont enchaîné la masse laborieuse sur la base de la propriété privée, d'abord des hommes et de la terre, et par la suite de la terre seulement. Les liens étroits établis entre le territoire conquis et l'Europe garantissaient au capitalisme européen un approvisionnement en matières premières. Sur la base d'un impératif d'expansion du capitalisme, une économie marchande s'est développée, par l'immense fortune monétaire qui circulait entre l'Amérique du Sud et l'Espagne à cette époque, mais aussi pour satisfaire les besoins du marché outre-mer et des nouvelles populations urbaines en expansion. C'est par le marché que le capitalisme pénètre au Pérou et il nous faut alors poser certains éléments théoriques fondamentaux concernant la place de la circulation dans un processus de transition à la domination capitaliste.

Le propre du matérialisme historique est de faire comprendre que le passage d'un type de rapport social dominant à un autre se fait à partir des caractéristiques internes du rapport social dominant ancien. Nous nous écartons par conséquent de l'évolutionnisme vulgaire pour chercher le fondement caché de l'édifice social dans la forme économique spécifique dans laquelle du surtravail non payé est extorqué aux producteurs directs (Marx, 1976, l. III:717).

Dans le MPF, le rapport de production qui détermine les deux classes (propriétaires fonciers et paysans travailleurs) est la rente

foncière, réalisation économique d'un rapport de propriété qui lui, est juridique et appartient à la superstructure. Marx souligne le rôle de la propriété foncière dans la transition au capitalisme à partir d'un mode de production antérieur. (Ibid., l. III:566-567)

...le monopole de la propriété foncière est une condition historique préalable qui reste la base permanente du mode capitaliste de production, comme de tous les modes antérieurs de production reposant sur l'exploitation des masses sous une forme ou sous l'autre. Mais le système capitaliste de production à ses débuts se trouve en présence d'une forme de propriété foncière qui ne lui correspond pas. C'est lui seulement qui crée la forme qui lui convient, en subordonnant l'agriculture au capital; par là aussi, la propriété foncière féodale, la propriété de clans, la petite propriété paysanne avec communauté de marché sont métamorphosées en la forme économique correspondant à ce mode de production, quelque diverses qu'en soient les formes juridiques.

A mesure que la production marchande se développe, elle-même produit historique déterminé par des rapports de production capitalistes, apparaît la nécessité d'accroître la rente foncière. Tout en gardant sa forme de rente, elle est en réalité un masque derrière lequel se camoufle un rapport de production nouveau, le capital, qui dans le cas historique qui nous intéresse est déjà grand et bien armé. La rente monétaire se développe alors sur la base de la production marchande, en fait de la production capitaliste.

Ainsi apparaissent directement liés l'accroissement de la rente foncière et l'expulsion d'une partie (ou de la totalité) des producteurs directs, destinés à devenir... ouvriers, c'est-à-dire d'une part acheteurs de vivres et autres biens de consommation qui doivent prendre au préalable la forme de marchandises (alors que la production paysanne est très largement autoconsommée aux temps féodaux) et d'autre part agents de la transformation de produits agricoles (biens de production) utilisés par l'industrie et prenant également la forme de marchandises. (Rey, 1973:71-72)

Au Pérou, le processus est amorcé dès le 17<sup>e</sup> siècle pour fournir en matières premières les manufactures de textiles et de sucre de

canne de la côte, et la production de biens de consommation de luxe pour le marché colonial urbain (Piel, 1975:152). En recherchant simplement l'accroissement de la rente foncière, la reproduction à une échelle élargie des rapports de production précapitalistes au Pérou crée les conditions de développement du mode de production capitaliste (MPC): extension de la propriété foncière par la confiscation des terres aux paysans, développement d'un marché agricole fournisseur de matières premières, et création d'un marché interne de consommation.

La phase de transition apparaît comme la phase d'une double nécessité: nécessité du développement du capitalisme pour les propriétaires fonciers, car c'est ce développement qui assure le développement de leurs rentes. Nécessité du maintien de la propriété foncière (sous une forme nouvelle, spécifique de la transition vers le capitalisme) pour les capitalistes, car elle seule assure l'approvisionnement en forces de travail d'une part, en marchandises (d'origine agricole) d'autre part. (Rey, 1973:73-74)

Cette transition s'opère avec l'aide de l'Etat, que la classe de propriétaires fonciers domine, particulièrement dans une première étape (Ibid.:76-80) où il faut faciliter une accumulation primitive, par le biais de la dette publique (Marx, 1976, l. I:Ch.XXXI), et assurer la coercition de la force de travail, par la force. L'Etat doit régler également certaines contradictions secondaires, qui apparaissent entre les capitalistes et les propriétaires fonciers pour le partage de la plus-value (dans le cas du Pérou, notamment lors de l'exploitation du guano au milieu du 19<sup>e</sup> siècle).

Nous constatons ici le rôle important attribué au procès de circulation dans la transition au capitalisme (Rey, 1973:Ch.3). La circulation monétaire relie en fait des sphères de production de structures diverses, qui peuvent être encore orientées essentiellement vers la

production de valeurs d'usage. La nécessité de l'échange entre le capitalisme et d'autres modes de production ne fait pas de problème.

Peu importe que les marchandises soient le produit d'un système fondé sur l'esclavage, ou le produit de paysans (Chinois, ryots des Indes), ou de communautés (Indes hollandaises), ou d'une production d'Etat (telle qu'on l'a rencontrée, fondée sur le servage, aux époques de l'histoire russe), ou de peuples chasseurs demi-sauvages, etc.: c'est comme marchandise et comme argent qu'elles affrontent l'argent et les marchandises représentant le capital industriel, qu'elles entrent à la fois dans son cycle et dans le cycle de la plus-value supporté par le capital-marchandise lorsque celle-ci est dépensée comme revenu, bref, qu'elles entrent dans les deux branches de circulation du capital-marchandise. Le caractère du procès de production dont elles sont issues n'a aucune importance; c'est comme marchandises qu'elles fonctionnent sur le marché et comme telles qu'elles entrent dans le cycle du capital industriel aussi bien que dans la circulation de la plus-value supportée par lui. (Marx, 1976, I.II:98).

Au contraire, le MPC dépend dans une certaine mesure, "pour son procès de reproduction", des modes de production antérieurs.

Dès que l'acte A-Mp est achevé, les marchandises (Mp) cessent d'être des marchandises et deviennent un des modes d'existence du capital industriel sous sa forme fonctionnelle de P, capital productif. Par là même leur origine se trouve effacée; elles n'existent plus que comme formes du capital industriel, elles lui sont incorporées. Il n'en reste pas moins que la nécessité de les remplacer impose leur reproduction et qu'en ce sens le MPC dépend d'autres modes de production restés étrangers à son degré de développement. (Ibid., I.II:98-99)

Marx voit deux étapes successives dans le processus de transition. Une première étape, où l'échange marchand est généralisé sans que les modes de production antérieurs soient attaqués; une deuxième étape, où la production capitaliste a "pris racine", où toute production marchande tend à se transformer en production capitaliste.

Dans la mesure où celle-ci [la production capitaliste] se développe, elle exerce un effet décomposant et dissolvant sur toute forme antérieure de la production qui, orientée en premier lieu vers la consommation personnelle directe, ne convertit en marchandises que l'excédent du surproduit. Elle

fait de la vente du produit l'intérêt principal: d'abord, sans s'attaquer, en apparence, au mode de production lui-même (ce fut par exemple le premier effet du commerce mondial capitaliste sur des peuples comme les Chinois, les Indiens, les Arabes, etc.); ensuite, là où elle a pris racine, elle détruit toutes les formes de production marchande qui reposent ou bien sur le travail personnel des producteurs, ou bien sur la seule vente du produit excédentaire en tant que marchandise. (Ibid., I.II:37)

La période coloniale au Pérou constitue cette première étape, où l'échange marchand est généralisé sans que les modes de production antérieurs soient attaqués.

#### Renforcement des rapports de production précapitalistes dans le Pérou colonial

La période coloniale au Pérou a débouché sur l'établissement de la grande propriété foncière, le *latifundio* (Piel, 1975). Issu des contradictions spécifiques à l'encomienda au 16<sup>e</sup> siècle, où l'avidité des conquérants "encomenderos" entraînait en conflit avec la suprématie de la métropole, l'hacienda se forme à la suite de la restriction du pouvoir omnivalent des encomenderos (économique, politique, judiciaire, administratif et religieux) au seul pouvoir économique. Tout au long du 16<sup>e</sup> siècle, l'exploitant s'oriente vers la propriété privée du sol, et au siècle suivant, l'ouverture du marché colonial pour les produits de luxe (textile, canne à sucre) nécessite une augmentation de la production. Alors que la colonisation avait gaspillé la main-d'œuvre indigène, les moyens et les rapports de production au sein de la nouvelle propriété, l'hacienda, vise désormais à augmenter la valeur du surproduit rural destiné au marché monétaire en voie de développement.

Toutefois, l'essentiel des rapports de production est déjà fixé sous l'encomienda, où la paysannerie indienne paye un tribut en

accomplissant la mita (corvée existant à l'époque incaïque). Désormais, l'hacendado cesse de percevoir ses droits régaliens mais continue de prélever une "rente-produit" et une "rente-travail" qui restera la base de l'économie interne précapitaliste de nombre d'haciendas péruviennes du 16<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> siècles (Ibid.:131). Les indiens sont yanacomas<sup>8</sup>, colonos, mitimoes, des SERFS qui payent un loyer en travail gratuit et en part de récolte pour la terre précaire concédée par grâce sur une partie marginale du domaine. Seules les communautés indigènes confinées dans des territoires définis, les reducciones, échappent à la dépendance servile. Mais elles sont continuellement menacées par les empiètements du grand domaine à l'extérieur (Ibid.:157-167). Elles sont de plus divisées à l'intérieur par la rupture avec leur passé ethnique qu'on leur a imposée et la montée de l'individualisme causée par la pression démographique et l'institution de la propriété privée chez eux. Les rapports de production conservent donc un caractère féodal, à cette exception près, spécifique au cadre colonial, que la propriété foncière est exercée par un droit de conquête fondé sur la force et maintenu par la force.

La propriété privée du sol constitue désormais pour la classe dominante la base de son pouvoir d'exploitation. Afin d'assurer la continuation du rapport d'exploitation qui lui est favorable et de survivre à long terme, il lui faut chercher des ouvertures sur une assise réduite, économique. Les conditions de développement du capitalisme au 17<sup>e</sup> siècle à l'échelle mondiale lui procurent les canaux par lesquels elle perpétue sa position dominante. En grande partie féodal au niveau des rapports de production, le régime s'intègre au réseau capitaliste colonial dans son financement et la réalisation de son surplus.

Le 18<sup>e</sup> siècle est une période de crise pour le latifundisme au Pérou (Ibid.:194-205). Crise financière pour la Couronne: l'assiette fiscale de l'Etat se rétrécit à mesure que les latifundia, exempts d'impôts, s'étendent, alors que les bénéfices accordés à la marine marchande anglaise dans le traité d'Utrecht (1713) augmentent les besoins de l'Etat en revenus. Ceci conduit les indiens à se révolter contre les pressions fiscales de l'Etat qui s'acharne sur eux lorsque le Trésor est en difficulté. La crise est amplifiée par la division au sein de la classe des grands propriétaires fonciers face à l'exercice du pouvoir colonial: il y a de moins en moins de choses communes entre les riches planteurs de la côte et l'hacendado de la sierra, entre les fonctionnaires de la Couronne venus pour s'enrichir vite et les créoles descendants des encomenderos et éloignés du pouvoir politique. La "crise du latifundisme" n'a quand même pas affaibli considérablement la stabilité du pouvoir des propriétaires fonciers, si ce n'est dans le sud andin où le pouvoir devra continuellement utiliser son appareil répressif. Cette stabilité vient de sa capacité d'accroître la rente foncière par la mobilisation de la main-d'oeuvre et l'exploitation dans le cadre de rapports de production les plus divers, précapitalistes pour la plupart, puisés dans le fond historique européen ou indigène. Dans ce contexte cependant, les grands propriétaires les plus puissants sont de plus en plus ceux qui savent valoriser leur main-d'oeuvre et faire fructifier leurs richesses, à mesure que le marché monétaire se développe et reçoit une part de plus en plus grande de leurs produits.

A la veille de l'indépendance (début du 19<sup>e</sup> siècle), la terre est une condition essentielle de l'exercice du pouvoir: les rapports de production trouvent leur raison dans le latifundio, par lequel la classe

dominante exerce un pouvoir de domination coloniale d'où elle tire une rente foncière avec laquelle elle sait répondre aux nouvelles conditions existantes du marché capitaliste en expansion, ce qui lui permet de perpétuer sa position de classe.

b) Transition au néo-colonialisme

Nous avons vu que le procès de circulation joue un rôle important dans la transition au capitalisme, en transformant les produits en marchandises. Or, la circulation capitaliste remplit une fonction originale par rapport à la circulation originant d'autres modes de production (e.g. esclavagiste), c'est de pouvoir acquérir la force de travail elle-même, en la transformant en salariés. La classe ouvrière ainsi créée devient le point de départ du développement de la production marchande, là où la production capitaliste a "pris racine". Il s'agit ici de cette deuxième étape, dont parle Marx, où la production marchande tend à se transformer en production capitaliste.

En soulignant le cadre historique existant à l'époque où écrivait Marx (où l'articulation entre le capitalisme et les autres modes de production est presque partout à la première étape), Rey pose le problème d'une étape transitoire, celle où justement le capitalisme "prend racine" (1973:125-126), période où il doit y avoir transfert définitif des forces de travail au MPC. A l'instar de Rey, les questions que nous nous posons maintenant sont les suivantes: Que signifie "prendre racine"? Pourquoi, lorsque le capitalisme a "pris racine", le procès d'échange avec les modes de production qui l'entourent encore provoque-t-il

l'élargissement des rapports de production capitalistes aux dépens de ces modes de production, alors que dans la période précoloniale ce progrès n'aboutissait qu'au renforcement des rapports de production traditionnels?

- La mise en place de la domination capitaliste

Le capitalisme, pendant toute une période historique, est intervenu dans les colonies en tant que capital commercial. Il n'y développe pas le salariat, au contraire dans le cas du Pérou, et de l'Amérique espagnole en générale, il y développe l'esclavagisme et un mélange de rapports de production issus du féodalisme et des modes de production trouvés sur place. Pour s'assurer la collaboration des classes dominantes de la colonie, la domination politique est nécessaire, bien qu'elle entraîne un fardeau administratif, militaire et financier dont la métropole saurait bien se passer. Cette étape est toutefois essentielle, car le capitalisme n'a pas encore consolidé sa puissance économique à son lieu d'origine. Aux 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècles, la classe salariée ne formait qu'une très faible portion de la population en Angleterre (Marx, 1976, l. I:537). Le 18<sup>e</sup> siècle marque l'achèvement de la genèse du capitalisme industriel (Ibid., l. I:Ch.XXXI) et l'élimination des monarchies ibériques (Espagne et Portugal) du clan des puissances atlantiques (Stein, 1974). Au 19<sup>e</sup> siècle, l'économie marchande est généralisée et la prolétarisation de la classe paysanne est en voie d'être achevée, en Angleterre mais aussi en Russie (Lénine, 1974) et aux Etats-Unis (Luxembourg, 1976, tome II:Ch. 29). En Amérique, la domination commerciale anglaise sur les colonies espagnoles couronne l'effort d'expansion anglaise au moment où les différentes métropoles capitalistes se font une vive concurrence.

Le développement capitaliste a donné lieu à une accumulation gigantesque, et dans la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle il se construit des empires financiers qui constituent désormais la force déterminante du capitalisme. Dans L'impérialisme, stade suprême du capitalisme, Lénine exprime en ces termes l'importance du marché colonial pour le capitalisme de cette période (1975:121):

Ce qui caractérise notamment le capitalisme actuel, c'est la domination des groupements monopolistes constitués par les plus gros entrepreneurs. Ces monopoles sont surtout solides lorsqu'ils accaparent dans leurs seules mains toutes les sources de matières brutes, et nous avons vu avec quelle ardeur les groupements capitalistes internationaux tendent leurs efforts pour arracher à l'adversaire toute possibilité de concurrence, pour accaparer, par exemple, les gisements de fer ou de pétrole, etc. Seule la possession des colonies donne au monopole de complètes garanties de succès contre tous les aléas de la lutte avec ses rivaux, même au cas où ces derniers s'aviseraient de se défendre par une loi établissant le monopole d'Etat. Plus le capitalisme est développé, plus le manque de matières premières se fait sentir, plus la concurrence et la recherche des sources de matières premières dans le monde entier sont acharnées, et plus est brutale la lutte pour la possession des colonies.

Au stade monopoliste, où le capital est concentré et forme, par la liaison des fractions industrielle et bancaire, une oligarchie financière puissante, la métropole compte s'assurer le contrôle du procès social de production sans avoir à jeter de regard sur le procès de production immédiat qui doit lui être désormais acquis par la masse énorme de ses investissements et la décomposition des rapports de production antérieurs qui en résulte. En fait, la domination politique directe n'est plus un impératif, et c'est le propre des relations néo-coloniales. Lénine en attribue la raison à la puissance du capital financier qui à lui seul se subordonne les Etats (Ibid.:120).

Le capital financier est un facteur si puissant, si décisif, pourrait-on dire, dans toutes les relations économiques et internationales, qu'il est capable de se subordonner et se subordonne effectivement même des Etats jouissant d'une complète indépendance politique.

Le phénomène technique qui permet une intrusion massive du capital monopoliste dans les colonies est l'extension d'un réseau de chemin de fer.

D'autre part, l'apparition du système des chemins de fer dans les principaux Etats capitalistes a permis et même imposé à des Etats, où le capitalisme était limité à quelques points culminants de la société, de créer et d'agrandir brusquement leur superstructure capitaliste dans une mesure absolument disproportionnée à la masse du corps social qui poursuit le grand oeuvre de production selon des modes traditionnels. Il n'y a donc pas le moindre doute que, dans ces Etats, la création des chemins de fer a accéléré la désintégration sociale et politique, tout comme dans les Etats avancés, elle a hâté le développement final et, par suite, la transformation finale de la production capitaliste. (Marx et Engels, 1964:294-295)

L'échelle d'une telle entreprise nécessite l'utilisation d'une main-d'oeuvre abondante, recrutée sur place. Il y a par conséquent installation du système du salariat sur une grande échelle, condition essentielle pour l'établissement définitif du capitalisme.

Cette transition au néo-colonialisme est la période où le capitalisme "prend racine", où il tolère encore les modes de production traditionnels (notamment le maintien de la propriété foncière et de la rente qui vient en déduction de ses profits) en autant qu'ils lui rendent service en garantissant un afflux suffisant de main-d'oeuvre et de matières premières agricoles à un prix inférieur à ce qu'il pourrait offrir. Si une de ces conditions n'est pas remplie, il y a nécessité de décomposer les rapports de production antérieurs devenus antagoniques.

Pendant toute cette période, le capitalisme est le mode de production dominant et les autres modes de production antérieurs n'existent plus que "sur la base" du capitalisme. (Rey, 1973:161)

Cependant, il faut se rappeler que toute articulation entre modes de production différents passe par une alliance entre les classes dominantes des modes de production en question. Cette alliance de classe

ne se réduit pas à une simple délégation de pouvoir car il n'y a pas absorption pure et simple d'un mode de production par un autre. Chaque mode de production exerce au contraire une certaine autonomie par rapport à l'autre, qui se traduit par la maîtrise des mécanismes de la reproduction de sa domination (Ibid.:62-63). Cette alliance au Pérou s'est établie pendant une longue période à l'avantage de l'aristocratie foncière qui a pu ainsi exercer sa domination politique et sociale jusque vers la moitié du 20<sup>e</sup> siècle (Piel, 1969). La transition au néo-colonialisme a donc été longue au Pérou. Des conditions particulières ont permis une consolidation de la propriété foncière capitaliste autour de la production minière (et agricole dans une moins large mesure) orientée exclusivement sur le marché extérieur, retardant ainsi l'élargissement du capital à d'autres sphères de production.

#### - Le Pérou républicain et la transition au capitalisme

L'indépendance du Pérou est acquise d'une façon définitive le 9 décembre 1824. A ce moment, la classe dirigeante latifundiste a su passer un compromis avec les nouvelles élites plus radicales et précoces dans le mouvement d'émancipation — petite-bourgeoisie métisse, civile et surtout militaire, intellectuels créoles — et avec les Anglais qui dominant le marché capitaliste libéral international. Un nombre important de soldats et de francs-tireurs indépendants (notamment des indiens et des esclaves qui en voulaient au régime colonial), de "guerilleros" et "montoneros" se sont portés disponibles pour les luttes de libération. Cependant les activités militaires ont vite favorisé la formation d'un corps d'officiers respectés et craints par les populations locales et

auquel la nouvelle structure politique devra démontrer sa reconnaissance. D'un autre côté, les armées d'émancipation ayant été financées par les commerçants anglais et la nouvelle Chambre de Commerce intéressés au projet d'indépendance, le commerce péruvien entrera définitivement dans la sphère d'influence mondiale du libre échange. Quant au Tribunal du Consulat, syndicat de riches marchands créoles et espagnols de Lima ayant bénéficié depuis le 17<sup>e</sup> siècle du monopole du commerce d'Amérique espagnole du Sud, il avait prêté une somme énorme à la Vice-Royauté pour financer les opérations militaires contre les Libertadores, mais la "dette royale" est reconnue par le nouvel Etat qui lui offre le moyen de récupérer son argent par le revenu des douanes (Piel, 1975:259). Avec la lutte de libération nationale, le Pérou entre d'une façon définitive dans l'économie mondiale de marché et de libre-échange.

Car avec l'Indépendance se substituent aux règles du capitalisme mercantile monopoliste de la période coloniale les principes du capitalisme libéral international. Dans le processus même de la lutte émancipatrice, la supériorité des seconds sur les premières se manifeste directement et concrètement sous deux formes: militaire et financière. Aux puissances libérales, particulièrement à l'Angleterre, les armées émancipatrices empruntent beaucoup des éléments de leur supériorité tactique, technique et maritime. Des amiraux et officiers anglais apprennent aux troupes de terre et de mer hispano-américaines à utiliser la technologie guerrière la plus avancée du continent. Des victoires décisives sont remportées sous le commandement de ces officiers étrangers venus se mettre au service de la cause de l'Indépendance sud-américaine.

Sur le plan financier, c'est l'Angleterre qui avance les frais de guerre des armées de libération du Pérou, soit directement — par le biais d'emprunts négociés directement sur la place de Londres par des émissaires de San Martin —, soit indirectement, par l'intermédiaire des nations latino-américaines déjà libérées et participant aux campagnes émancipatrices du Pérou. Le Pérou se retrouve ainsi, à la fin du conflit, débiteur du Chili — pour trois millions de pesos —, de la Colombie, de l'Equateur et du Venezuela — pour cinq millions de pesos —, des Etats-Unis — pour trois cent mille pesos. De plus, rien que d'intérêts, il doit verser 600 000 pesos par an à l'Angleterre. (Ibid.:258-259)

La nouvelle classe dirigeante péruvienne (l'aristocratie foncière républicaine et la nouvelle caste militaire, gratifiées des propriétés restées vacantes par le départ des loyalistes), reconnaît les principes libéraux qui définissent les règles du jeu à l'intérieur desquelles elle a désormais à imposer son hégémonie. L'Etat, par son Président Simon Bolivar, adopte un programme économique, et agraire, libéral (Ibid.:260-280): liberté des esclaves noirs; suppression, en droit, des statuts discriminatoires entre Péruviens; suppression du tribut et des services personnels des indiens (mita, obraje, yanacozgo, encomienda) et reconnaissance de leur liberté contractuelle; reconnaissance de la propriété privée aliénable des biens, en particulier de la terre. Le régime républicain libéral définit ainsi le contenu juridique de la nouvelle articulation des rapports de production: liberté contractuelle de la main-d'oeuvre et propriété privée des moyens de production.

Dans les faits, le nouveau régime, en renforçant la grande propriété foncière blanche ou métisse (par la vente des terres de l'Etat à ceux qui peuvent les acheter), et en établissant la petite propriété privée indienne (par la transformation des indiens en petits paysans propriétaires), favorise la constitution d'une nouvelle aristocratie latifundiste par le transfert de propriété qui se fera des faibles aux forts. En effet, les nombreux décrets qui établissent la politique libérale sont dans plusieurs cas inapplicables et inappliqués (Ibid.:281-317): les liens établis entre les "visiteurs" qui établissent sur papier la répartition des terres et l'aristocratie foncière qui nomment ces fonctionnaires entraînent une véritable spoliation des terres indiennes par falsification de documents et autres tricheries; le suffrage universel est abandonné en pratique par une réglementation qui écarte les illettrés du

droit qu'on venait de leur accorder; l'affranchissement des esclaves est remis dans les faits à plus tard à cause des pressions exercées par les grands planteurs de coton et de canne à sucre de la côte; enfin le travail gratuit réapparaît sous la forme déguisée de "contribution indigène", survivance du tribut colonial. A la lumière des contradictions internes à la société péruvienne, l'indépendance apparaît comme un phénomène politique et juridique, une volonté de changement, plutôt que le changement lui-même. Le libéralisme était un produit importé au Pérou, son application dépend par conséquent de l'expansion du capitalisme lui-même.

Le libéralisme se superpose en effet, au départ, à une société largement dominée dans ses structures et ses mentalités par l'héritage d'ancien régime colonial. Il s'impose donc moins comme l'accomplissement et la maturation des contradictions internes de la société coloniale péruvienne, que comme l'ultime moyen pour celle-ci de conserver, malgré les changements de l'Amérique et du monde, ses caractéristiques essentielles: le monopole foncier et commercial d'une aristocratie renouée autour de l'Etat républicain pour prix de sa dépendance extérieure auprès des nouvelles métropoles maîtresses du commerce transocéanique. La victoire des principes du libre échange au Pérou n'est donc pas la victoire du secteur capitaliste libéral péruvien, encore très faible et mal dégagé de sa gangue coloniale, mais la victoire du capitalisme libéral international, contre l'Espagne, au Pérou. Au moment de l'émancipation, le seul secteur activement favorable au libéralisme dans la classe dirigeante autochtone, nous l'avons vu, n'est composé ni d'industriels, ni de banquiers ou commerçants habitués aux mécanismes de la libre concurrence, mais de propriétaires fonciers et de financiers — armateurs formés dans les habitudes du privilège de monopole colonial. Encore mal armé pour soutenir en position de force la libre concurrence à l'extérieur, il lui faut compenser cette infériorité sur le plan international en s'assurant un taux d'accumulation de capital très élevé à l'intérieur. Dans son dénuement financier et technique, qui interdit d'abord la possibilité d'une généralisation du mode de production capitaliste, ce but ne peut être atteint que par l'accumulation primitive de capital effectuée aux dépens d'une rente précapitaliste, particulièrement — les mines et les obrojes sortant ruinés de la guerre — de la rente foncière et commerciale primitive.

Au plan du droit agraire, un tel choix, dicté par les circonstances et la nature de classe de l'Indépendance péruvienne, implique de prolonger les méthodes coloniales

d'organisation précapitaliste de l'économie et de la société, ... Faute d'investissements d'exploitation, les rapports de production agraires demeurent largement précapitalistes et l'application des décrets prévoyant la libération de la main-d'oeuvre et l'égalité civique est ajournée. (Ibid.:287-288)

Les caractères coloniaux de la société agraire du Pérou vont se maintenir pendant plus d'un siècle dans les régions retardataires du pays, et vont changer vers le milieu du 19<sup>e</sup> siècle sur la côte, où les grandes haciendas vont profiter peu à peu de conditions favorables (vocation commerciale datant de l'époque coloniale, sol fertile, proximité des marchés extérieurs, institutionnalisation de l'engonche pour le recrutement par contrat de la main-d'oeuvre indienne). La véritable rupture avec la société agraire coloniale ne s'accomplit qu'après 1840, avec l'exploitation du guano et du salpêtre (Bollinger, 1977:29-30). A partir de cette période,

...le Pérou entre véritablement au sein du marché mondial de libre échange. De 1840 à 1920, en effet, le Pérou, comme le reste du monde capitaliste, entre dans une phase de croissance économique de longue durée ... qui correspond à la phase d'exportation et de croissance de l'agriculture péruvienne d'exportation, donc au néo-latifundisme péruvien. (Piel, 1975:25)

Le capital accumulé pendant les quelque 35 années d'exploitation du guano (1840-1875) permet le financement de projets extensifs de travaux publics, en particulier la construction de chemins de fer par le capitaliste américain Henry Meiggs. De 1850 à 1879, il s'est construit 1 864 km de chemins de fer au Pérou, dont 1 641 km par Henry Meiggs (Pennano, 1979). En conséquence de sa politique d'emprunt pour le développement ferroviaire, l'Etat péruvien se retrouve en 1872 avec une dette extérieure de 35 millions de livres sterling qui sera réglée une fois le boom du guano terminé et après la Guerre du Pacifique par la remise de certaines lignes de chemin de fer aux créanciers (Ibid.:145-146). Comme

l'exploitation de nouvelles formes de production pour l'exportation (sucre, laine, coton, riz etc.) nécessitait une main-d'oeuvre libre et que celle-ci se faisait rare en cette période d'expansion économique, on fit venir de la main-d'oeuvre chinoise en abondance (Ibid.:137).

A la fin du 19<sup>e</sup> siècle, l'investissement direct américain au Pérou est de l'ordre de \$6 millions (canna à sucre, utilités publiques, mines et pétrole), et connaîtra une rapide expansion avec la création en 1902 de la Cerro de Pasco Copper Corporation (Kruijt & Vellinga, 1977). A cette époque, une bourgeoisie nationale, commerçante, liée à l'exportation, progresse au Pérou (elle a même, de 1872 à 1879, remplacé au pouvoir les militaires favorables à la vieille aristocratie foncière en s'organisant autour du premier parti politique de l'histoire du pays, le Partido Civil) et l'investissement monopoliste étranger pénètre au pays à la faveur d'un marché mondial capitaliste en expansion qui a besoin de matières premières (mines et agriculture). Le néo-latifundisme signifie une exploitation de la grande propriété foncière dans le but de rentabiliser le capital. Désormais, le capitalisme s'articule étroitement autour des entrepreneurs capitalistes péruviens qui contrôlent les ressources de la côte, et soumet l'aristocratie retardataire de l'intérieur à la nécessité d'accumulation.<sup>9</sup> Cette dernière, restée puissante dans la sierra, exploite la population indienne par les mêmes moyens qu'auparavant, c'est-à-dire par le système des corvées et services personnels gratuits qui persistent encore tout au long du 19<sup>e</sup> siècle malgré les interdictions constitutionnelles.<sup>10</sup>

Le 20<sup>e</sup> siècle marque la consolidation de la dépendance de l'économie péruvienne vis-à-vis du capitalisme international, anglais jusqu'en 1920 et américain par la suite (voir l'annexe 1), et de la structure

de domination interne qui repose sur le développement inégal de la côte et de la sierra. Le capitalisme se développe au Pérou autour des grands intérêts miniers, agricoles et financiers. La première moitié du 20<sup>e</sup> siècle est la période du développement d'enclaves, véritables fiefs vivant en vase clos, presque extra-territoriaux, dont la production est destinée presque exclusivement à l'exportation.<sup>11</sup> La compagnie la plus puissante est la Cerro de Pasco (Kruijt & Vellinga, 1977; Brundenius, 1972). Elle sera longtemps la première entreprise du pays en termes de capital accumulé et de main-d'oeuvre employée (Goodsell, 1974:46-47). La technologie de pointe qui se développe dans le monde capitaliste exige l'expansion de l'industrie métallurgique, au détriment de l'industrie textile. Il s'agit donc d'intérêts monopolistes immenses et concurrentiels. Le concept d'enclave illustre le fait que le capital se développe séparément du secteur de production traditionnel. La reproduction de la force de travail est assurée dans le cadre de l'économie de type paysan ou semi-féodal, le coût de la reproduction de la main-d'oeuvre est donc mesuré sur la valeur de l'économie paysanne; tandis que la réalisation et l'accumulation de la plus-value se font à l'extérieur du marché. Le secteur capitaliste assure la génération et la reproduction de la plus-value alors que le secteur précapitaliste assure la génération et la reproduction de la force de travail. Chacune de ces enclaves est en étroit rapport avec le marché capitaliste international et n'entretient pas ou peu de relations commerciales avec ses concurrents. L'annexe 2 donne une idée des "company towns" qui existaient au Pérou en 1968.

Les grands monopoles internationaux ont profité des politiques de l'Etat, sous la présidence de Leguía (1919-1930), homme d'affaires et ancien gérant de la New York Life Insurance Company, qui fait effectuer

des travaux publics d'envergure (Ibid.:39-40), et particulièrement sous Odría (1948-1956). Dans ce dernier cas (Frankman, 1974), les fréquentes dévaluations sont très favorables aux exportateurs, alors qu'elles nuisent aux producteurs du marché domestique par l'augmentation du prix du capital à importer qui en résulte. Les politiques de crédit sont favorables aux producteurs de coton, alors que la production agricole pour le marché domestique est insuffisante. La politique fiscale favorise grandement le secteur minier, par le nouveau code minier adopté en 1950 et dicté par la Cerro de Pasco et les autres membres de la Sociedad de Minería y Petróleos (Goodsell, 1974:152-155). Quant à l'industrie, c'est surtout celle qui a rapport à l'exportation qui est favorisée, i.e. sucre, café, poissons.<sup>12</sup>

Cette domination articulée sur le marché capitaliste international est rendue possible par l'existence d'une structure de domination établie au sein même de la société péruvienne. L'encoñendero au pouvoir omnivalent a fait place à l'hacendado qui cette fois, avec ses correspondances juridiques, politiques et idéologiques, perpétue la domination sur la masse indienne,<sup>13</sup> notamment grâce au "gamonalisme", instrument par lequel l'aristocratie foncière s'assure la soumission des travailleurs (recrutement forcé, contrôle de l'appareil politique et judiciaire, domination exercée par la seule maîtrise de la langue espagnole..., Cotler, 1970). Au cours du 20<sup>e</sup> siècle cependant, le changement des structures de production (de l'hacienda aux entreprises commerciales et industrielles) entraîne le développement de nouveaux rapports sociaux, cette fois avec une main-d'oeuvre mobile, embryon d'un prolétariat rural (les cholos, Piel, 1969; Cotler, 1970) et urbain (Quijano, 1968b). En effet,

une transition se prépare au pays, visible par les conflits qui commencent à se manifester entre la bourgeoisie exportatrice et commerciale d'une part et la bourgeoisie industrielle et la petite-bourgeoisie d'autre part. Celles-ci expriment le besoin d'élargir la production capitaliste<sup>14</sup> et le marché de consommation, de libérer la main-d'oeuvre du gauchisme et de contrer le centralisme politique de la capitale Lima (Caravedo, 1979:115-129). Toutefois le bloc lié à l'exportation réussira à maintenir sa domination (Ibid.).

Une bourgeoisie nationale exportatrice et financière se consolide au début du 20<sup>e</sup> siècle. Cette bourgeoisie est dépendante de l'étranger certes, du capitalisme international, mais elle parvient à contrôler la reproduction de sa domination. Par son contrôle sur la vie politique et culturelle (reproduction sociale) dans le pays, elle assure pour elle une part du surproduit en même temps qu'elle permet la rentabilisation du capital monopoliste.<sup>15</sup>

Telle est la situation existante au Pérou jusqu'à la moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Le capital impose ses exigences d'accumulation, en partageant la plus-value avec les couches dirigeantes issues de la période coloniale qui contrôlent la reproduction de la structure de domination.

c) Le néo-colonialisme, ou l'élargissement du capital

- Domination et reproduction capitaliste

Nous avons vu que dans un cadre colonial, l'intrusion du capitalisme dans une formation sociale précapitaliste passe par une étape où la propriété foncière qui s'exerce dans le cadre de rapports de production

précapitalistes remplit une fonction nécessaire au capital, celle d'assurer un approvisionnement en main-d'oeuvre et en matières premières. Nous nous posons la question maintenant de savoir pourquoi à partir d'un certain niveau de développement du capitalisme, la propriété foncière apparaît être superflue et néfaste, ce qui rend alors sa disparition nécessaire. Alors que la classe capitaliste a eu besoin de la domination des propriétaires fonciers sur la masse des paysans producteurs, il arrive une période où cette domination constitue une entrave à l'accumulation capitaliste. Au cours de la deuxième étape, que nous avons appelée pour notre cas historique transition au néo-colonialisme, la nécessité de la propriété foncière demeure.

...pendant cette période le capitalisme détruit l'artisanat rural et, de ce fait, rend les paysans parcellaires dépendants du marché pour leur approvisionnement en moyens de production et en biens de consommation non vivriers. Mais le capitalisme ne s'est pas encore emparé de la production vivrière et certaines branches de cette production (par exemple l'élevage bovin) résistent très longuement, à cause du sous-développement même des forces productives dans ces branches, à la main-mise de la grande production de type industriel. Ainsi sont créées les conditions pour que puisse fonctionner la concurrence entre la production paysanne et la production capitaliste puisque la production paysanne est contrainte de se présenter sur le marché, lieu de cet affrontement. Cependant, sur ce terrain, la production capitaliste n'est pas encore victorieuse à tout coup ou bien, dans certaines branches, elle est même incapable de livrer combat. Il en résulte que l'expropriation paysanne n'est pas assurée ou est mal assurée par ce biais-là et que le capitalisme, pour obtenir les forces de travail supplémentaires dont il a besoin pour se reproduction élargie (et aussi pour créer une "armée de réserve industrielle" permettant de déprimer suffisamment les salaires), doit recourir à des procédés extra-économiques. (Rey, 1973:80-81)

Pendant cette période, l'accumulation capitaliste s'opère, ce qui démontre un contrôle du procès de production par le capital. Cependant ce contrôle ne s'effectue que sur le procès immédiat de production, et dans certaines branches seulement. Pour assurer sa domination, le MPC

doit être le seul à pouvoir, sur un mode élargi, reproduire le domaine où se manifestent ses rapports de production spécifiques (Faure, 1978:20). Or, pour une reproduction du procès de production capitaliste de façon autonome (production élargie du rapport de production capitaliste) où la soumission du travail au capital est assurée par des contraintes d'ordre strictement économique, le capital doit contrôler certains éléments essentiels à cette reproduction qui lui échappent encore et qui constituent son domaine propre, notamment la reproduction de la force de travail libre et l'expansion du marché, par ses moyens naturels (le jeu de la circulation). Concrètement, cela signifie le contrôle du processus d'expropriation du travailleur de ses moyens de production et le contrôle des coûts de production des marchandises (biens de production et de consommation).

Plusieurs moyens sont utilisables théoriquement pour arriver à ce contrôle par le capital. Il peut y avoir maintien de la propriété foncière et la poursuite du processus d'expropriation, mais là où la propriété foncière n'est plus à même de jouer le rôle d'expropriatrice, ou si la rente exigée devient excessive par rapport à une masse de plus-value qu'il est difficile d'augmenter, elle devient alors un obstacle à l'accumulation capitaliste (Weeks, 1976:59). Tant que l'obstacle n'est pas éliminé, cette contradiction entre la propriété foncière et la propriété capitaliste, spécifique à la transition au capitalisme dans une formation sociale ex-coloniale, s'exprime dans une lutte continue au sein des classes dominantes (propriétaires fonciers et capitalistes), issue elle-même de la lutte des paysans travailleurs contre leur exploitation.

Dans la même idée, la troisième étape de l'intrusion du capitalisme, là où il a "pris racine", ne doit pas être vue comme une période achevée,

de façon définitive où le capital a établi sa domination, c'est-à-dire le contrôle de la reproduction du rapport d'exploitation qui le caractérise, la plus-value. Sa soif de plus-value se manifeste désormais dans une lutte à un autre niveau, qui met au prise de façon claire d'une part la classe capitaliste dans son ensemble, forte de l'appui des couches privilégiées acquises à son idéologie (bourgeoisie commerciale, petite-bourgeoisie des professions libérales et de l'appareil d'Etat), et d'autre part le prolétariat, divisé par l'expérience d'expropriation qu'il a subie (ouvriers urbains, paysans récemment prolétarisés, ouvriers agricoles). Au Pérou, le capitalisme tente d'établir sa domination par une lutte intense contre l'oligarchie foncière et ses alliés (bourgeoisie commerciale liée au secteur d'exportation) qui entravent le processus d'élargissement du capital amorcé vers le début des années 1950. C'est dans cette optique que la prise du pouvoir par l'armée en 1968 marque une nouvelle étape dans l'évolution de la société péruvienne.

- Elargissement du capital au Pérou

Dans les années 1950 et 1960, la structure de la production au Pérou a connu l'évolution la plus rapide en Amérique latine (Quijano, 1968b). Stimulée par la conjoncture internationale, l'économie connaît une expansion qui entraîne une diversification des investissements. L'économie se "modernise". Le PNB a plus que doublé de 1950 à 1964 (Ibid.: 294) et de nouveaux secteurs (industrie, commerce, pêches) ont atteint des taux de croissance très élevés. La base matérielle de l'accumulation est désormais l'industrialisation. Le tableau suivant montre la modification de la structure de la production entre 1950 et 1972.

Tableau 1

Structure de production de l'économie péruvienne, 1950 à 1972  
(% du PNB aux prix de 1963)

	1950	1960	1964	1968	1972
Agriculture, forêt et pêches	23,0	22,4	20,0	17,2	14,0
Mines	4,5	7,2	6,1	6,0	4,7
Industrie	13,6	17,3	18,8	21,2	22,0
Construction	5,1	4,2	4,0	3,2	3,9
Gouvernement	*	7,8	8,2	8,6	8,2
Autres	53,8	41,0	42,9	43,5	47,3

\*Inclus dans Autres

Source: 1950: Banco Central de Reserva del Peru; cité dans M.J.Frankman, 1974:291  
1960-1972: Banco Central de Reserva del Peru; cité dans E.V.K. Fitzgerald, 1976:12

Le secteur agricole connaît une diminution constante, alors que c'est le contraire pour le secteur manufacturier. L'expansion dans le secteur minier connaît un sommet en 1960 après quoi il diminue continuellement. Les secteurs de la construction et du gouvernement se maintiennent. En 1963, le tiers de l'investissement brut au Pérou est dirigé vers le secteur industriel et près de 40% dans la construction, contre seulement 3,1% vers l'agriculture, l'élevage et les mines (Quijano, 1968b: 295). Ceci entraîne une forte expansion urbaine au pays, particulièrement dans la capitale où la population passe de 8,4% de la population nationale en 1940 à 16,6% en 1961 et 24,2% en 1972 (voir tableau 4). D'une économie contrôlée par les capitalistes propriétaires fonciers, on se dirige vers une économie industrielle, contrôlée par le capitalisme international et la nouvelle couche de capitalistes urbains (Weeks, 1977). L'investissement dans le secteur industriel vient à 80% de l'étranger (Quijano, 1968b: 295) et s'oriente dans une nouvelle production, celle des produits de base (métallurgie, produits chimiques, ciment, papier, bois) qui s'ajoute

ainsi à la production industrielle légère traditionnelle (vêtements, alimentation, boissons, etc.). Cette nouvelle expansion a entraîné une modification sensible de la structure occupationnelle, comme en fait foi le tableau 2. Nous remarquons une augmentation substantielle de la population active dans le secteur tertiaire (services, commerce et transport) et dans le secteur manufacturier (sauf le sous-secteur artisanal), et une baisse correspondante dans le secteur primaire (agriculture, forêt, pêche, mines).

Tableau 2

Population active par secteur, 1940-1961-1966-1972 (%)

	1940	1961	1966	1972
Agriculture et forêt	61,2	49,1	46,5	42,0
Pêche	2,2*	0,7	0,6	0,9
Mines	**	2,2	2,1	1,4
Industrie manufacturière	11,5	13,2	14,0	12,8
dont 5 travailleurs et plus		4,5	5,2	
moins de 5 travailleurs		1,5	1,7	
artisanat		7,2	7,1	
Construction	2,3	3,3	3,9	4,2
Commerce	5,6	8,9	9,3	10,6
Energie	**	0,3	0,3	***
Transport	2,5	3,4	3,6	4,5
Services	12,7	15,2	16,2	19,4
Non. spécifié	2,0	3,7	3,5	4,2
Total	100	100	100	100

\*Inclut la chasse

\*\*Non spécifié

\*\*\*Inclus dans Transport

Source: 1940: Recensement national de la population; cité dans Quijano, 1968b:297  
 1961-1966: Recensement national de la population; cité dans O.E.C.D., 1971:33  
 1972: Recensement national de la population; cité dans Sulmont, 1978:691

De plus, les <sup>tableaux</sup> VI et 2 révèlent que l'expansion n'absorbe pas la population active au même degré que l'augmentation de la valeur de sa production. En fait, il se produit un flux de main-d'oeuvre active vers le secteur tertiaire, où nombre de travailleurs sont sous-employés (notamment dans les services domestiques et le petit commerce indépendant).

L'expansion de la production industrielle au Pérou correspond à une extension de la base d'accumulation capitaliste sur le territoire national. L'accumulation capitaliste reflète une contradiction inhérente au MPC: pour survivre le capitaliste doit augmenter la production de plus-value par travailleur à l'aide de la mécanisation (augmentation de la productivité); or l'augmentation du rapport capital constant/capital variable qui en résulte entraîne une diminution de la masse relative de plus-value disponible, par conséquent une diminution du taux de profit.

La masse du travail vivant employé diminuant sans cesse par rapport à la masse du travail matérialisé qu'elle met en oeuvre, par rapport aux moyens de production consommés productivement, il faut bien que la fraction non payée de ce travail vivant qui se concrétise en plus-value voit son rapport au volume de valeur du capital total diminuer sans cesse. Or ce rapport de la masse de plus-value à la valeur du capital total employé constitue le taux de profit; celui-ci doit donc baisser continuellement. (Marx, 1976, I.III:211)

Dans le processus d'accumulation, toute une série de moyens sont disponibles pour contrecarrer cette tendance au taux de profit de diminuer, les principaux étant les suivants: augmentation du degré d'exploitation du travail (taux de plus-value), réduction du salaire au-dessous de sa valeur, baisse des prix des éléments du capital constant, création d'une surpopulation relative, et le commerce extérieur (Ibid., I.III: ch.XIV). De tels moyens sont utilisés pour contrecarrer en fait le mouvement qui rend la valorisation du capital de plus en plus difficile pour les capitalistes à mesure que l'accumulation se poursuit. En fait,

lorsque les investissements ne promettent plus un taux de profit suffisant, le capital entre en crise et provoque par le fait même toute une série de mesures qui ont pour but de permettre au processus d'accumulation de reprendre sur de nouvelles bases. Un bref regard sur les crises économiques que le Pérou a connues au milieu des années 1960 et 1970 va nous permettre de saisir la mise en place de la domination du MPC.

L'analyse effectuée par Weeks (1977) du processus d'accumulation au Pérou révèle que l'expansion industrielle des années 1950 et 1960 a été possible grâce à une augmentation subite du taux de profit, laquelle provenait d'une augmentation du prix des biens manufacturés par rapport au prix des denrées alimentaires (Ibid.:141). Pour ce faire, la politique commerciale et industrielle du gouvernement péruvien a joué un rôle important. Parce que produites en dehors du secteur capitaliste et en quantité insuffisante, les denrées alimentaires ont dû être tenues à des prix relativement bas par l'importation;<sup>16</sup> de plus, l'expansion industrielle a pu être maintenue par l'importation de biens d'équipement à des coûts relativement bas, notamment grâce à un taux de change surévalué dans les années 1964-68 (Witte, 1973:40). Cependant, ce processus a permis aux investisseurs étrangers de se tailler une place privilégiée au Pérou dans les secteurs de pointe par la supériorité technique de leurs biens de production et leur expérience sur les marchés nouveaux qui s'ouvraient (Weeks, 1977:133-134), et grâce aux facilités de crédit qui leur étaient accordées par la Banque de développement industriel (Sagasti, 1978).

Pendant cette période, on assiste à l'écroulement des vieilles structures agraires. La production agricole destinée au marché intérieur est insuffisante. L'absentéisme de l'oligarchie foncière de la sierra et

la pression des paysans pour s'accaparer les terres mal utilisées (Bejar, 1965) exacerberent la bourgeoisie, jusqu'à sa fraction exportatrice qui prend en charge de mener une réforme agraire avec l'objectif de développer la petite et moyenne propriété agricole.

La crise de 1966 à 1968 a été précédée d'une période d'augmentation subite des investissements qui s'est manifestée par une augmentation (en argent et volume) de la part des importations de biens d'équipement dans les importations totales (Pillado, 1978:50-58). Ces investissements nouveaux ont entraîné une hausse de la composition organique du capital comme on peut voir à l'annexe 3, et une nouvelle poussée de concentration-centralisation du capital au profit des entreprises étrangères (Weeks, 1977:133-134) accompagnée d'une hausse de l'indice général des prix à la consommation (annexe 3). Mieux outillées pour les marchés nouveaux et les sources de financement, les entreprises étrangères ont pu contrecarrer les effets négatifs de la hausse de la composition organique du capital par l'importation d'équipements mais ce ne fut pas le cas pour les entreprises locales (Weeks, 1977:136-138). Celles-ci pour la plupart en difficulté ont dû "se vendre" ou avoir recours à des emprunts, ce qui en favorisant les placements spéculatifs par rapport aux placements productifs, contribua à aggraver la crise. L'Etat a pu compenser le manque d'investissements productifs dans les secteurs les moins rentables, mais à partir de 1967, la crise avait atteint un point où le recours aux importations de biens d'équipement et de denrées alimentaires n'était plus possible, à cause des difficultés de la balance des paiements, particulièrement au poste des services où apparaissait une sortie de plus-value sous la forme de rendement des investissements extérieurs (voir annexe 4). A ce titre, pour chaque dollar qui entre au pays entre 1961 et

1969, il en sort 7,4 (Notes et Etudes Documentaires, 1975:71). Consé-  
 quement la dette extérieure a augmenté (voir annexe 3) et la dévalua-  
 tion amenée en 1967 a aggravé la position des industriels non liés au  
 secteur agro-exportateur qui monopolisait le gros de la production agri-  
 cole et contrôlait encore le commerce extérieur. Le blocage que ce mo-  
 nopole imposait à l'accumulation capitaliste, dans une conjoncture d'ins-  
 tabilité politique et d'agitation sociale, a amené la bourgeoisie péru-  
 vienne à tenter le coup de grâce aux monopoles fonciers. C'est ainsi  
 que les forces armées interviennent en 1968, déterminée à régler le pro-  
 blème sur deux fronts: les monopoles de l'oligarchie foncière et de la  
 bourgeoisie agro-exportatrice qui freinent le progrès de la production  
 agricole et empêchent celle-ci de participer au système de péréquation  
 du taux de profit, et les nouveaux capitaux monopolistes internationaux  
 qui ont réduit dangeureusement le pouvoir de la bourgeoisie nationale.

La politique des militaires est impressionnante (nationalisa-  
 tions dans les secteurs de base, le commerce et les services; réforme a-  
 graire...).<sup>17</sup> Cependant, dans bien des cas, l'Etat ne pouvait se permet-  
 tre d'occasionner trop de blessures, ce qui a valu plusieurs expropria-  
 tions de capitaux étrangers à l'avantage du propriétaire (Hunt, 1975:  
 315-318; Cabieses Barera, 1975),<sup>18</sup> et des compensations à l'oligarchie  
 foncière qui lui permettaient de se "recycler" dans l'industrie (Caba-  
 llero, 1977).

Dans son analyse de l'économie péruvienne, Felipe Portocarrero  
 (1974) présente les deux traits fondamentaux de l'évolution de l'économie  
 de 1969 à 1973. D'une part la réalisation d'une grande série de réfor-  
 mes structurelles qui transforment l'ordre institutionnel de l'économie  
 et jettent les bases d'un nouveau cycle d'accumulation.<sup>19</sup> D'autre part,

cette période en est une de reprise de l'économie, à la suite de la crise des années 1967-68 (Weeks, 1977), mais dans un contexte politique de conciliation de classes (Quijano, 1974a) qui permet une expansion de la base productive et exportatrice d'avant 1968, témoignant du caractère institutionnel des réformes (rapport Etat/Capital impérialiste) plutôt que des transformations de l'appareil productif même.

De esta manera la economía peruana actual se encuentra en una coyuntura definida por la combinación de una serie de importantes reformas estructurales, que han transformado profundamente su ordenamiento institucional, con una expansión sustentada en un aparato productivo que no ha experimentado mayores cambios. Es decir, mientras que por un lado se han establecido los mecanismos institucionales para el desarrollo de la nueva modalidad de acumulación, por el otro, esta última no ha podido consolidarse tanto por la falta de desarrollo de nuevas bases productivas como por el hecho de que no se han superado las barreras que traban la expansión de esta nueva modalidad de acumulación. (Portocarrero, 1974:70)

La politique générale établie par la junte militaire doit permettre à l'Etat de contrôler l'investissement étranger (en tant que capital circulant) tout en laissant au capital impérialiste le contrôle de la modification structurelle de l'économie (Quijano, 1971; Weeks, 1977: 137-140). En effet, la "modernisation" de la structure économique ouvre de nouveaux secteurs au capital monopoliste. L'action de l'Etat modifie l'articulation de la structure économique avec le capital impérialiste, et Quijano (1971:63-70) décrit cette nouvelle articulation:

- multilatéralisation de l'investissement impérialiste (japonais, français, allemand, américain...);
- liens organiques entre l'Etat et le capital impérialiste, (celui-ci dominant l'autre) par des "joint ventures" et des emprunts;
- liens étroits entre les bourgeoisies nationale et impérialiste (dans l'industrie de transformation);
- des garanties et avantages sont offerts aux investisseurs étrangers qui comptent réinvestir sur place;
- consolidation de la structure industrielle urbaine;

- élimination définitive de l'enclave comme forme de domination impérialiste.

Il s'agit en définitive d'une consolidation du pouvoir du capital monopoliste, qui en se liant à l'Etat national s'assure la collaboration d'un appareil indispensable à son expansion. Voyons maintenant comment s'est opérée cette nouvelle articulation.

Après 1968, la production connaît une nouvelle croissance (voir annexe 5). Or, ce redépart sur une nouvelle base ne fera qu'aiguiser davantage les contradictions de la période précédente. En effet, les chiffres de l'annexe 3 (colonnes 1 et 2) révèlent que pour une composition organique du capital égale à celle d'avant 1967, la part des intrants qui doivent être importés est désormais supérieure. La balance des paiements montre en conséquence une augmentation vertigineuse des importations de marchandises. De \$659 millions en 1969 à \$812 millions en 1972, et 1 029, 1 909, 2 508 en 1973, 1974 et 1975 (annexe 4, et Pillado, 1978:59). Cette augmentation étant due principalement à l'importation de biens d'investissement qui s'est presque multipliée par 4 entre 1972 et 1975 alors que celle des biens de consommation n'a que doublé (Pillado, 1978: 59 et 178). D'autre part, la concurrence des investissements étrangers assure à ceux-ci une productivité plus élevée après les nationalisations dans les secteurs moins rentables et avec les avantages "naturels" de ces capitaux sur le marché (Weeks, 1977:137-140). Par exemple, certains moyens concrets sont couramment utilisés par le capital monopoliste international pour s'assurer des taux de profit élevés et l'exclusivité de certaines productions, e.g. paiements de redevances pour la technologie (Anaya Franco, 1975), surfacturations des biens intermédiaires importés et clauses restrictives dans les contrats (Vaitsos, 1974; Droucopoulos, 1976).

Dans ces derniers cas, C. Vaitsos a établi que pour le Pérou, sur 83 contrats signés dans le cadre du Pacte Andin, 74 avaient des clauses restrictives à l'exportation (défendu d'exporter le produit final), et 66 sur 89 avaient des clauses de restriction quantitative (Vaitsos, 1974:45).

Toutefois dans le secteur agricole, le développement des forces productives ne peut s'opérer comme prévu. Les intérêts du capital monopoliste impose à l'Etat une stratégie de développement industriel et minier où les perspectives de profit sont grandes. En conséquence l'Etat établit certains mécanismes qui génèrent un transfert de surplus de la campagne vers les centres urbains, e.g. abaissement des prix agricoles, paiement de la "dette agraire" aux ex-propriétaires fonciers et intensification du contrôle de l'Etat sur le secteur agraire. Il s'ensuit une détérioration des conditions de vie à la campagne où le taux de chômage en 1971 affecte déjà 63,9% de la main-d'oeuvre agricole, ou 1 250 000 paysans (Portocarrero, 1974:70).<sup>20</sup>

Durant cette période, l'investissement public joue un rôle important par le développement de secteurs de base rentables à long terme seulement, e.g. électricité, infrastructures, ou dont l'équipement utilisé était vieilli, e.g. secteur minier, sidérurgie (Pillado, 1978: 60-64; voir également la note 18). La rentabilité des entreprises d'Etat est faible, et négative dans certains secteurs, notamment la sidérurgie et l'électricité. Or, les besoins en investissements étant énormes, c'est par des emprunts sur le marché mondial que la "modernisation" de l'appareil productif doit s'opérer. Ainsi, les déficits continuels du secteur public sont financés par des emprunts nets croissants, comme on voit au tableau suivant.

Tableau 3

Déficit et financement du secteur public au Pérou, 1971-1976  
(en millions de soles)

	1971	1972	1973	1974	1975	1976*
<u>Déficit global</u>	6 412	8 726	19 724	28 147	57 334	63 686
<u>Financement externe net</u>	1 794	4 532	11 896	25 365	31 370	24 218
Prêt	8 477	11 320	26 006	38 387	42 329	39 265
Amortissement	6 683	6 788	14 110	13 022	10 959	15 047

\*Estimé

Source: Banco Central de Reserva, et estimations du FMI. Dans Hugo Cabieses et Carlos Otero, 1977:176

La dette externe atteint des niveaux astronomiques (annexe 3), et les principaux créanciers sont les gouvernements du Japon, des Etats-Unis et du Canada, la Banque Inter-américaine de Développement (BID), la Banque Mondiale (BIRD), et les institutions financières privées des Etats-Unis, du Royaume-Uni, du Luxembourg et du Japon (Cabieses et Otero, 1977: 180).

La suite logique de la nouvelle emprise du capital monopoliste international se retrouve dans les "recommandations" faites par le Fonds Monétaire International (FMI) et les financiers internationaux en 1977, auprès des autorités gouvernementales du Pérou pour que cesse le "gaspillage" de capitaux (Ibid.:137-146 et 167-206): politique financière récessionniste visant essentiellement à diminuer la demande et assurer une rentabilité dans les secteurs les plus productifs. La politique économique subséquente du gouvernement constitue la réponse à cette exigence (Ibid.:196-204): réduction des dépenses gouvernementales et des importations d'équipement pour les entreprises publiques, augmentation du prix des denrées agricoles et de l'essence, et enfin une série de mesures

visant à rétablir la confiance dans l'économie péruvienne particulièrement chez les investisseurs étrangers, par exemple en reconnaissant désormais le secteur privé comme le "secteur clé" de l'économie (Latin America Economic Report, 5 janv.1977:4).

L'évolution de l'économie péruvienne dans les années 1960 et 1970 démontre la transition difficile qui s'opère au Pérou entre une économie coloniale, orientée en fonction de l'exportation de matières premières où le capital compose avec les secteurs précapitalistes dans une alliance pour s'assurer l'appropriation d'une plus-value, et une économie de type "néo-coloniale", où cette fois le capital est en mesure d'imposer sa loi d'accumulation et ses solutions à ses propres contradictions. Ainsi, après la seconde guerre mondiale, les nécessités d'accumulation capitaliste ont exigé une destruction des vieilles structures agraires et une réorganisation de la production capitaliste sur une échelle élargie. De là la désarticulation des formes précapitalistes de production. Cependant, le cadre néo-colonialiste de la société péruvienne a obligé la bourgeoisie nationale à composer avec les intérêts du capital monopoliste en intense concurrence à l'échelle mondiale. De là le transfert de plus-value dans les secteurs monopolistes. Conséquence: la formation rapide d'un prolétariat rural qui émigre pour grossir les rangs du prolétariat urbain et constituer ainsi un prolétariat abondant, bon marché et désorganisé.

B) Développement désarticulé et formation d'un espace économique

a) L'espace économique sous la domination coloniale

L'organisation de l'espace dans le Pérou pré-colonial répondait à une nécessité de développement le long des cours d'eau afin de joindre la sierra à la côte et à la selva. Le réseau d'échange ainsi créé permettait une rotation de la production agricole selon l'altitude, et l'échange d'excédents et de main-d'oeuvre sur un axe longitudinal dans la sierra et transversal pour joindre la côte et la montagne (Pennano, 1979:132-133). Cette articulation spatiale centrée sur le rapport condition écologique/production agricole avait permis un développement équilibré et l'expansion de l'empire Inca dont l'Etat puissant contrôlait efficacement la production et la distribution.

L'intervention coloniale modifie cette organisation de l'espace. Dans un premier temps, le cadre colonial mercantiliste repose sur l'existence de réseaux d'échange entre les différentes régions spécialisées dans les nouvelles productions, qui servent autant les marchés urbains et régionaux que ceux d'outre-mer. Ceci fait dire à Pennano que la distribution spatiale du Pérou colonial est assez équilibrée, d'où résulte

la gran vía comercial establecida entre Lima, Arequipa, Cuzco, Puno, Potosí y Buenos Aires, etc. Esto se debió, en parte, al proteccionismo mercantilista ejercido por España en sus colonias y a la imposibilidad de España, debido a su incipiente desarrollo industrial, de satisfacer los mercados coloniales, — fenómeno éste que permitió la aparición y el desarrollo de cierta actividad artesano-industrial, como los textiles de Cuzco, Huamanga y Huancayo; la industria lechera de Cajamarca; y el desarrollo urbano de Huancavelica, Tarma, Jauja, Huanuco, etc. — (1979:133)

Des conditions nouvelles apparaissent après l'Indépendance, qui entraînent une réorganisation de l'espace économique. D'abord les propriétaires fonciers et les financiers, vu leur faiblesse devant les nouvelles structures libre-échangistes de marché (supra, p. 25), ont comme seul moyen d'accumulation le prélèvement d'une rente foncière et commerciale primitive élevée. Le nouvel Etat, quant à lui, tire des douanes l'essentiel de ses revenus, ce qui l'incite à favoriser le commerce extérieur. Ainsi les embryons d'industrie artisanale (notamment le textile de Cuzco) sont éliminés par la concurrence des produits anglais sur le marché, et le gamonalisme entraîne la survivance des rapports de production précapitalistes, essentiels vu le manque d'investissements d'exploitation.

A comienzos de la república el espacio peruano sufrió una profunda desarticulación, consecuencia de la debilidad del nuevo estado, de la rotura de los circuitos comerciales y monetarios, de la postración de las economías provincianas, etc. (Pennano, 1979:134)

Le développement de la région de Cuzco décline au point où le système routier se détériore et provoque l'isolement de la région, au profit de la côte au sud du pays (Arequipa) où se consolide une oligarchie régionale autour des latifundios d'élevage qui transportent leurs produits grâce au chemin de fer après 1870. Ce processus se produit par tout le pays.

Por otro lado, ese mismo proceso es el que contribuyó a la consolidación de las oligarquías regionales, tanto en el norte — a partir del segundo civilismo, el azúcar, y el segundo período de expansión ferrocarrilera ..., como en el centro — con la consolidación de la posición de la Cerro, la Peruvia y el cobre ..., y en el sur — con la mediana propiedad y el poder comercial lanero de Arequipa —. (Ibid.:135)

Il s'ensuit une nouvelle spécialisation désormais reliée au commerce extérieur, qui se développe dans des espaces économiques quasi

indépendants l'un de l'autre: production agraire au nord et minière au centre avec la participation de capitaux étrangers, tandis qu'au sud dominent le capital commercial, la propriété foncière moyenne et l'élevage. L'intrusion du chemin de fer et le progrès du transport maritime déséquilibrent le développement régional tel qu'initié pendant la période coloniale et provoque des remous considérables au sein des couches dirigeantes qui prennent l'allure de confrontations régionales systématiques (Caravedo, 1979).

Les relations commerciales ainsi modifiées provoquent des déplacements et transformations des centres d'activité économique. Ainsi la capitale Lima profite du chemin de fer en attirant désormais les maisons commerciales et les banques qui s'étaient établies à Callao (Ibid.: 136), Arequipa consolide sa position hégémonique dans le sud du pays et des centres de marché régionaux dans tout le pays sont réduits à une échelle locale (Ibid.: 143-144), enfin des haciendas trouvent avantage à se transformer en rationalisant leur production pour l'exportation. En s'imposant comme intermédiaires commerciaux, les villes de la côte s'enrichissent par le surplus collecté. Ce développement de la nouvelle exploitation agraire capitaliste et des centres urbains commerciaux représente une porte de sortie pour la main-d'oeuvre indienne encore exploitée par le régime servile (yanaconazgo) dans la sierra et désireuse de fuir un destin rural synonyme de misère.

La pénétration de capitaux étrangers s'amplifie au début du 20<sup>e</sup> siècle et provoque une concentration rapide de la production en enclave destinée exclusivement à l'exportation. Dès lors, la nécessité d'élargir le marché de consommation se définit dans le sens des intérêts

des exportateurs et commerçants (échange "import-export") mais ne ren-  
 contre plus ceux de la bourgeoisie industrielle naissante de Lima qui  
 désire développer la production pour le marché domestique et de la petite-  
 bourgeoisie de plus en plus éprise de libéralisme et dont les préoccupa-  
 tions populistes sont étrangères à la bourgeoisie agro-exportatrice  
 (Ibid.:117-119). De fait, les conditions défavorables du marché inter-  
 national après 1920 font ressortir le besoin de diminuer la dépendance  
 du pays face à l'exportation et amène le gouvernement à améliorer le ré-  
 seau routier, dans le but de contrer les facteurs d'isolement et la "dis-  
 parité" régionale. Cependant les lois du marché capitaliste s'imposant,  
 ce sont les régions les plus avancées qui profitent des nouveaux inves-  
 tissements (surtout ceux en provenance des Etats-Unis), et particulière-  
 ment Lima, qui connaît une expansion de l'activité commerciale, bancaire  
 et industrielle (essentiellement le textile et l'alimentation),<sup>21</sup> et dont  
 la population passe de 199 200 habitants en 1919 à 341 720 en 1931 puis  
 à 520 528 en 1940, soit de 4,2% à 6,2% puis à 8,4% de la population na-  
 tionale (Collier, 1976:144). Ce qui ajoute une vocation économique à  
 la capitale qui jusqu'alors avait joué un rôle à prépondérance politique.  
 Son poids politique s'en trouve renforcé, d'autant plus qu'en 1931, plus  
 de 28,2% des électeurs résident à Lima en comparaison de 9,7% en 1919  
 (Ibid.).

#### b) La prépondérance de Lima

L'hégémonisme politique que Lima a réussi à conserver depuis  
 l'arrivée des Espagnols se renforce à mesure que le capital commercial,  
 financier et ensuite industriel se concentre dans la capitale. Dans un

premier temps, l'image de la capitale se modifie pour correspondre aux besoins des nouvelles élites urbaines; parcs, jardins, quartiers riches sont reliés entre eux par des nouvelles rues et avenues (Schteingart et Torres, 1973:270). Ensuite, après la seconde guerre mondiale, l'expansion de la production capitaliste nécessite une main-d'oeuvre libérée des contraintes serviles, spécialisée et dont le coût de reproduction est le plus bas possible. De nombreux paysans sont délogés et doivent émigrer pour se rapprocher des nouveaux centres de production que sont les villes. Le tableau 4 illustre l'ampleur de la croissance démographique urbaine au Pérou. Avec près de 25% de la population totale du pays en 1972 à Lima, et un taux de population urbaine (vivant dans des centres de plus de 20 000 habitants) de 41,5%, il s'agit d'un des cas de macrocéphalie urbaine (urban primacy; Morse, 1965:36-50) les plus importants dans le monde. Comparée à la deuxième ville la plus peuplée après Lima, soit Arequipa, la capitale est 7 fois plus peuplée en 1940, 10,7 fois en 1961 et 10,6 fois en 1972 (Dietz, 1977:92). A ce poids écologico-démographique s'ajoute une centralisation des rôles économiques, politiques et administratifs de la capitale et une concentration des services publics disponibles au pays (électricité, aqueduc et égouts, éducation, santé, culture...), manifestations des contradictions spécifiques au développement capitaliste, rendues encore plus aiguës sous domination impérialiste, où le mode de vie rural est désarticulé en réponse aux exigences d'accumulation centralisée du capital.

La prédominance de Lima au point de vue économique se présente comme suit:

For example, Lima, with 20% of Peru's population, handles 97% of the country's financial affairs and 49% of its domestic commerce, employs 53% of its commercial and 67% of its industrial workers, produces 82% of its consumer and 92% of its durable goods.<sup>22</sup>

Tableau 4

Données démographiques sélectionnées sur la population urbaine et totale au Pérou

	<u>1940</u>	<u>1961</u>	<u>1972</u>
Population totale*	6 208	9 907	13 568
Nombre de centres urbains**	11	26	36
Population urbaine** totale*	931	2 767	5 624
Population urbaine**/ population totale	15%	27,9%	41,5%
Lima métropolitain*	521	1 641	3 286
Lima métropolitain/ population totale	8,4%	16,6%	24,2%
	<u>1940-1961</u>	<u>1961-1972</u>	
Accroissement annuel de la population total	2,8%	3,3%	
Accroissement annuel de la population urbaine**	9,3%	9,3%	

\*En milliers d'habitants

\*\*Centres de 20 000 habitants et plus

Source: Population totale - Données des recensements officiels (Dietz, 1977:92)

Lima métropolitain pour 1940 - Collier, 1976:144

Le reste - Doughty, 1976:88-89

En ce qui concerne la distribution des services, il ne fait aucun doute que Lima profite d'une accumulation de capital d'infrastructure et que c'est à Lima qu'on trouve le personnel qualifié et productif, les revenus élevés et les produits moins chers, en plus d'avoir accès à une gamme étendue de services publics. Les tableaux 5 et 6 illustrent la prédominance de Lima sur le reste du pays en termes socio-économiques.

Ces données ne doivent pas nous amener à conclure qu'il y a des conditions généralisées de mieux-être à Lima en rapport au reste du pays, car il existe des inégalités prononcées à Lima qui reflètent les contradictions nouvelles issues du développement urbain capitaliste.

Tableau 5

Prédominance du Lima métropolitain d'après certaines données sélectionnées (% Lima/Pérou)

Electricité consommée (1966)	63%
Professionnels et ingénieurs (1961)	42%
Administrateurs (1961)	54%
Cols blancs (1961)	63%
Vendeurs (1961)	36%
Artisans (1961)	38%
Cols bleus gagnant moins de 150 s./sem. (1961)*	39%
Cols bleus gagnant plus de 150 s./sem. (1961)*	69%
Cols bleus retirant une pension de vieillesse (1966)	58%
Cols bleus et cols blancs ayant accès au régime de sécurité sociale (1966)	54%
Journaux et magazines (en nombre, 1966)	82%
Lits d'hôpitaux (1965)	50%
Médecins (1965)	63%

\*données établies pour toute la population urbaine/population totale

Source: Doughty, 1976:90-102

Tableau 6

Indice des prix à Lima et Arequipa, 1966 (1960=100)

	<u>Lima</u>	<u>Arequipa</u>
Boeuf (catégorie supérieure)*	151,7	184,3
Saindoux	119,9	145,3
Huile (en bouteille)	141,5	147,2
Lait frais	123,1	139,4
Lait évaporé en boîte**	116,7	118,0
Tomates***	146,5	246,1
Pommes de terre***	189,9	205,1
Indice général	166,8	169,5

\*Tout près d'Arequipa se trouve la région de Puno, premier producteur de boeuf au pays

\*\*Produit en usine à 25 km d'Arequipa et exporté à Lima, 1000 km plus loin

\*\*\*La région spécialisée dans ces produits est à égale distance des deux villes

Source: Doughty, 1976:94

En terme de niveau de vie, les couches inférieures de la population, qui représentent 64% de la population de Lima en 1969, doivent consacrer la moitié de leur revenu à l'alimentation, tandis que les couches moyenne et supérieure consacrent moins du tiers de leur revenu pour les mêmes produits.<sup>23</sup> En terme d'organisation de l'espace, il existe des disparités profondes entre les différents quartiers de la ville, disparités illustrées par Schteingart et Torres (1973:276) en ces termes:

En síntesis, el análisis de la estructura metropolitana revela la existencia de dos sectores urbanos totalmente opuestos: el de los ingresos altos al sur y el de los ingresos bajos al norte, constituyendo realmente "dos ciudades". Una de viviendas precarias, hacinadas y sin servicio, mezcladas con industrias, donde no se da ningún centro que constituya un foco de equipamiento importante y donde aparecen formas de producción, consumo y organización comunitaria tradicionales (por ejemplo, el proceso mismo de ocupación de la "barriada").

Il existe des quartiers à très haute densité de population, mal équipés en logements (callejones et corralones),<sup>24</sup> dont certains sont situés dans le centre-ville et sont propices au développement de formes de vie sociale caractéristiques des bidonvilles: hostilité et méfiance dans les rapports humains, criminalité élevée, instabilité familiale... (Collier, 1976:23-25). Le plus gros de l'espace géographique de la ville est cependant occupé par des communautés de squatters, qui ont pris possession de terrains vagues autour de la ville et établi leur campement, souvent en une nuit, pour ensuite exiger des pouvoirs publics la reconnaissance des titres de propriété et la transformation des nouvelles communautés résidentielles en véritables quartiers urbains avec services publics. L'étude de Collier établit le nombre des "barriadas" en 1972 ("pueblos jóvenes" depuis 1968) à 208, dont plus des trois quarts furent créées après 1945, et la population de ces quartiers à 841 075 habitants, soit le quart de la population du Lima métropolitain (Ibid.:141-142).

La croissance rapide de la population de Lima est due principalement à l'immigration en provenance des milieux ruraux. La problématique des mouvements migratoires vers la capitale est précisée dans le prochain chapitre, mais retenons pour le moment qu'en 1956, 46,6% de la population des *barriadas* (incluant les enfants), soit 56 000 résidents, ne sont pas nés à Lima (Mangin, 1965b:312, note 3), et qu'en 1970, les habitants des *barriadas* de plus de 15 ans sont à 75% des immigrants (Ibid.: 33).

Le rapport existant entre la croissance urbaine au Pérou et la formation des *barriadas* est à deux sens: d'une part il est certain que la création des *barriadas* est une solution à la pression sur l'espace urbain et les logements créés par l'exode rural, mais il est également un encouragement au développement urbain par l'installation à peu de frais d'équipements urbains à laquelle elle donne lieu. En effet, en encourageant les formes traditionnelles de vie communautaire des immigrants et leur volonté d'autonomie (pour la construction de leurs logements entre autre), le gouvernement permet la production et la reproduction d'une force de travail urbaine à un coût très bas (Michl, 1973). Dans le processus d'établissement des populations rurales à Lima apparaît la contradiction propre au développement urbain des pays dits sous-développés. L'expansion du capitalisme détruit les formes précapitalistes de production dans le secteur rural et développe un marché urbain où la population marginalisée trouve refuge, alors que le marché du travail capitaliste en voie de monopolisation ne peut absorber la force de travail disponible. L'organisation et les conduites des classes dominées (classe ouvrière et paysannerie) subissent également les conséquences de la domination de la ville sur la campagne. La division ouvrier-paysan

se reflète dans les conditions des luttes collectives: manque de coordination entre les masses exploitées des villes et celle des campagnes pendant les mouvements de guerrilla des années 1960 (Bejar, 1969:ch.7), et développement plus avancé du syndicalisme dans les grandes villes (Sulmont, 1978). Les conditions concrètes de ce processus sont examinées dans le prochain chapitre.

CHAPITRE II

MARGINALISATION URBAINE

### A) La décomposition de la paysannerie

L'explosion démographique constitue un des aspects principaux de la question urbaine au Pérou. Comme elle est causée principalement par un fort courant migratoire qui prend naissance dans la campagne, on doit chercher dans le monde rural les conditions socio-économiques qui favorisent ces migrations. L'évidence démontre que la population rurale fuit pour la plupart des conditions misérables. Dépossédée de la terre, les paysans cherchent preneurs de leur force de travail et suivent ainsi les perspectives offertes par le capital.

Nous nous proposons d'examiner le processus par lequel la paysannerie subit sa décomposition et entre dans le circuit d'exploitation réelle du capital. Les rapports sociaux de production à la campagne sont étroitement articulés au monopole de la propriété foncière. Celui-ci capte pour lui-même une rente qui vient en déduction du profit capitaliste sur le marché, la rente constituant ainsi l'essence des rapports spécifiques de production. Dans le cas où le capital est incapable de produire les denrées alimentaires et les matières premières d'origine agricole à un prix aussi bas que le monopole foncier, ou incapable d'assurer un approvisionnement constant de main-d'oeuvre "libre", il doit s'allier avec la classe des propriétaires fonciers et accepter une réduction de son profit. Lorsque le capital, en révolutionnant sans cesse ses procédés techniques, sent que la rente devient abusive, que les capacités de production de plus-value agricole sont suffisantes pour procéder directement, la lutte s'engage pour la destruction de la dernière barrière à son expansion. Le monopole foncier

devient une entrave au développement des forces productives à la campagne, et avec lui les rapports de production serviles. Le capital ayant déjà établi sa domination sur le marché, par l'écoulement d'une gamme étendue de biens de production et de consommation à bon marché, l'étape suivante consiste à imposer la concurrence dans le secteur agricole, afin de mettre en valeur le capital accumulé. Ceci implique évidemment une organisation du travail qui corresponde aux exigences du capital, notamment une différenciation entre les capitaux individuels et au sein de la force de travail en fonction de la rentabilité. Un tel remue-ménage dans le mode de production à la campagne ne se fait pas sans heurts car les intérêts en jeu sont nettement divergents. L'expansion du capital passe en effet par le triomphe de la petite et moyenne propriété capitaliste, où une minorité de travailleurs de la terre se retrouvent entrepreneurs, et la ruine d'une masse de paysans dont l'apport marginal à la production est insatisfaisant pour le capital. Une telle lutte s'effectue sur plusieurs terrains et les résultats les plus visibles sont l'appauvrissement des paysans et les migrations.

En nous inspirant de la démarche suivie par Lénine (1974) pour le cas de la Russie au tournant du siècle, nous comptons illustrer le cas péruvien à l'aide d'une analyse exhaustive de José Matos Mar (1976) sur l'évolution du "yanaconaje" jusqu'à son extinction avec la réforme agraire de 1969. Le "yanaconaje"<sup>8</sup> est un rapport de production servile issu d'anciennes formes préhispaniques et qui a évolué pendant les périodes coloniale et républicaine en fonction des exigences des différentes régions du pays et des secteurs économiques. L'auteur a choisi d'étudier l'évolution de cette institution dans une région agricole

cotonnière au nord du département de Lima, dans la vallée de Chancay, où en 1964, 77% des terres de la basse vallée (la partie la plus riche) étaient encore contrôlées selon le régime de l'hacienda. Le tiers de toute la surface cultivée des haciendas était exploitée en faire-valoir indirect dont les trois-quarts par des yanacunas. (Ibid.:63-64)

Dans les régions côtières du nord du pays, le yanacuna disparaît rapidement avec l'expansion des entreprises sucrières fortement capitalisées au début du siècle (Klarén, 1977), tandis que dans la sierra où la production s'effectue avec un moindre apport de capital, le yanacuna demeure la principale méthode de faire-valoir. Avec le boom du coton pendant la première guerre mondiale, les haciendas de la côte centrale du pays se modernisent tout en conservant le mode d'exploitation traditionnel qui correspond, du moins dans les débuts, aux conditions techniques de la production du coton. La "version moderne" du yanacuna, où le travailleur est libéré des travaux domestiques et autres n'ayant pas trait directement à la production agricole, se développe principalement sur la côte centrale, et son évolution est caractéristique du mouvement du capital. Dans la période de l'entre-deux-guerres, le yanacuna permet une accumulation initiale, et à partir de la fin des années 40 les conditions de l'expansion du yanacuna disparaissent avec l'expansion du marché et le développement de la technologie. Des 3 000 yanacunas qui existaient en 1942, il n'en reste que 2 000 en 1945 et 800 dix ans plus tard (Matos Mar, 1976:111).

Une bourgeoisie enrichie avec le boom du guano de la fin du 19<sup>e</sup> siècle et possédant son organisation politique propre (le partido

civil) voit dans le développement du marché international des perspectives d'expansion qui l'incitent à investir dans l'exploitation de la terre. Dans la vallée de Chancay, entre 1901 et 1926, treize nouveaux propriétaires (73% du total) donnent ainsi une impulsion nouvelle à l'exploitation foncière en intervenant directement dans la production (Ibid.:71). Toutefois, un problème existe: les capitaux sont insuffisants. Grâce à la possibilité de produire le coton sur une petite échelle et avec la technologie simple traditionnelle, les nouveaux propriétaires combinent les différentes ressources à leur disposition, dont les yanaconas, et entreprennent un processus d'accumulation capitaliste.

Hasta fines de la década 20, el yanaconaje cumplirá esencialmente una función de acumulación inicial en favor de la hacienda, que le permitirá su conversión paulatina en una empresa capitalista. (Ibid.:72)

Les yanaconas sont ainsi utilisés pour défricher et valoriser les terres incultes après quoi le propriétaire reprend <sup>terres</sup> les ~~terres~~ pour exploitation directe et repousse les yanaconas plus loin.

Le principal mécanisme de dépendance est l'habilitation, une avance en argent, outils, engrais, semences etc. devant être remboursée à la fin de la récolte. Ainsi détaché du marché, le yanacona subit une exploitation par le surprofit usuraire du propriétaire sur ces marchandises, par le surprofit commercial sur la vente de sa récolte qu'il lui remet sur une base fixe (% de la récolte), et par sa participation aux "frais généraux" (gastos generales) de l'hacienda. Dans ce contexte, en autant que le produit de la terre parvient à l'hacendado, l'accumulation est possible. Les conflits autour de la syndicalisation des yanaconas

dans les années 20 et 30 témoignent de la résistance à ces formes d'exploitation et de la lutte pour la diminution du taux d'exploitation notamment par la réclamation du paiement de la rente en argent.

L'exploitation la plus systématique en fonction d'une accumulation capitaliste fut entreprise par des Japonais, immigrants venus en grand nombre au début du siècle au moment où on manquait de main-d'oeuvre sur la côte, dont quelques membres ont su accumuler un début de fortune dans le commerce qui leur a permis d'investir dans la propriété foncière. L'exploitation rationnelle s'est traduite par l'établissement de contrats de travail écrits, la recherche de techniques nouvelles, le paiement de la rente en fonction de la qualité de la terre (rente différentielle). Dans ce contexte, un début de différenciation apparaît entre les yanacunas dont certains réussissent même à employer des ouvriers agricoles, et entre les yanacunas et les ouvriers agricoles, ceux-ci demeurant dans des conditions minimales d'existence.

En el desarrollo agrícola del valle desde 1923 la contribución de los japoneses fue decisiva. A ellos se debe el cambio de la explotación individual a la explotación empresarial de las haciendas, el desarrollo de la mecanización, la horticultura intensiva, la introducción de nuevos cultivos, la incorporación de nuevas tierras, la regularización en el uso del agua y la racionalización de la administración. (Ibid.:95)

L'expulsion rapide des Japonais après la déclaration de guerre de 1941 permit aux hacendados péruviens de reprendre le contrôle des haciendas qui étaient devenues les plus prospères de la région. Fortement équipées, il était devenu intéressant de les exploiter directement, par le salariat.

En las nuevas condiciones el trabajo asalariado era más rentable que el yanacunaje. Pero un gran obstáculo

frenaba su acción inmediata, la mayor parte de las tierras estaban yanaconizadas. En éstas no se podía implantar nuevas técnicas, ni utilizar maquinaria moderna, no se podía introducir economías de escala ni trabajo asalariado especializado. Además, los constantes reclamos y el paulatino reforzamiento de la organización de los yanaconas ponía en peligro la estabilidad del sistema de explotación que hasta ese momento había sustentado a la hacienda. El yanaconaje, ante la nueva actitud empresarial, de soporte había pasado a convertirse en traba. (Ibid.:105)

L'expulsion des yanaconas fut rapide mais également violente. Les yanaconas de descendance japonaise furent expulsés manu militari, plus "légalement", les autres pour n'avoir pas remboursé leur dette à la date fixée ou pour quelque motif futile. L'intensité de la lutte donna naissance à un mouvement de syndicalisation qui permit de résister à l'expulsion, de réclamer la libre commercialisation de l'excédent et la diminution de l'hobilitación ou des "frais généraux".

A partir de la fin des années 40, le yanaconaje disparaît lentement par l'incorporation de grandes surfaces en exploitation directe et par l'augmentation conséquente de la main-d'oeuvre salariée.

La pérdida de su importancia puede atribuirse a tres factores principales. Primero, se agotaron las posibilidades de la hacienda de ganar nuevas tierras mediante el yanaconaje, en tanto que la irrigación resultaba el mejor medio para incorporar las extensiones ubicadas en el delta. Además, la hacienda, al consolidar jurídicamente su propiedad, hizo perder al yanaconaje su función adicional de custodia territorial, con la que había beneficiado a los propietarios ausentes mediante la ocupación de facto. Segundo, como medio de asentar mano de obra el sistema se tornó obsoleto. El sostenido crecimiento demográfico nacional, evidente desde los años 40, que produjo el incremento de la población local y las continuas migraciones serranas, suministraron a la hacienda mano de obra suficiente a bajo costo. Finalmente, había alcanzado su límite como aporte a la valorización de las tierras, al igual que sus posibilidades de provisión de capital a los hacendados. Con las ganancias obtenidas los propietarios tecnificaron la explotación, al mismo tiempo que su participación en otros circuitos económicos les

otorgaba gran respaldo financiero. Es así cómo los recursos — tierra fértil y capital — que los yanacunas con su esfuerzo ganaron para la hacienda, a la postre, les resultaron adversos. (Ibid.:137-138)

Ce qui caractérise les années 50 par rapport à la décennie précédente, c'est la méthode utilisée pour élargir l'exploitation capitaliste directe. L'aggravation des conflits entre yanacunas et hacendados a forcé Odría en 1948 à promulguer la loi 10922 rendant toute expulsion illégale (Ibid.:129-132). A partir de ce moment, il restait à l'hacendado la persuasion économique, en tentant de convertir le yanacuna en petit propriétaire indépendant, lui offrant même de fortes compensations monétaires dans certains cas. Plusieurs mécanismes ont permis d'établir des pressions sur les yanacunas pour qu'ils se séparent de l'hacienda. Par le contrat, on pouvait forcer le yanacuna à ne produire que du coton, réservant ainsi les productions les plus lucratives (notamment les agrumes) à l'exploitation directe de l'hacienda. Par le paiement du loyer (arrendamiento), l'hacendado a pu dans plusieurs cas exiger un loyer sur la surface totale louée (i.e. y compris la partie utilisée pour l'habitation), ou encore tricher littéralement lors de la pesée de la récolte. Par le mécanisme de l'habilitación, le propriétaire foncier pouvait exiger l'achat de la totalité de la production du yanacuna, se réservant ainsi un surprofit en revendant le produit sur le marché international, profit qui se rajoutait en plus à celui extrait de l'avance en capital effectuée au début du cycle à un taux plus élevé que le marché. Les "frais généraux" auxquels devaient participer le yanacuna forçaient celui-ci à défrayer des services additionnels comme par exemple les frais des bureaux à Lima. Les feuilles de compte établies à la fin de chaque année (les liquidaciones) nous

permettent de voir le surprofit réclamé par le propriétaire foncier de droit par son monopole sur la terre. Les liquidations de l'hacienda La Huaca de 1950 à 1962 nous en fournissent une bonne illustration dans le tableau 8.

Pour respecter de telles exigences du propriétaire foncier, le yanacona doit travailler plus dur et plus longtemps, n'ayant comme attache à ce régime de production que l'avantage d'un lopin de terre à sa disposition pour nourrir sa famille et (élément très important) l'espoir de devenir propriétaire de sa surface cultivée.

Le taux élevé d'exploitation a entraîné un appauvrissement généralisée des yanaconas, mais un certain nombre ont pu s'en sortir relativement avantagés, grâce à une terre plus fertile ou encore à l'utilisation d'une main-d'oeuvre salariée et de techniques productives. Il se créa ainsi une forte différenciation entre les yanaconas, dont certains se transformèrent en véritables entrepreneurs. Le tableau suivant montre la situation en 1961-62 dans l'hacienda La Huaca par rapport à 1950-51.

Tableau 7

Distribution du revenu entre yanaconas selon la surface cultivée, à l'hacienda La Huaca, 1950-51 et 1961-62

Surface (ha)	1950-51		1961-62	
	Nombre de yanaconas	Revenu moyen (soles)	Nombre de yanaconas	Revenu moyen (soles)
0,1 - 3	20	3 798	25	2 430
3,1 - 6	21	11 927	15	7 137
6,1 - 9	22	17 077	17	19 210
9,1 - 15	10	26 516	10	41 085
15 et +	13	47 574	10	41 085
Total	86	18 439	75	15 652

Source: Matos Mar, 1976:194-195

Tableau 8

Liquidaciones des yanacunas de l'hacienda La Huaca, 1950-51 à 1961-62

	1950-51	1951-52	1954-55	1955-56	1956-57	1957-58	1958-59	1959-60	1960-61	1961-62
Surface yanacisée (ha)	64,9,5	650,9	611,7	598,1	579,7	581,1	524,3	545,9	488,8	512,3
Nombre de yanacunas	86	87	89	87	84	84	76	76	75	75
Production de coton (S/.)	4 475 075	4 611 178	4 628 527	4 572 242	5 205 467	4 890 548	3 941 525	7 085 507	5 367 109	5 888 467
Valeur du marché	4 130 839	4 150 060	4 242 816	4 191 222	4 805 047	4 506 975	3 654 869	6 666 246	4 977 538	5 467 862
Coûts de production (S/.)	1 193 853	1 437 620	1 740 745	1 693 158	1 863 507	1 946 334	2 068 907	2 324 515	2 557 169	2 532 713
Excédent total (S/.)	3 281 222	3 173 558	2 887 782	2 879 084	3 341 960	2 944 214	1 872 618	4 769 992	2 809 940	3 355 754
Excédent non payé (S/.)	1 153 469	1 137 168	1 085 794	1 053 114	1 179 170	1 110 805	914 070	1 594 856	1 204 159	1 318 825
a) rente foncière (loyer)	139 863	152 977	328 395	368 165	390 186	421 956	359 777	830 858	587 247	617 797
b) profit usuaire	255 508	347 634	296 894	293 294	324 036	297 650	220 337	324 891	302 820	326 403
c) profit commercial	1 548 840	1 637 779	1 691 083	1 714 573	1 893 392	1 830 411	1 494 184	2 750 605	2 094 226	2 263 025
Total	1 732 382	1 535 779	1 196 699	1 164 511	1 448 568	1 113 803	378 434	2 010 387	715 714	1 092 729
Taux d'exploitation (%)	89,4	106,6	141,3	147,2	130,7	164,3	394,8	136,8	292,6	207,0
Taux de rentabilité (%)	129,7	113,9	97,1	101,2	101,6	94,0	72,2	118,3	81,8	89,3
Excédent payé moyen par yanacuna (S/.)	18 439	16 478	13 593	13 606	16 555	13 173	4 911	26 078	10 079	15 652

Il y a appauvrissement général (le revenu moyen diminue), diminution du nombre de yanaconas cultivant de grandes surfaces et augmentation en général du revenu de ces derniers.

Les yanaconas cultivant de grandes surfaces obtiennent des rendements plus élevés, par conséquent un revenu élevé et une forte possibilité d'accumulation capitaliste. Par contre, ceux se retrouvant dans les conditions les moins avantageuses se retrouvent ruinés et forcés d'abandonner la terre. En 1964, la distribution des parcelles de terre entre yanaconas dans neuf haciendas de la vallée de Chancay s'établit comme suit.

Tableau 9

Distribution des parcelles yanaconisées dans neuf haciendas de la vallée de Chancay en 1964

Surface (ha)	Nombre de yanaconas	Répartition des yanaconas	Répartition des parcelles	Surface moyenne (%)
0,1 - 3	115	33,8	14,2	2,3
3,1 - 9	175	51,5	50,8	5,4
9,1 - 15	44	12,9	27,5	11,6
15 et +	6	1,8	7,5	23,2
Total	340	100	100	5,4

Source: Matos Mar, 1976:201

L'évolution des yanaconas de la vallée de Chancay confirme ainsi le développement de la petite et moyenne propriété foncière capitalisée. La réforme agraire de 1969 aura pour fonction de liquider les haciendas qui sont des entraves au développement de cette forme de propriété où le profit est fonction de la rentabilité du capital.

La réforme de 1969 apparaît comme une libération pour ces nouveaux entrepreneurs mais les normes rigoureuses qui sont imposées pour l'exploitation des ex-haciendas (sous la forme d'immenses coopératives de production) font réapparaître les mêmes contradictions. L'Etat remplace l'hacendado et oriente la production en fonction de son intérêt avec délégation des pouvoirs à des spécialistes administrateurs et agronomes, pendant que les petits propriétaires manquent des ressources pour développer leurs terres (Caballero, 1977). Le résultat obtenu en terme d'occupation de la main-d'oeuvre est tel qu'on le voit au tableau 10.

Tableau 10

Répartition de la population active agricole\*  
au Pérou, 1940-1972 (%)

Statut	1940	1961	1972
Propriétaires (employant de la main-d'oeuvre)	**	2,2	0,9
Ouvriers agricoles	32,4	30,0	21,0
Employés salariés	0,3	1,1	1,5
Travailleurs indépendants	**	49,8	65,8
Travailleurs non salariés	19,4	16,9	10,4
Total (incluant non spécifiés)	100	100	100

\*Inclut forêt, élevage et pêche

\*\*Les chiffres de 1940 ne sont pas comparables à ceux de 1961 et 1972

Source: Bollinger, 1977:38

La catégorie "travailleurs non salariés", reliée étroitement aux relations de travail précapitalistes diminue rapidement entre 1961 et 1972 mais persiste. Le nombre des ouvriers agricoles diminue également, conséquence de l'augmentation de la composition organique du

capital dans ce secteur, alors que celle-ci entraîne une augmentation des employés salariés (techniciens, agronomes, etc.).

Le phénomène de décomposition de la paysannerie tel que vécu dans la vallée de Chancay n'est pas unique, au Pérou. Dans la sierra, un phénomène similaire s'est produit dans les haciendas d'élevage où les huacchilleros (les bergers) ont lutté contre les tentatives de la Cerro de Pasco de les transformer en salariés (Alier, 1977). Dans plusieurs villages, on a établi une corrélation positive entre liens étroits avec la Cerro de Pasco (production et main-d'oeuvre fournies à la compagnie) et diminution de la production disponible pour le village (Rivera & Campaña, 1978). Dans ces cas, on a observé une conséquence directe de la dépendance vis-à-vis de la compagnie sur le dépeuplement; les villages ruinés ne pouvant plus subvenir aux besoins de leur population, celle-ci émigre.

## B) Les migrations

Les mouvements migratoires des zones rurales vers les zones urbaines au Pérou constituent les premières conséquences de la décomposition de la paysannerie. L'exode rural a fait l'objet d'études nombreuses car la concentration urbaine de la population se produit dans presque toutes les parties du monde actuellement. Cependant, partant des migrations comme données directement observables, il existe toute une littérature qui, une fois le phénomène illustré, y voit une condition essentielle au bon fonctionnement d'une société en voie d'accéder à un stade plus évolué, moderne, industriel. Il s'agit d'un changement dans la nature même de la société, changement qui fait naître la dualité intégration-marginalité (fonction-dysfonction).

Issue de la sociologie culturaliste, la notion d'intégration a été introduite en Amérique latine par les sociologues nord-américains qui s'étaient donné pour tâche d'étudier les sociétés "dualistes".<sup>25</sup> Caractérisées par un empirisme systématique, ces recherches prennent comme source d'information l'individu, ou pour le mieux la famille, et sous le titre prétentieux de "causes des migrations", établissent une classification des motifs qui incitent les ruraux à partir pour la ville. Ces motifs tournent autour des questions économiques (Falaris, 1979), résultat pour le moins attendu à notre avis puisque cela va de soi. Lorsqu'effectuées sous l'angle de la désintégration/marginalité, ces recherches aboutissent à un pur psychologisme, et le problème réside dans le changement socio-psychologique provoqué par la transition culture indienne conservatrice-culture nationale moderne (Mangin, 1965 a).

Dans cette optique, le degré d'intégration se mesure par un certain consensus au niveau de la société nationale et implique une participation aux institutions (Germani, 1967). Les individus ou les groupes qui restent à l'écart de la participation sont qualifiés de marginaux. Il reste à identifier les obstacles à surmonter, pour trouver une solution.

De telles notions ont été remises en cause et ce à juste titre (e.g. Singer, 1973). De considérations d'ordre culturel centrées sur le difficile passage à l'ère moderne pour une société archaïque, on est passé aux considérations d'ordre structurel où la responsabilité échoit en dernière instance à la nécessité d'expansion d'un capitalisme extérieur. Cependant ici encore l'unanimité est loin d'être atteinte par le seul recours à des considérations d'ordre structurel, car de cette démarche a découlé le concept de dépendance, dont l'ambiguïté a permis des excès qui ont démontré son manque de valeur scientifique. Ainsi selon qu'on demeure dans la perspective d'une dualité traditionnel-moderne ou qu'on projette de la dépasser, la prédominance est accordée aux problèmes économiques (e.g. marché insuffisamment développé, manque d'investissement manufacturier), ou aux problèmes d'ordre social <sup>lesquels</sup> ont l'avantage de faire voir l'objet d'étude dans une totalité où s'insèrent des rapports sociaux de tous ordres (économiques, politiques et culturels-idéologiques). Le rejet de la perspective dualiste est disons chose faite. Cependant, les recherches sociologiques récentes qui portent sur la marginalisation et les migrations en Amérique latine dans une perspective sociale sont pour la plupart imprégnées de la problématique de la dépendance, au point où

un des derniers sociologues en liste, A. Touraine (1976), condamne l'analyse centrée sur le capitalisme dépendant producteur de sous-emploi à la campagne comme à la ville et reconstruit un modèle théorique centré sur la désarticulation d'une "société dépendante", en conservant comme éléments déterminants les représentants des modes d'explication antérieurs qu'il juge les plus utiles (Ibid.:114).

Avec ce concept de "société dépendante", on perçoit l'objet d'analyse sous l'angle de la non correspondance d'une insertion partielle dans un système économique dominant et de rapports sociaux plus "archaïques" (Ibid.:52). La démarche de l'auteur, pour le moins éclectique, fait apparaître les phénomènes de migration et de marginalité comme issus de la non coordination du développement à la campagne et du développement urbain (persistance de modèles archaïques et expansion insuffisante du secteur productif créateur d'emploi). Rejetant toute explication d'une "société dépendante" par la logique interne d'un mode de production, identifié à un système économique (Ibid.:137), l'auteur situe les migrants en dehors de la classe ouvrière, donc de l'armée de réserve industrielle, parce qu'ils sont sous-employés ou tout simplement sans emploi et sans aucune qualification leur permettant de pénétrer dans la structure économique capitaliste.

Par ce rejet de la notion d'armée de réserve industrielle, on compte réinstaller le débat de la dépendance sur le terrain fonctionnaliste d'où certains "leaders" tentaient de l'en éloigner (e.g. Quijano, Singer, Cardoso) et où on s'intéresse aux conduites sociales et politiques des marginaux qui en toute logique fonctionnaliste ne peuvent être réduites à des conduites de classe (Ibid.:141) mais sont plutôt de

l'ordre de la contestation (Ibid.:149) ou du populisme révolutionnaire peu structuré (Ibid.:152).

Marginalisation et migration sont liées il ne fait aucun doute. L'extension du capitalisme entraîne un élargissement des structures de domination qui lui sont propres, et particulièrement la domination de la ville sur la campagne, domination qui s'exerce sur le terrain de la production, mais aussi sur les terrains écologico-démographique et politique. Une présentation de quelques données démographiques nous donnera un aperçu de cet aspect de la question urbaine au Pérou, après quoi nous présenterons quelques références théoriques qui situeront le phénomène migratoire comme un moment de la marginalisation.

#### Données sur les migrations

Les migrations vers Lima étaient massivement engagées dès les années 1920. David Chaplin (1967:33) rapporte qu'en 1939, 41% des habitants de la capitale étaient nés dans une autre province, et 45% en 1941; entre 1940 et 1954, la population de la capitale a connu une augmentation de 260 000 due aux migrations et de 240 000 due à l'accroissement naturel.

Le processus migratoire au Pérou s'effectue principalement de la sierra vers la capitale.

Selon J. Matos Mar, 61% des chefs de famille émigrés dans les "barriadas" de Lima viennent de la sierra et 36% seulement de la côte. (Weisslitz, 1971:52)

Bien que la côte soit "développée" et ait attiré pendant longtemps les populations rurales dans les plantations (sur une base permanente ou saisonnière), la capitale attire de plus en plus directement

les migrants. Ainsi, dans les années 1960, 58% des migrants se dirigeant vers les villes de la côte sont allés à Lima (Guerrero & Sanchez, 1977:37). Il n'est pas étonnant que la ville soit peuplée en grande proportion de nouveaux arrivants (supra, p. 53).

Tableau 11

Population du Lima métropolitain et population immigrante, 1961 et 1972

Année	Lima métropolitain	Migrants	%
1961	1 845 910	822 598	44,6
1972	3 302 523	1 512 093	45,8

Source: Guerrero & Sanchez, 1977:38

J. Weisslitz présente la silhouette du migrant à l'aide de quelques chiffres portant sur l'âge, le sexe et le degré d'instruction (1971:52-54). Les migrants de Lima auraient en moyenne moins de 30 ans lorsqu'ils quittent les régions rurales, ce qui les inclut dans la partie la plus productive de la population active. Une proportion de 56,5% ont entre 15 et 39 ans, et 25% entre 40 et 59 ans. Quant au sexe, la migration concerne davantage les hommes que les femmes, particulièrement chez ceux pour qui le temps de résidence est court, mais Lima accueille une proportion un peu plus élevée de femmes qui y trouvent davantage d'occasions de travail (le coefficient de masculinité des 15 ans et plus est de 92,3). En général, les migrants tendent à être plus alphabétisés, plus instruits, que la population non migrante. A partir de ces données, et d'une hypothèse sur un statut social relativement privilégié du migrant dans son lieu d'origine, l'auteur conclut que les migrants tendent

à être plutôt dynamiques et ambitieux.

### Réflexion théorique

De nombreuses études font référence au pouvoir d'attraction qu'ont les villes sur les campagnes. Les ruraux décident d'émigrer parce qu'ils sont attirés par les ouvertures qui existent en ville, un plus grand éventail d'emplois, une meilleure accessibilité aux services publics, des loisirs nouveaux et nombreux etc. Plus les agglomérations urbaines grossissent, plus la ville prend l'initiative de l'orientation socio-économique au pays et devient la "cause première" des déséquilibres à la suite de quoi la société doit s'adapter. On entrevoit ainsi un processus ardu d'adaptation dans les cas de sociétés "attachées" où les nouveaux arrivants proviennent d'un univers culturel en opposition à la "culture urbaine". Une croissance rapide des migrations vers la ville risque ainsi de faire apparaître un phénomène paradoxal, la "ruralisation des villes".

Ce cheminement conceptuel de la problématique urbaine est à notre avis erroné de par la charge idéologique qu'il contient. Il n'existe pas deux groupes séparés, la campagne et la ville, mais bien un tout mouvant selon les forces en présence, lesquelles prennent naissance dans les intérêts en jeu pour le contrôle et l'appropriation du produit social. Nous avons vu dans le chapitre précédent que dans un contexte où le capitalisme s'étend et pénètre dans des régions et des sphères de l'activité humaine où dominent des rapports sociaux qui lui sont étrangers, le capital se soumet les forces productives par l'échange de marchandises sur le marché. Ces marchandises camouflent un

rapport social nouveau, dont l'activité productrice concrète correspondante est l'industrie, concentration d'une grande quantité de moyens de production, force de travail incluse. La ville devient dans ce sens un énorme marché où se rassemblent les activités de production et de réalisation de plus-value, et de reproduction de la force de travail essentielle à cette production, dans un cycle le plus bref possible, donc à grande vitesse, afin de rencontrer les exigences de l'accumulation capitaliste.

La ville où le capitalisme a assuré sa domination reproduit les domaines où se manifestent ses propres rapports de production, l'usine et son marché du travail, mais également son appareil politique et son discours idéologique. Dans ce sens, l'individu citadin est "libre" sur le marché, propriétaire de sa force de travail et des biens qu'il s'est procuré sur le marché. Une extension de la domination capitaliste sur tout le territoire national transporte alors, en plus d'un rapport de production nouveau, un nouveau modèle social où les rôles propres à l'ancien modèle (structure familiale élargie, communauté villageoise politiquement organisée, le rôle de la terre-mère, etc.) sont brusquement modifiés (Quijano, 1967). La concurrence de la marchandise capitaliste ruine les artisans, l'extension du salariat sépare le travailleur de la terre, enfin la propriété privée développe l'esprit individualiste et prépare le terrain pour la mobilité sociale.

Nous avons vu les conséquences de l'extension du capitalisme dans le monde rural. La décomposition de la société agraire détériore les conditions de vie de la paysannerie. Les invasions des terres sont une première réponse des paysans. L'émigration en est une autre,

(Rey, 1976). Il semble que les premiers grands courants de migration aient répondu à une demande réelle de main-d'oeuvre sur des chantiers nouveaux, à la faveur d'une forte demande de matières premières sur les marchés internationaux. L'étude de P. Klarén (1977) illustre ce phénomène dans le cas du sucre au début du siècle, où les régions de Trujillo et Lambayeque notamment furent les lieux de formation d'un prolétariat urbain égal à celui de Lima en nombre et en force. H. Favre (1977) a analysé l'impact des plantations de coton sur les mouvements de population de la sierra vers la côte au sud de Lima à la même époque. En seulement, l'amélioration des techniques de production dans les haciendas de la côte accompagnée de la spécialisation des haciendas de la sierra dans l'élevage ouvre de moins en moins de débouchés dans le secteur agricole, pendant que le développement des infrastructures (commerce, communication, transport, écoles) raccourcit les distances géographique, économique et idéologique entre la ville et la campagne.

Aujourd'hui, le développement de la technologie dans les haciendas et la baisse de la demande mondiale de sucre et de coton entraînent le débauchage massif opéré par les grands propriétaires qui vont même jusqu'à payer un salaire supplémentaire à leur péon afin d'accélérer leur départ de l'exploitation. De plus, il n'y a guère de débouchés pour les jeunes dans les mines, autrefois exploitées en sous-sol et aujourd'hui en mines à ciel ouvert. Cette masse de main-d'oeuvre n'a donc pas d'autre alternative que celle de grossir les villes. (Weisslitz, 1971:52)

Il ne faut cependant pas croire au déplacement d'un groupe homogène de paysans dépossédés. Il existe une structure de classe spécifique à la campagne; une petite-bourgeoisie (commerçants, professionnels, étudiants) et une ex-paysannerie récemment prolétarisée (ouvriers dans les manufactures) déjà insérées dans le contexte économique et idéologique urbain, se dirige également vers la grande ville, pour y chercher

des possibilités d'ascension sociale. Les migrations sont dans ce sens étroitement liées à l'apparition d'un nouveau groupe social dans les zones rurales, les cholos (Cotler, 1970:436 et ss.).

Le processus migratoire constitue de la sorte une manifestation de la prolétarianisation de la main-d'oeuvre rurale, et dans des conditions spécifiques à une société "attardée" où la domination du MPC est en voie d'achèvement, les migrations deviennent un moment de la marginalisation urbaine. Dans le cadre de notre analyse, l'importance des migrations vers la capitale réside alors dans la transformation des différents lieux où s'implantent les nouveaux arrivants. Les migrants doivent se loger, exercer une activité économique sur le marché, et enfin s'insérer dans une lutte politique proprement urbaine.

## C- Implantation dans une structure urbaine spécifique

### a) L'habitat

La notion de marginalisation urbaine ne serait peut-être pas apparue s'il n'avait pas existé la "plaie" que constituent les bidonvilles. Il s'agit en effet du caractère le plus marqué de l'évolution écologique et démographique des grandes villes du continent latino-américain dans les trente dernières années. Ainsi a-t-on relié les marginaux aux mal-logés, en associant le problème de l'habitat à une incapacité de se procurer les biens de consommation sur le marché par une catégorie de population non intégrée au marché du travail. Par cette optique, on circonscrit une catégorie sous l'angle de la consommation (rapport revenu familial/prix des logements). Or, la réduction de la marginalité à une catégorie de consommateurs masque le processus de production de cette marginalité.

Nous nous référons plutôt à la thèse de M. Castells (1975:189-244). Dans un cadre urbain à dominance capitaliste, la question du logement est avant tout celle de sa crise (Ibid.:190), où la pénurie constitue la réponse à un rapport déterminé par les conditions sociales de production du bien en question, ici le logement. En effet, il faut éviter d'en faire une question de décalage entre l'offre et la demande, et par là faire une simple affaire de conjoncture.

Il s'agit d'un décalage nécessaire entre les besoins, socialement définis, de l'habitat et la production de logements et d'équipements résidentiels. C'est la détermination structurale de ce décalage, ainsi que ses singularités historiques, qu'il faut pouvoir établir. (Ibid.:192)

En ce qui concerne la place que prend le logement dans l'ensemble économique, il est un des éléments essentiels de la reproduction de la force de travail. Il suit donc les mouvements de population et il est conditionné par le mode de production qui domine dans cette reproduction de la force de travail. Le déséquilibre apparaît dans le rapport population/consommation en résultat de la transformation urbaine sous l'impulsion de la production. Dans le cas péruvien, les mécanismes de production de la crise du logement apparaissent dans la rencontre de l'élément croissance industrielle (capitaliste) et reproduction de la force de travail prolétarisée récemment dépossédée. Le logement suit les populations qui s'installent en ville dans un mouvement migratoire dont les dimensions dépassent largement la capacité de construction et d'équipements d'une ville au sortir d'un mode de production antérieur.

Ainsi, la pénurie de logements, les défauts d'équipement et de salubrité de l'espace résidentiel, résultent de l'accroissement brusque de la concentration urbaine, dans un processus dominé par la logique de l'industrialisation... Ainsi, plus le taux de croissance industrielle (capitaliste) est haut, plus la croissance urbaine est forte, plus elle se concentre dans les grandes agglomérations et plus la pénurie de logements y est grande, ainsi que la détérioration du patrimoine immobilier. (Ibid.:194-195)

Les mécanismes multiplicateurs de la crise, particulièrement la spéculation, s'ajoutent et aggravent le problème qui se développe à la manière d'un cercle vicieux.

Pourquoi cette crise se maintient-elle? Il y a pourtant goulot d'étranglement qui peut gêner le processus de production et avoir des conséquences sur le travail lui-même et sur la "paix sociale". Autrement dit, pourquoi la demande de logements reste-t-elle insatisfaite?

Il faut chercher la logique sociale suivant laquelle cette demande est traitée. Dans une économie de marché, la seule demande prise en considération est une demande solvable, à moins qu'il y ait intervention publique. De plus, il s'agit d'un bien spécifique qui comporte trois éléments: le terrain, les matériaux et la force de travail. Le terrain implique l'articulation de la rente foncière au profit capitaliste, les matériaux nécessaires demandent un investissement relativement élevé dans un secteur où le taux de rotation du capital est long, et le processus de travail est moins aisé qu'ailleurs pour le capitaliste à cause du fonctionnement des entreprises et du nombre restreint d'ouvriers par entreprise (qui diminue les perspectives de plus-value). Ceci débouche sur une faible productivité et la rareté du produit. Dans une telle situation, les organismes publics se voient forcés d'intervenir, dans le cadre d'une politique économique globale, explicite ou non. Une telle politique dépend bien entendu de la conjoncture existante, mais s'inscrit toujours à l'intérieur de certaines limites définies par les règles fondamentales du mode de production dominant. Les interventions peuvent se faire sur la demande ou sur l'offre. Le premier cas nécessite une redistribution considérable du revenu; c'est généralement la deuxième forme d'intervention qui est courante, l'Etat intervenant au niveau de la construction de logements.

C'est par le processus de production du logement qu'il se produit une ségrégation dans la composition de l'espace résidentiel, et non par la stratification sociale de la population. Les quartiers sont délimités selon les règles de la distribution sociale du logement, et la "réputation" du quartier vient de la place qu'occupent ses habitants

dans la structure de distribution. Ainsi par exemple, la construction de logements exigeant une dépense considérable de la part de la force de travail concernée (dû à la faible productivité du secteur), celle liée à un mode de production précapitaliste sera contrainte de construire son propre habitat, bien entendu dans les espaces disponibles.

Cette mise au point sur la place du logement dans la société devrait nous permettre d'évaluer l'installation physique des populations rurales à Lima. Un certain nombre d'observations illustrent bien cet aspect de la marginalisation urbaine au Pérou.

Dans le contexte d'exode rural que nous avons présenté, les conditions socio-économiques urbaines existantes ont produit un fort déficit en logement, ce qui force une proportion importante de la population à vivre dans des conditions d'habitation misérables. Le tableau suivant illustre ce déficit.

Tableau 12

Comparaison entre le besoin de logements à Lima et le nombre de logements construits par le secteur privé (1968-1973)

	1968	1969	1970	1971	1972	1973
Besoin en logements	33 798	35 907	38 148	40 528	43 057	45 744
Logements construits par le secteur privé	13 093	8 825	8 939	19 188	-	-

Source: Cevalco, 1975:67

Or, il existe un déséquilibre entre l'offre et la demande de logements construits par le secteur privé qui ne provient ni

lement d'une demande insuffisante en soi, et H. Dietz (1977:98) nous rapporte un événement qui le démontre. En 1975, l'Etat offrit 560 lots

de terrains de 30 à 70 m<sup>2</sup> chacun à des prix de trois à quatre fois inférieurs aux prix du marché, variant entre 275 et 650 dollars. Plus de 10 000 acheteurs se sont présentés. Evidemment, les familles qui bénéficiaient du salaire mensuel minimum de 75 dollars (qui comptaient pour plus de la moitié de la population) n'étaient pas en mesure d'acquérir ces lots, d'autant plus qu'elles ne pouvaient consacrer que le quart de leur revenu au logement (Rodriguez, 1974:20). La demande élevée pour les lots offerts (20 candidats pour 1 lot) démontre que les terrains vendus sur le marché privé sont accessibles seulement pour les familles à hauts et moyens revenus, tout juste le tiers de la population.

Il s'agit plutôt d'un déséquilibre entre l'offre et la demande solvable, relié aux conditions financières qui sont requises pour se procurer un logement sur le marché. Une étude récente du DESCO (Sanchez et al., 1979:23-24) a établi que pour acquérir le crédit nécessaire à l'achat d'une maison décrétée officiellement par le gouvernement comme vivienda económica de nivel mínimo, le revenu mensuel familial minimum requis est de 135 137 soles, en plus des 375 000 soles nécessaires au comptant et au paiement des taxes et frais de service; les coûts de financement sont de 36,25% de l'emprunt. Or, les statistiques gouvernementales révèlent qu'environ 3,2% de la population active du Lima métropolitain gagneraient plus de 50 000 soles par mois ce qui laisse à une proportion infime de la population la capacité de se procurer un logement sur le marché.

Le coût élevé des habitations à Lima est étroitement lié à la spéculation foncière. A. Rodriguez (1974:21) a montré l'évolution du prix des terrains, maisons et loyers en rapport aux revenus.

Tableau 13

Prix des terrains et des logements, et revenus à Lima,  
1940-1967 (indice 100 en 1940)

	<u>1940</u>	<u>1950</u>	<u>1960</u>	<u>1967</u>
Terrains	100	623	3 310	7 110
Vente des maisons	100	677	1 689	4 435
Loyer des maisons	100	842	1 584	7 524
Loyer des appartements	100	573	1 919	7 220
Salaire à la journée	100	539	1 629	3 694
Traitements (au mois)	100	356	1 091	2 238

Source: Rodriguez et al., 1974:21; cité dans Touraine, 1976:138

L'augmentation des prix des maisons en proportion plus élevée que les coûts de la main-d'oeuvre et des matériaux de construction pendant cette période vient essentiellement de la spéculation foncière et des coûts de financement (Ibid., cité dans Clichevsky, 1974:146).

La rente du sol est d'autant plus importante pour l'aménagement de l'espace urbain que 77% des résidents des taudis de la ville (tugurios) sont locataires (Sanchez et al., 1979:84). Dans le cas de plusieurs quartiers et barriadas, A. Sanchez a illustré le phénomène de taudification lorsque pour élever la rente il n'est pas profitable de rénover, et le recours à la démolition lorsqu'il devient plus rentable d'ériger des complexes commerciaux et résidentiels modernes.

Le marché joue ainsi le rôle premier dans l'installation des habitants (Ibid.). Les couches populaires quittent les quartiers des taudis lorsqu'ils sont surpeuplés et emménagent dans les barriadas, et lorsque celle-ci sont surpeuplées à leur tour, on en crée de nouvelles sur les rares terrains vacants toujours plus loin de la ville, le long

des principaux axes routiers (cf. carte, p.iv).

L'acquisition et l'emplacement de logements sont ainsi déterminés par ceux qui contrôlent l'offre, via le jeu de la rente et de l'intérêt, mais aussi celui de la plus-value capitaliste dans le processus de production des immeubles. Une étude statistique de D. Greene et W.P. Strassman (1971) démontre les "difficultés" qu'a connues le secteur de la construction de 1955 à 1967, période où le gouvernement a mis un accent particulier sur la construction d'édifices commerciaux et résidentiels, et de logements dans les *barriadas* notamment grâce à l'"assistance" financière des Etats-Unis. Il ressort de cette étude que la construction immobilière aurait été plus élevée si les coûts de main-d'oeuvre n'avaient pas augmenté plus vite que dans les autres secteurs manufacturiers, et moins élevée si les constructeurs n'avaient pu profiter d'innovations technologiques nombreuses leur permettant de diminuer le rapport main-d'oeuvre/capital. Les difficultés propres à ce secteur (immobilisation foncière, faible productivité,<sup>26</sup> organisation syndicale des ouvriers) ont été un frein à la production de logements accessibles à la majorité.

Le rôle de l'Etat a été primordial dans l'aménagement de l'habitat. Au Pérou, les responsabilités en ce sens sont centralisées. Tous les services publics, même ceux ayant un intérêt local, sont assurés directement par l'Etat (Dorich, 1962; Collier, 1976). L'action de l'Etat se voit par les lois touchant les droits de rénovation et démolition et par les subventions à la construction de logements,<sup>27</sup> mais particulièrement par la réponse donnée aux réclamations des squatters décidés à ériger de nouvelles *barriadas*, notamment avec la mise sur pied

de programmes de "self-help" visant à amener la population à construire son propre logement (Collier, 1976:Ch.5). Sur ce sujet, il existe un lien étroit entre les politiques gouvernementales vis-à-vis des "envahisseurs" et la conjoncture sociale existante, lien dont nous verrons plus loin la portée.

L'articulation de la rente foncière au profit capitaliste conditionne l'habitat urbain. Elle s'inscrit dans une lutte économique où entrent en jeu les lois du développement capitaliste, mais aussi dans une lutte politique qui se manifeste au niveau de l'Etat et au sein de diverses organisations. Nous précisons ce dernier aspect après avoir considéré le caractère de la marginalisation urbaine sous l'angle des conditions de travail.

b) Le marché du travail

La marginalisation de la population au Pérou se reconnaît également par les conditions de travail. Puisque nous sommes dans une économie capitaliste urbanisée, considérons la question sous l'angle du marché du travail. Sur ce lieu, nous voyons la nature des rapports de la force de travail au capital et les problèmes spécifiques à la formation sociale péruvienne urbanisée.

Disons tout de suite qu'il ne s'agit aucunement d'associer marginalité urbaine sur le marché du travail à des manifestations d'ordre écologico-démographique. Il est juste que la population dite marginale se concentre dans certains quartiers de la ville dont certains, les *barriadas*, ont une existence juridique. Cependant un simple regard statistique démontre qu'associer *barriadas* à main-d'oeuvre marginale risque fort d'entraîner une erreur d'analyse. La proportion de résidents ayant un emploi dans l'industrie manufacturière et dans la construction était plus élevée dans les *barriadas* que dans la ville entière au début des années 1960, et moins élevée la proportion des résidents des *barriadas* ayant une occupation dans le commerce et les services, où sont compris les petits commerçants, vendeurs itinérants et domestiques (Lewis, 1975), que dans le secteur manufacturier.

Ceci nous amène à préciser ce que nous entendons par main-d'oeuvre marginale. Le débat s'est déjà engagé sur la constitution ou non d'une armée de réserve industrielle dans le processus de développement industriel en Amérique latine. Sur le sujet, Quijano (1974b) propose un nouveau concept, celui de main-d'oeuvre marginalisée, pour circonscrire une fraction du prolétariat qui ne constitue pas vraiment une catégorie

ouvrière pour n'avoir pas encore été appelée par le capital qui n'en a pas besoin et dont les exigences posées en terme de qualification dépassent largement ce que cette main-d'oeuvre offre sur le marché. Le modèle théorique de l'auteur définit cette main-d'oeuvre marginalisée par sa mise à l'écart des rôles économiques déterminants (entendre les secteurs de production avancés, monopolistes) et l'absence de relations organiques stables avec les moyens de production de base. Au delà de la perspective structuraliste proposée, où le caractère marginal de la société est perçu à chaque niveau (économique, politique et culturel) et résulte de l'insertion de la société dans un système mondial en tant qu'arriérée et dépendante, le concept de main-d'oeuvre marginale peut nous être utile pour saisir l'exclusion (terme employé par l'auteur) de la force de travail du marché capitaliste monopoliste. Cependant, il y a danger de perdre le point de vue que nous avons soutenu jusqu'ici que les contradictions inhérentes au processus d'accumulation capitaliste et les luttes de classe sont les sources d'information premières pour l'évaluation des changements sociaux au Pérou, et que c'est de là qu'origine le caractère dépendant et désarticulé de la société.

Nous avons vu à la fin du premier chapitre que la bourgeoisie péruvienne avait dû s'accommoder de la concurrence de capitaux plus productifs, d'origine étrangère, pour garantir sa propre expansion. La victoire définitive sur les monopoles agro-exportateurs à la fin des années 1960 devait lui procurer de nouvelles sources de profit, mais son caractère non monopoliste et son absence de contrôle des secteurs de pointe tels l'industrie chimique, la métallurgie, les appareils électriques et l'automobile l'a confinée dans des secteurs moins rentables (e.g. textile,

machinerie non électrique, produits métalliques, construction), dont les principales caractéristiques sont une moindre concentration (Pillado, 1978:87) et une productivité moins élevée (Witte, 1973:44). Il y a effectivement une correspondance entre capital monopoliste et capital étranger,<sup>28</sup> mais c'est le premier caractère qui nous intéresse.

S'il y a phénomène sur lequel tous s'entendent, c'est bien l'impact de la concentration et la modernisation des entreprises sur la quantité et la qualité de main-d'oeuvre requise. Les points de vue divergent cependant aussitôt qu'on recherche les facteurs déterminants. L'économie classique y voit des imperfections du marché qui entraînent une hausse des salaires dans les entreprises modernes et par conséquent une diminution de la demande de main-d'oeuvre (e.g. Witte, 1973). Le point de vue "dépendantiste" y voit les tares de l'importation de technologies avancées qui ne correspondent pas aux besoins du pays (e.g. Quijano, 1968a, 1974b). Enfin le point de vue marginaliste constate l'insuffisance de la demande de la population à faible revenu (Figueroa, 1975). La question nous apparaît fort simple. Pour affronter la concurrence, les entrepreneurs doivent augmenter la productivité de leur main-d'oeuvre... par la mécanisation. La concurrence est une donnée qu'il ne faut pas négliger au contraire; et avec les luttes des travailleurs pour améliorer leurs conditions de travail, il s'agit de forces qui empêchent souvent le capital de profiter d'une main-d'oeuvre abondante et à bon marché là où elle existe (Singer, 1976). Or le secteur industriel au Pérou se développe à l'aide d'une technologie avancée, disponible sur le marché monopoliste international.

Le tableau 14 nous montre l'évolution de 1961 à 1972 des catégories d'occupation de la force de travail du département de Lima, ce

qui nous donne une image du marché du travail de la capitale.

Tableau 14

Principaux groupes d'occupation de la population active âgée de 6 ans et plus; département de Lima, 1961 et 1972 (%)

<u>Occupations</u>	<u>1961</u>	<u>1972</u>
Professionnels et techniciens	5,8	11,0
Gérants et directeurs	3,3	1,0
Personnel de bureau	10,2	11,3
Vendeurs	11,5	13,4
Travailleurs agricoles	14,5	9,2
Travailleurs non agricoles	31,5	32,0
Travailleurs des services	16,2	15,0
Autres	7,0	6,2
Total*	100	100

\*Les pourcentages ont été arrondis dans le calcul

Source: Calculs effectués à partir de tableaux présentés par Héctor Maletta, 1978:37

Les emplois dans le secteur manufacturier (travailleurs non agricoles) n'ont pas augmenté en proportion des emplois totaux, par contre les emplois dans le secteur des bureaux et du commerce ont augmenté considérablement. Ce que ces chiffres ne révèlent pas par ailleurs, c'est la nature des occupations et de plus, la diversité à l'intérieur de chaque groupe d'occupation. Nous avons déjà mentionné l'existence de branches industrielles monopolistes. Le tableau de l'annexe 6 nous montre la quantité de main-d'oeuvre requise dans dix branches industrielles. L'auteur précise que dans sept d'entre elles, il y a une corrélation significative entre l'évolution du coefficient main-d'oeuvre/capital de 1958 à 1966 et l'évolution des coûts relatifs des facteurs de production; les

trois secteurs où la corrélation n'est pas significative étant les produits alimentaires, le bois et la machinerie non électrique. En général les coûts relatifs (coûts du capital/coûts de la main-d'oeuvre) ont chuté de 12% par année pendant cette période (Witte, 1973:36) et le coefficient de main-d'oeuvre (exprimé par le nombre d'années-hommes nécessaires à la production de 100 000 soles de valeur ajoutée) a diminué de 4% (Ibid.:38). L'auteur conclut en ces termes:

Specifically, the increased labour cost caused by extensive social security measures and rapidly rising wages and the decreased capital cost caused by low interest, long-term loans and tariff concessions [cf. supra, p. 37] have been reflected in the slow growth of employment in the manufacturing sector of developing economies. (Ibid.:40)

Nous sommes donc en présence de données qui démontrent d'une part que la proportion d'emploi dans le secteur secondaire non agricole est restée stable de 1961 à 1972, ce qui représente toutefois une augmentation réelle de 125 925 emplois (Maletta, 1978:37), et que la quantité requise de main-d'oeuvre par capital utilisé a diminué de 1958 à 1966. Nous voyons ici la manifestation d'une structure d'emploi industriel propre aux sociétés où il y a "dualité" dans le marché du travail. Il y a diminution relative des emplois dans le secteur monopoliste et augmentation dans le secteur concurrentiel (Stewart & Weeks, 1975). Dans ce contexte, le secteur monopoliste apparaît comme étant relativement privilégié en terme de condition de travail. Le taux de syndicalisation y est élevé; en 1972, 40% des syndicats au Pérou originaient du secteur de l'industrie manufacturière, contre 16% pour chacun des secteurs commercial et agricole, et cette proportion avait augmenté par rapport à 1968 dans l'industrie et diminué dans les deux autres secteurs (Sulmont, 1978: 689). Les cols bleus sont bien organisés et leurs conditions de travail

se sont même nettement améliorées par rapport à celles des cols blancs (Chaplin, 1976). Comme il s'agit d'une des caractéristiques fondamentales du capitalisme monopoliste de créer une stratification dans la classe ouvrière par l'abondance de plus-value réalisée dans les secteurs monopolistes et la capacité qui en résulte de payer les travailleurs plus cher, il se développe des tendances à la formation d'une "aristocratie ouvrière" (Braverman, 1975). C'est dans les secteurs "concurrentiels", semi-manufacturier et artisanal qu'on trouve la grande proportion des emplois du secteur secondaire au Pérou. Avec le secteur tertiaire "refuge", il s'agit d'une main-d'oeuvre en chômage déguisé.

Il faut souligner ici que c'est dans ces secteurs qu'aboutissent le plus souvent les migrants d'origine rurale et paysanne. Le marché industriel avancé n'absorbe qu'une mince proportion de ces migrants, la sélection se faisant surtout en faveur d'individus lettrés et déjà "formés" dans d'autres régions urbaines (e.g. Arequipa). L'analyse de la branche du textile, pourtant pas la plus technologiquement avancée, illustre ce phénomène.

Very few textile workers come from densely populated rural areas, from mines or plantations. Most come directly from urban areas... or from other mechanized labor. The growing number of rural migrants in Lima and Arequipa is chiefly employed, as might be expected, in non-industrial "entry" occupations, such as construction work, domestic service and the Armed Forces. (D. Chaplin; cité dans Cotler, 1970:433)

Cette situation ne vaut pas seulement pour la capitale, puisque pour la ville "champignon" de Chimbote, dont la population est passée de 4 234 à 64 000 habitants de 1940 à 1961, parmi les 75% des chefs de famille immigrants (proportion d'entre eux originant de régions rurales), 17% seulement avaient travaillé dans l'agriculture. Ils étaient déjà pour la plupart engagés dans des activités autres qu'agricoles. (Chaplin,

1967:145)

De plus, chez les travailleurs des usines textiles de Lima étudiées par Chaplin (1967:131), la proportion des immigrants (60% des ouvriers et 51% des ouvrières en 1959) augmente à mesure qu'on descend dans l'échelle des emplois spécialisés. Il s'agit par conséquent d'un marché du travail fortement sélectif et où la population migrante, particulièrement celle d'origine paysanne, est défavorisée.

La notion de chômage déguisé traduit l'idée que la main-d'oeuvre est inscrite comme employée mais n'ajoute aucune ou que très peu de valeur à la production. Héctor Maletta définit le concept de "sous-emploi" de la façon suivante:

En líneas generales, se dice que hay subempleo cuando en un sector o unidad económica se está utilizando más trabajo que el necesario, de modo que las "últimas" unidades de trabajo no añaden realmente mayor cantidad de producto. (1978:3)

Cependant il est d'autant plus difficile de rendre ce concept opérationnel que la quantification de la valeur ajoutée reflète des choix normatifs à forte charge idéologique. La production marginale d'un travailleur se reflète-t-elle dans son salaire? Y a-t-il des critères d'ordre psychologique à prendre en considération? Qu'appelle-t-on travail "productif"? Enfin les efforts marxistes ont souvent cerné le problème à partir du concept armée de réserve industrielle sans sentir le besoin fondamental de situer théoriquement cette masse de main-d'oeuvre défavorisée par le processus de transition au capitalisme dans une société "attardée", si ce n'est comme nous l'avons mentionné dans une perspective "dépendantiste".

C'est avec des notions tirées de l'économie néoclassique que nous observons le sous-emploi avec les statistiques existantes. Maletta

(1978:11) présente ainsi la définition du sous-emploi telle qu'adoptée par l'Organisation internationale du travail: le sous-emploi visible reflète les insuffisances du marché du travail liées au volume des emplois disponibles; le sous-emploi invisible reflète une insuffisance qualitative du marché qui est généralement observable à travers certaines catégories économiques, notamment des salaires bas, une sous-utilisation des capacités de travail et une productivité basse. Le premier cas se manifeste lorsque le travailleur est disponible pour travailler plus longtemps, et le deuxième cas lorsque les salaires sont au-dessous du minimum vital, lorsque le travailleur n'est pas employé selon sa formation et ses capacités ou lorsqu'il travaille dans un établissement où la productivité est basse sinon nulle. Les statistiques péruviennes définissent comme suit le sous-emploi urbain:

Los subempleados por ingresos son todos los que ganan menos del sueldo mínimo incrementado por el costo de vida [sous-emploi déguisé].

Los subempleados por horas son todos los que ganan igual o más que el sueldo mínimo legal incrementado por el costo de vida, trabajan menos de 35 horas y desean trabajar más [sous-emploi visible]. (Maletta, 1978:14)

Avec ces définitions, nous pouvons évaluer le sous-emploi à Lima à l'aide du tableau 15, construit à partir d'enquêtes menées par le Ministère du travail. Le tableau montre que le sous-emploi se maintient avec les années. En ce qui concerne les secteurs de l'économie où le sous-emploi est le plus flagrant, une étude publiée par le DESCO souligne ce qui suit:

... en las áreas urbanas todos los sectores presentan altas tasas de población no adecuadamente empleadas, destacando el comercio donde apenas el 54,6% de su PEA se hallaría en 1971 adecuadamente empleada... los grupos de vendedores, obreros y jornaleros, y trabajadores de servicios (aún sin incluir domésticos) son los que muestran mayores tasas de subempleo. El grupo de los vendedores estaría compuesto en un

alto porcentaje por ambulantes y trabajadores familiares. En obreros, el grueso de subempleados se encontraría en el artesanado, y finalmente, en los servicios el grueso se hallaría dentro de los dedicados a servicios personales. (Burneo et al., 1976:44)

Tableau 15

Sous-emploi dans le Lima métropolitain, 1971-1977 (%)

Date de l'enquête	Chômage	Sous-emploi visible	Sous-emploi déguisé	Sous-emploi total
mai-juin 1971	7,5	2,5	21,6	24,1
novembre 1971	9,5	4,0	19,5	23,5
août 1972	7,6	2,4	16,2	18,6
mars-avril 1973	7,7	4,4	13,2	17,6
mars-avril 1974	6,5	6,5	13,0	19,5
mars-avril 1975	7,5	4,9	12,8	17,7
sept.-oct. 1975	7,4	3,0	13,9	16,9
fév.-mars 1976	7,2	9,1	17,7	26,8
nov.-déc. 1976	6,5	6,1	13,2	19,3
mars-avril 1977	7,4	8,9	11,4	20,3

Source: Maletta, 1978:36

Outre une évaluation en termes quantitatifs de rémunération et de temps de travail, la main-d'œuvre sous-employée se caractérise également par une instabilité, n'étant pas protégée par la législation sociale sur la stabilité d'emploi. Dans ce sens, Burneo (1976:83-96) présente le recours systématique au renvoi avant la fin de la période de probation de trois mois, i.e. avant que le travailleur soit protégé par la législation, ou avant qu'il entre dans le syndicat là où il y en a un. Des entreprises embauchent jusqu'au tiers de leur personnel de cette façon. Le système d'emploi à temps partiel sert également d'échappatoire pour les entreprises à la loi du salaire minimum et aux bénéfices marginaux. En période de crise, la "loi d'urgence" est décrétée qui

permet à toutes les entreprises de se réorganiser en fonction de leurs difficultés de rentabilité, entraînant une plus grande proportion de travailleurs dans l'instabilité, comme ce fut le cas dans la pêche industrielle et les mines en 1976, et à trois occasions dans les journaux depuis 1974 (Sulmont, 1978:704-705).

Ces différentes manœuvres des entreprises pour élever le taux d'exploitation de la force de travail, en accord avec la législation de l'Etat qui le permet, constituent une manifestation tangible de la lutte de classe. Nous n'avons pas voulu épuiser le caractère que prend cette lutte sur le marché du travail urbain, mais dans le but de dépasser la conception de la marginalité urbaine par le mode de fonctionnement d'un système économique dépendant, nous avons considéré le sort de la force de travail prolétarisée et marginalisée comme le résultat d'une lutte pour la rentabilité du capital (extorsion de plus-value) mettant au prise une bourgeoisie ayant ses propres contradictions et une force de travail en grande partie récemment prolétarisée.

c) Les luttes politiques

L'impératif migratoire pour la paysannerie et les conditions de travail sur le marché urbain constituent des éléments déterminants pour la conduite des luttes politiques des travailleurs. La bourgeoisie profite ainsi d'un terrain où les travailleurs sont fortement divisés (Rey, 1976:11-37), division accentuée par l'existence de conditions spécifiques à une formation sociale en transition, soit la division agriculture-industrie où les travailleurs de chacun des secteurs sont eux-mêmes divisés, entre l'agriculture capitaliste et l'agriculture précapitaliste, et entre l'industrie monopoliste, l'industrie non monopoliste et la production artisanale. Le développement du capitalisme génère de plus des contradictions qui lui sont propres, soit la division ville-campagne et la division travail manuel-travail intellectuel. Les conditions spécifiques des luttes des classes se voient dans un tel cas dans la difficulté d'organiser une action solidaire contre les classes dominantes, et l'histoire des luttes péruviennes sur ce terrain est révélatrice.

D'abord en terme de potentiel d'action organisée, les conditions existantes chez les différents groupes de travailleurs sont différentes, au point même de favoriser le développement d'antagonismes au sein des travailleurs, ce qui renforce d'autant le pouvoir des classes exploiteuses.

En 1972, le recensement officiel a dénombré 40% de population rurale au Pérou (population vivant sur un territoire sans structures politico-administratives urbaines; cf. Doughty, 1976:84-85). La réforme

agraire de 1969 a contribué à éliminer une proportion des relations pré-capitalistes de production dans le monde rural, notamment par l'établissement du travail salarié, mais seul 38% des familles engagées dans l'agriculture avaient bénéficié de cette réforme en 1976 et plus de 55% de la force de travail agricole en avait été exclue (Caballero, 1977:149). De plus, les formes de travail non salarié persistait à l'intérieur des nouvelles institutions créées (Ibid.). Par conséquent il existe encore une forte proportion de travailleurs paysans non directement soumis au capital. L'exploitation subie par cette importante couche de la paysannerie a conduit à la formation d'une organisation de luttes propre (Confederación Campesina del Perú) sur une base non syndicale, marquée par la nécessité d'organiser la lutte pour l'accès à la terre et contre la prolétarianisation. La mobilisation violente de la paysannerie dans les années 1956-63 fut l'expression de cette lutte (Bejar, 1969). Ralentie par les débuts de réforme agraire en 1963-64 et par la répression féroce de l'armée sous Belaúnde, le mouvement s'est retrouvé affaibli face aux projets d'organisation sur une base corporatiste après 1968, mais a réussi néanmoins à se restructurer en 1973 sur la base de la C.C.P. (Sulmont, 1978:696-697).

Nous avons vu que la paysannerie se compose également d'un groupe de travailleurs prolétariés dans les haciendas capitalistes de la côte. La lutte à cet endroit en a été une d'accélération de la prolétarianisation dans le but d'éliminer toute forme de travail servile et a donné lieu à la formation des grands syndicats agricoles dès le début du siècle sous la direction d'un parti politique, l'APRA (Ibid.). Toutefois l'organisation des travailleurs dans les régions rurales s'est

effectuée en majorité en dehors du cadre syndical. En 1972, seulement 15% de la main-d'oeuvre syndiquée provenait de ces régions et moins de 3% des grèves au pays s'étaient produites dans le secteur agricole (Ibid.:692).

Posée en terme de participation de la population rurale aux institutions politiques établies, la place de la paysannerie dans l'électorat est quasiment nulle, compte tenu que le droit de vote n'est accordé qu'aux personnes sachant lire et écrire la langue espagnole (la loi leur a accordé ce droit récemment, qui pourra être exercé pour la première fois aux élections de mai 1980). A titre d'exemple, 78% de la population rurale en 1965 était illettrée, ce qui explique que sur une population totale en âge de voter de six millions au pays, le nombre d'électeurs était d'à peine deux millions (Cotler, 1970:422-423). De plus une corrélation fortement positive entre population liée aux activités agricoles et population illettrée, et fortement négative entre main-d'oeuvre agricole et électeurs pour la même année traduit la ségrégation dont est victime la paysannerie à ce niveau (Ibid.). Le poids pour le moins excessif de la capitale, où habitait 41,7% des électeurs en 1963 (Collier, 1976:144), est significatif de la domination de la ville sur la campagne et de l'utilisation de la démocratie parlementaire pour les intérêts des couches sociales hégémoniques.

Dans cette optique, le développement industriel et urbain issu de l'expansion du capital a fait naître des forces sociales nouvelles qui expriment des contradictions propres au nouveau milieu de vie urbain. La mobilisation populaire en milieu urbain prend alors une allure

spécifique (Sulmont, 1978). Les cols bleus (obrerros) travaillant en majorité dans des entreprises à caractère familial ou artisanal, luttent pour des salaires de subsistance et pour l'accès à des bénéfices sociaux et des services collectifs. Là où les syndicats existent, les travailleurs sont mieux protégés et les revendications se font davantage pour le respect du droit à la stabilité d'emploi par la lutte contre le travail à temps partiel et le renvoi prématuré. En 1967, les cols bleus syndiqués représentaient 39% des travailleurs syndiqués au Pérou, contre 20% pour les cols blancs (empleados), 19% pour <sup>les</sup> travailleurs indépendants et 11% pour les travailleurs sous-employés; quant aux employés de l'Etat, les droits à la syndicalisation et à la grève ne leur sont pas reconnus (Ibid.:694-696). La mobilisation contre l'exploitation des travailleurs prend de ce fait des moyens différents selon les secteurs économiques et les types d'occupation. Il est clair que la grève est possible surtout dans les secteurs manufacturier et minier, propices à une action syndicale autonome, comme nous pouvons le voir au tableau 16.

Quels sont les moyens à la disposition des couches de travailleurs défavorisés pour lutter contre leur sort? Les mouvements de solidarité existent et de nombreuses grèves ont été déclenchées sur cette base depuis 1968 (en moyenne une sur dix; Ibid.:690), mais la masse de ces marginaux urbains réussissent difficilement à s'organiser sur une base autonome. L'histoire des revendications populaires pour le logement à Lima, des formes d'organisation qui se sont développées et de la réponse des couches dominantes à ces revendications montre à quel point le prolétariat urbain marginal est à la merci de la bourgeoisie qui

Tableau 16  
Grèves par secteur au Pérou, 1968-1976

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Agriculture et pêche	4	24	3	6	3	*	*	1	7
Mines	10	49	69	60	16	22	13	17	12
Manufactures	70	17	21	29	70	34	31	26	40
Construction	3	3	2	3	5	28	42	38	2
Transport et communications	11	5	3	-	1	*	*	-	3
Commerce	2	2	1	1	3	*	*	4	12
Services	-	-	1	1	2	*	*	12	5
Divers	-	-	-	-	-	16	14	2	19
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

\*Inclus dans divers

Source: Sulmont, 1978:689

l'utilise pour défendre ses intérêts.

L'analyse de Collier (1976) sur ce sujet est révélatrice. Il s'agit d'une population qui possède une grande capacité de mobilisation. Les conditions de vie matérielles sont telles qu'il s'agit d'un foyer de révoltes qui menace l'existence même du pouvoir, face aux expériences de guérilla urbaine qui se développent dans d'autres pays et à la détermination de plus en plus affirmée des laissés-pour-compte à s'approprier les terrains disponibles autour de la capitale pour y établir leur résidence. Loin de répondre à ces revendications dans les intérêts des travailleurs, les couches dominantes apprennent vite au contraire à contrôler le mouvement sinon à l'orienter tout simplement dans le sens de leurs intérêts.

Qu'en est-il au juste? La pression démographique est telle à Lima qu'il vient vite à manquer d'espace d'habitation. Une solution

est de s'installer en groupes plus ou moins grands sur un terrain non utilisé et d'y "planter" sa résidence, parfois même de façon rudimentaire, en espérant que le temps arrangera les choses ou que les groupes d'influence auxquels on a accès (politiciens, fonctionnaires, militaires, clubs...) obtiennent une installation définitive. Tour à tour, les gouvernements ont agi dans le sens de la récupération de ces revendications populaires. Sous Odría (1948-1956), il s'agissait de la première intervention directe du gouvernement dans ce domaine. Dans le but de trouver une alternative au modèle de mobilisation populaire qui se développait sous la direction de l'APRA, le président bâtit une stratégie d'approche des groupes populaires de type paternaliste. Ainsi il n'est pas nécessaire de posséder un titre légal de propriété (généralement la première demande transmise aux autorités par les squatters) pour régulariser sa résidence, il suffit d'aimer le président et de le démontrer par des manifestations publiques et une participation dans des "associations de résidents". Une assistance généreuse leur vient ensuite par l'entremise d'organismes de charité (Rodriguez, 1973). Cette stratégie vaudra au président un appui électoral de la part de ces populations aux élections de 1962 et 1963 (Bourricaud, 1964) et offrira une solution au "surplus" de population rurale dans la sierra. Un grand nombre de barriadas sont créées sous Odría, ce qui permet à la région de la capitale d'accueillir les paysans marginalisés.

Les dernières années du régime d'Odría sont marquées de la lutte du nouveau capital industriel urbain pour l'hégémonie politique. Il s'ensuit une campagne intense de consolidation des intérêts de la grande bourgeoisie d'exportation sous la direction d'un de ses membres

éminents, Pedro Beltrán, et basée sur la défense du libéralisme intégral, notamment le libre-échange et la non-intervention de l'Etat dans l'économie. C'est ainsi que Beltrán propose une solution originale pour régler le problème des bidonvilles, le logement à coût modique. Le problème majeur est identifié: il s'agit d'un manque de logements. Que les pauvres aient accès à une casa propia et ils se sentiront en sécurité, avec le sentiment d'avoir une part du gâteau de la production. Il faut donc établir une politique gouvernementale d'appui à la construction de logements, en profitant des grandes capacités d'organisation communautaire de ces populations d'origine rurale et de leur volonté de se débrouiller sans l'aide de l'Etat. Grâce à une vigoureuse campagne dans ce sens dans les journaux qu'il possède, ensuite à sa nomination à la présidence de la Commission sur la Réforme Agraire et le Logement créée en 1956, puis à sa participation au gouvernement de Prado (1956-62) comme Premier Ministre à partir de 1959, Beltrán peut mettre en oeuvre sa stratégie d'intégration des pauvres au système capitaliste. La conduite de l'Etat sous Prado vise essentiellement à résoudre le problème de la pauvreté en amenant les pauvres à s'occuper d'eux-mêmes (self-help) sans qu'il en coûte cher à la bourgeoisie et que le contrôle du processus lui échappe. Parallèlement, la réforme agraire proposée révèle la détermination de la bourgeoisie de se débarrasser des monopoles fonciers "non productifs" en les subdivisant pour favoriser le développement de petites et moyennes propriétés.

D'abord démobilisée par la stratégie paternaliste d'Odría, la population marginale de Lima est invitée par la suite à rechercher la solution de ses problèmes dans la sécurité d'une propriété à soi et dans

l'entraide entre pauvres pour construire son logement et résoudre les problèmes sur une base individuelle.

Les années 1960 connaissent une activité intense sur la scène électorale, où les partis politiques, une fois l'APRA affaiblie, sont incités à consolider l'exercice du pouvoir civil. Or les exigences de la politique de partis amènent ceux-ci à chercher des appuis électoraux. L'approche adoptée pendant la présidence de Belaúnde (1963-68) face au problème des populations marginales traduit les nombreuses contradictions de cette époque. Il faut décourager l'exode rural par une réforme agraire et il est urgent d'agir car les paysans deviennent menaçants, en seulement il est difficile d'arriver à un accord politique car l'oligarchie de l'intérieur se montre exigeante. Cependant Belaúnde, puisqu'il cherche un appui dans le monde rural, favorise l'amélioration du réseau routier et des services disponibles à la campagne, et néglige la population urbaine, si ce n'est les couches moyennes de la nouvelle petite-bourgeoisie qui l'ont appuyé aux élections. Les partis d'opposition courtisent alors les populations marginales, par l'entremise des différentes associations de quartiers, et par les clubs de toutes sortes (Mangin, 1965b). Les revendications populaires sont ainsi l'occasion pour se gagner des appuis, tantôt pour un fonctionnaire lié à un parti, tantôt pour l'APRA qui cherche à récupérer son assise politique ou encore pour un notable en quête de protégés pour élargir sa zone d'influence. L'apathie du mouvement populaire urbain pendant cette période est constatée par une panoplie de recherches socio-économiques. Toutefois la plupart du temps, quand elle n'est pas carrément appréciée comme preuve du rôle "intégrateur" de la ville à la société moderne (Beyer, 1967),

cette apathie populaire est considérée sous un aspect "behaviouriste" où on explique le comportement des marginaux par leur désir de satisfaire des besoins immédiats et la peur de sanctions (Goldrich et al., 1970).

La domination exercée sur les marginaux urbains se manifeste encore plus fortement après l'arrivée au pouvoir des militaires "révolutionnaires" en 1968. D'abord la consigne de la loi et de l'ordre interdit d'admettre aucune nouvelle invasion de terrains. Une organisation nouvelle est créée dès décembre 1968, du nom de ONDEPJOV (Organismo Nacional de Desarrollo de Pueblos Jóvenes), avec le mandat de lier les efforts de l'Etat et du secteur privé à ceux des résidents. On retourne à certaines méthodes populistes d'Odría, mais tout en prêchant le recours à des formes d'intervention "rationnelle" et efficace et en s'assurant de la présence de représentants de l'armée à tous les endroits stratégiques (associations, coopératives, travaux d'infrastructure...). Les pressions démographiques et un regain de mobilisation politique amènent cependant la population à organiser l'invasion massive de Pamplona en 1971. Le gouvernement doit alors repenser son intervention d'autant plus que des troubles se produisent dans plusieurs secteurs où les travailleurs se mobilisent de plus en plus sur une base autonome.

Le gouvernement militaire reconstruit sa stratégie d'appui populaire et crée le SINAMOS (Sistema Nacional de Apoyo a la Movilización Social) qui prendra en charge la plupart des projets de développement dans les barriadas. La stratégie est nouvelle. D'abord éliminer toute personne liée à un parti politique ou un syndicat (surtout ceux

de gauche) dans les coopératives et associations des quartiers et éviter toute mobilisation sur une base politique, ensuite rechercher un appui populaire en organisant de nombreuses manifestations et par la promotion de la "participation populaire"<sup>29</sup> (bien encadrée). Par une liaison directe entre les différentes organisations populaires et le pouvoir central, la stratégie est nettement corporatiste, et vise essentiellement à développer des formes de self-help en contrôlant étroitement toute opposition politique.

Les travailleurs marginaux urbains représentent une force par le degré élevé d'exploitation qu'ils subissent et leur incorporation dans une économie marchande en tant que prolétaires. Leur origine est cependant diverse, sur une base régionale, ethnique ou sur une base de classe, issus de modes de production différents ou de couches sociales différentes. Cette division se manifeste sur le terrain des luttes économiques et politiques. Contraints de lutter pour se procurer les biens essentiels à leur subsistance, les marginaux sont vulnérables devant les solutions amenées par les couches dominantes de la société. Les revendications ont tendance à se faire sur une base spontanée et dispersée, axées davantage sur la satisfaction de besoins immédiats. La réponse apportée par les gouvernements successifs depuis 1950 démontre que l'objectif principal visé a été de forger et de contrôler l'expression politique des marginaux. Sur ce plan, les diverses institutions mises en place ont rempli leur rôle de véhicules d'idéologies propres à une classe (propriété privée, charité, individualisme, consommation de marché) et de moyens de contrôle politique.

5  
P

CONCLUSION



Notre préoccupation a été de cerner la problématique de la marginalisation urbaine au Pérou. Il s'agit d'un phénomène fortement visible et nous croyons avoir souligné ses manifestations sous différents aspects. Il était essentiel pour illustrer les conditions de vie des masses populaires qui habitent la capitale, de parler de déracinement, de logement, de chômage et d'aliénation, d'autant plus qu'il existe une vaste littérature sur le sujet, suite à l'intérêt à chercher des solutions aux problèmes des marginaux qui s'est manifesté depuis une vingtaine d'années tant chez les chercheurs d'inspiration académique que chez les politiciens.

Cependant, nous n'avons pas cru bon d'insister sur les échecs des différentes mesures prises tantôt par le gouvernement, tantôt par les populations elles-mêmes pour sortir de la marginalité, notre but n'étant pas d'établir un constat qui à notre avis est des plus évidents. De plus, une telle démarche avait jusqu'à maintenant glissé trop souvent dans le biais de l'expertise pathologiste pour qu'elle pose les questions de manière objective.

Nous avons cherché les conditions d'ordre social propres à l'organisation globale de la société, dans ses structures économique, politique et culturelle et dans les forces majeures qui font évoluer la société. Là, la littérature récente abonde, évaluant la société en tant que partie d'un système mondial fonctionnant selon les lois et les principes du capitalisme. L'Amérique latine est vouée au sous-développement tant que le capitalisme existera; ou bien le continent évolue à

la manière des pays développés à l'aube de la révolution industrielle, ce qui donne l'espoir d'un décollage à venir; ou encore les effets multiplicateurs de l'expansion industrielle sont affaiblis par le caractère tronqué des institutions qui seraient nécessaires aux besoins d'une société industrielle, comme la démocratie parlementaire, un système d'éducation adéquat, la liberté d'initiative privée...

Toutes ces considérations négligent un aspect primordial, les rapports de classe. Le capitalisme s'étend à l'échelle mondiale, nécessairement dans des endroits où il était absent auparavant, à la recherche d'abord de matières premières pour fournir ses industries, ensuite pour trouver des débouchés pour le capital en crise qui n'a plus de possibilités de valorisation sur son propre terrain. Plaise à la bourgeoisie qu'elle trouve sur ces nouveaux terrains les conditions propices à l'exploitation de la main-d'oeuvre et à la reproduction de ces conditions, il n'en est cependant pas automatiquement le cas. Au contraire, la force est nécessaire pour s'asservir les populations "non civilisées" et, pour qu'elle soit la moins coûteuse possible, la méthode exige de trouver des éléments à l'intérieur même des sociétés conquises qui soient favorables, quitte à former une alliance avec eux pour consolider les nouveaux rapports. Dans une société déjà divisée en classes, c'est à la classe dominante que le colonisateur s'adresse pour assurer la reconduction continue des rapports de classe, et en autant que cette classe dominante réussit à garder son autonomie et à contrôler ainsi l'accès à "sa" force de travail, une telle alliance est essentielle pour le capital, pour se procurer une force de travail disponible pour la production capitaliste lorsqu'il en a besoin ou encore

pour reproduire cette force de travail lorsque les conditions de cette reproduction lui échappent. Toutefois, la dislocation complète de la société colonisée et son incorporation éventuelle au rapport capitaliste est le but d'une telle alliance, car il s'agit pour le capital de s'assurer le contrôle de son processus d'accumulation, en l'occurrence d'exproprier le travailleur des moyens de production et de l'expansion du marché.

Le cas historique du Pérou est typique de cette forme d'alliance. Dans une première étape, les rapports marchands se développent, permettant à la propriété foncière issue de la conquête espagnole de consolider son pouvoir économique et à la bourgeoisie impérialiste d'avoir accès aux matières premières. Les rapports de production précapitalistes sont le fondement du pouvoir de classe à l'intérieur de la colonie et les rapports marchands réussissent à s'imposer par la domination politique. Dans une deuxième étape, maintenant que la puissance économique du capital est consolidée à son lieu d'origine, la métropole compte contrôler le procès social de production sans avoir à jeter un regard sur le procès de production immédiat. Pour ce faire, il faut passer par une période de transition, qui se fait par l'entrée massive de capitaux d'infrastructure et d'exploitation (chemins de fer, équipements miniers, services financiers et commerciaux) et qui permet de développer le salariat grâce à l'expulsion des paysans de la terre par les pressions du monopole foncier et à l'importation de main-d'oeuvre déjà marginalisée dans l'est asiatique. Cependant pour assurer sa domination, le capital doit être le seul à pouvoir reproduire le salariat et les conditions d'expansion du marché. Nous avons vu que cette

dernière étape a été franchie au terme de luttes très dures entre les paysans et les prolétaires d'une part et leur classe dominante respective d'autre part, d'où l'oligarchie foncière a été invitée à s'incorporer à la bourgeoisie et d'où la paysannerie a été dépossédée et prolétarisée, forcée de quitter les régions rurales et d'échouer dans les centres urbains à la quête de travail dans des conditions misérables, produisant un effet de marginalisation par le réseau de rapports sociaux dans lequel elle s'insère.

L'intérêt de notre recherche réside dans la réunion de deux concepts, soit la marginalisation vue comme un processus de décomposition par le capital et la marginalisation en terme de condition de vie sur le marché du travail ou de la consommation ou sur le terrain politique et culturel. Les deux phénomènes sont trop souvent séparés. On associe la marginalisation à la désarticulation d'une société dépendante de l'extérieur, où les solutions de développement économique sont importées, empreintes des conditions existantes dans les régions du monde où le capital est fortement concentré; en conséquence, l'industrie ne fournit pas suffisamment d'emplois, les institutions politiques ne sont pas articulées au degré de développement des forces productives et l'univers culturel-idéologique est décroché face à la nouvelle réalité économique.

Nous croyons au contraire que la marginalisation de la population urbaine origine de la division profonde dans la masse de la population, résultat de la mise en place récente de la domination du capital. Les pays aujourd'hui industrialisés ont connu une période similaire, à la différence que le contexte permettait à la paysannerie

ruinée de fuir et de trouver des conditions relativement favorables dans des colonies de peuplement européen (l'Amérique du Nord surtout). En Amérique latine en général, et au Pérou en particulier, il nous est apparu que les "marginiaux" sont en réalité un prolétariat ruiné, divisé par son expérience récente de déracinement et les exigences du nouveau rapport de production.

NOTES

1. Voir à ce propos l'article de Sergio Zermeno, 1972.
2. Se référer au rapport de Raul Prebisch, *Toward a Dynamic Development Policy for Latin America*, 1963, cité dans Bodenheimer (1971). Par cette politique, la montée d'une bourgeoisie nationale devait affaiblir les oligarchies traditionnelles (foncières et exportatrices) et permettre par une réforme agraire appropriée une redistribution du revenu et l'incorporation des classes défavorisées dans la structure économique nationale.
3. Voir à cet effet la synthèse présentée par Ronald H. Chilcote (1974).
4. Se référer à la série d'ouvrages publiés par Dos Santos sur le sujet, dont le premier article en 1968, "El nuevo carácter de la dependencia", cité dans Chilcote (1974:15).
5. Se référer, entre autre, à l'article de Cardoso "Impérialisme et dépendance en Amérique latine" (1973).
6. Voir l'article de Cardoso (1974) où l'auteur veut sortir du débat de la dépendance.
7. Dans cet ordre d'idée, Salomon Kalmanovitz (1975) apporte une critique à une étude de Mario Arrubla sur le développement de la Colombie, dans un article qui illustre le caractère erroné d'une méthodologie qui part des relations d'échange avec le marché international pour conclure à l'impossibilité du développement capitaliste sous la domination impérialiste.
8. "El yanaconaje, en su concepción moderna, era una relación de producción establecida entre el terrateniente y un cultivador directo, en la cual éste último entregaba al hacendado el excedente de su producción a cambio del uso de una pequeña parcela de cultivo dentro de la hacienda. A esta obligación básica se añadía el compromiso contraído por el yanacona de contribuir a los costos de explotación de la gran propiedad y de pagar los intereses adscritos a los diferentes créditos contraídos con el hacendado." (Bonilla, 1977:127)
9. Les lignes de chemin de fer sont l'instrument par excellence que se procurent les différentes oligarchies régionales des villes de la côte pour contrôler chacune "sa" zone à l'intérieur. (Pennano, 1979:142)
10. J.C. Mariátegui (1968:86-91). Voir également J. Piel (1975:301-310) qui relate quelques conflits juridiques autour de l'utilisation illégale de main-d'oeuvre servile dans les années 1850 et 1860.

11. Après la Guerre du Pacifique (1879-1884), le pays connaît un processus rapide de concentration de la production dans des secteurs isolés les uns des autres: au nord, la production agraire, au centre la production minière, au sud l'élevage. Caravedo (1979:113) illustre l'isolement entre les nouveaux développements en ces termes:

Más aún, los procesos productivos de estos áreas no estaban conectados entre sí. Una idea de esta desconexión nos la proporciona el hecho de que tanto Lima y Arequipa así como Lima y Trujillo, no tuvieron una vía terrestre que los comunicara hasta comienzos de la década de 1940 cuando se terminó de construir la Carretera Panamericana. Las regiones, en cambio, tenían mejores comunicaciones internas. El puerto del Callao se unía con Cerro de Pasco y Huancayo por medio del Ferrocarril Central de propiedad de la Peruvian Corporation, empresa de capital británico; en el norte, las haciendas azucareras se comunicaban con los puertos de embarque de sus productos mediante ferrocarriles especialmente diseñados para ello; en el sur, el puerto de Mollendo se conectaba con Arequipa, Puno y Cusco por medio de una línea de ferrocarril, al igual que en el centro, de propiedad de la empresa británica. Lima, si bien relacionada con la zona central por el ferrocarril, mantenía un dinamismo hasta cierto punto independiente. Desde fines del siglo pasado, debido a la presencia del aparato administrativo del Estado, y al movimiento del puerto del Callao, se pudo desarrollar una incipiente industria de alimentos, textiles y calzados y cueros. Se puede decir que, sin contar la selva, existían en el Perú hasta cuatro espacios económicos disociados unos de otros.

12. En conséquence, pendant la période de 1950 à 1962, la production agricole pour la consommation connaît un taux annuel d'accroissement de 1,8% alors que le même taux pour la production agricole d'exportation est de 8,3% (Wils, 1973-1974:85)
13. Les Indiens gardent en fait, jusqu'au premier tiers du 20<sup>e</sup> siècle un statut juridique personnalisé, astreints qu'ils sont de payer une contribution personnelle, survivance du tribut colonial, et de prêter leur concours aux travaux d'intérêt public.
14. De nouvelles entreprises sont créées pour la production de textiles, chaussures, cuir et vêtements sans la participation de la bourgeoisie exportatrice. (Caravedo, 1979:117)
15. L'analyse de J. Piel (1969:125-126) nous permet d'apprécier la place de la classe dirigeante péruvienne pendant cette période:

Elle parvient à imposer certaines "règles du jeu" à ses partenaires, anglais, jusqu'en 1920, américains après 1930. Comment y parvient-elle? En jouant de son monopole socio-politique. A sa disposition, elle possède un Etat dont elle peut influencer les décisions grâce aux "lobbies" qu'elle a constitués — sociétés

agraraires; clubs; études d'avocats omniprésents au courant de toutes les grandes affaires. Elle monopolise aussi l'accès à la société locale, dont elle peut manipuler les réactions pour favoriser ou entraver l'action de l'Etat et des groupes étrangers prétendant agir directement à l'intérieur du pays. Enfin, grâce à la fortune personnelle de ses membres, elle dispose de moyens pour orienter l'opinion et se rendre favorable l'armée ou l'administration, d'ailleurs peuplée de sa clientèle. Autrement dit, la classe dirigeante péruvienne, à l'échelle nationale, fait exactement ce que fait la société provinciale à l'échelle locale. Dépendante d'instances qui la dépassent — les grandes firmes et banques étrangères investissant au Pérou — elle parvient pourtant à capter à son profit une partie des bénéfices en veillant jalousement à garder le monopole de l'accès politique et social à l'intérieur du pays et de ses ressources en hommes et en produits. Trop faible pour imposer ses conditions, elle peut néanmoins négocier à son profit ces conditions. De plus, face à son propre pays, elle garde une forte emprise sur les normes collectives et les événements intérieurs du Pérou. Elle aussi, dans les deux sens, vers le haut et vers le bas, tire sa force et sa faiblesse de sa position d'intermédiaire nécessaire. Elle aussi se taille une position de monopole, à la fois coloniale et colonisée. Elle n'a aucun pouvoir sur les prix de revient et d'achat de ses produits à l'intérieur. Elle ne décide pas des grandes options panaméricaines ou mondiales qui compromettent sa politique étrangère; mais elle garde en grande partie le contrôle des campagnes d'opinions et des événements politiques à l'intérieur. Son pouvoir à deux faces n'est donc pas symétrique. Toutefois son pouvoir intérieur lui permet de gêner ou de faciliter à son gré les interventions extérieures qui ne dépendent pas d'elle. Elle est donc à la fois un relais dans la domination du pays, mais un relais nécessaire sans lequel l'action extérieure serait inefficace ou non rentable.

16. De 1960 à 1968, la part de l'importation de denrées alimentaires par rapport aux importations totales de biens passe de 16% à 20%.  
(Fitzgerald, 1976:14)

17. "1968: occupation, six jours après le coup, du territoire de la Beay Parinas et expropriation du complexe industriel de Talara appartenant à la International Petroleum Company;

1969: contrôle étatique du crédit, signature du Pacte andin, gratuité de l'enseignement, début de la réforme agraire, contrôle d'Etat sur les banques privées, loi générale des mines, étatisation du système d'irrigation, réorganisation du système judiciaire, expropriation des entreprises sucrières;

1970: expropriation du groupe de presse Expresso, loi générale de l'industrie, nationalisation du téléphone, loi sur le système de gestion de l'industrie privée, contrôle des changes, étatisation de plusieurs concessions minières, amnistie générale;

1971: création du Système national d'appui à la mobilisation sociale (SINAMOS), nouvelles expropriations de gisements miniers, expropriation de la télévision et loi générale des télécommunications;

1972: saisie de la Standard Oil, loi générale de l'éducation, élection des conseils de gestion des treize premières coopératives de production agraires, fermeture de la Société Nationale Agraire, établissement de relations diplomatiques avec Cuba, nationalisation de l'énergie électrique;

1973: expropriation des entreprises productrices de farine et d'huile de poisson, monopole d'Etat sur la commercialisation des engrais, étatisation de la production de ciment;

1974: expropriation de la Cerro de Pasco et des entreprises appartenant au groupe Grace, loi sur la propriété sociale, expropriation de la presse quotidienne, formation de la Confédération Nationale Agraire..." (Najman, 1975:30)

Voir également Carrefour International, 1976:17-35.

18. - La Peruvian Corporation, compagnie de chemins de fer qui travaillait avec des équipements centenaires et qui était au bord de la faillite, a été achetée pour \$21 millions, ce qui servit tout juste à rembourser les dettes de la compagnie. (Hunt, 1975:318)
  - La Refinería Conchan Chevron, S.A. (Standard Oil of California), fut achetée pour le montant exact des taxes à payer à l'Etat. (Ibid.)
  - La Cerro de Pasco Corporation est achetée par l'Etat pour \$67 millions, plus un lot de \$76 millions à partager avec 11 autres compagnies, alors que le prix des métaux est à la baisse, que les conflits de travail persistent durement depuis longtemps (Dewind, 1975) et que la productivité est faible (Cabieses Barera, 1975; Dore, 1977).
  - La Southern Peru Copper Corporation n'est pas touchée, il s'agissait en 1970 du capital le plus productif et rentable du secteur. (Kruijt et Vellinga, 1977:798)
  - La Compañía Peruana de Teléfonos (I.T.T.) a vendu pour 80% de la valeur aux livres un équipement fabriqué par une filiale de la maison-mère. (Hunt, 1975:315-316)
  - La Banco Continental (Chase Manhattan) a été achetée pour 486 soles l'action, alors que celle-ci valait 188 soles aux livres et 102 soles sur le marché. (Ibid.:316)
19. Formation d'un secteur capitaliste d'Etat, atténuation des barrières aux nouvelles modalités d'accumulation que constituait le caractère précapitaliste et semi-colonial du secteur agricole et du secteur d'exportation, création et articulation des nouvelles formes d'organisation de la production telles les entreprises de "propriété sociale".
20. R. Webb (1977:87) estime qu'en 1970, le secteur rural a perdu au moins \$97 millions en résultat de la politique gouvernementale sur les prix et les importations de denrées alimentaires.

21. Jorge Basadre, Historia General de la República, cité dans Caravedo, 1979:116.
  22. Alfredo T. Savaria, El gobierno metropolitano y Limatropoli, Lima, 1968, cité dans Morse, 1971:38.
  23. A. Figueroa, Estructura del consumo y distribución de ingresos en Lima metropolitana, Lima, 1974, cité dans Dietz, 1977:96.
  24. D. Collier (1976:156, note 7) résume ainsi les traits caractéristiques de logements taudis de Lima: "Callejones are low-cost apartment complexes consisting of single rooms built along narrow corridors. Corralones are made up of single-family dwellings which are shacks resembling the houses in a poorly developed squatter settlement".
  25. Jacqueline Weisslitz (1971) présente une critique de l'utilisation des notions d'intégration et de dualisme dans l'étude des phénomènes migratoires.
  26. D'après les statistiques officielles, la productivité du secteur construction a été en 1966 de trois fois inférieure à celle du secteur manufacturier. (Figueroa, 1975:22-23)
  27. D. Collier (1976:29) a relevé qu'en 1967, 30 991 logements avaient été construits par des organismes publics et semi-publics.
  28. De 1969 à 1973, les statistiques démontrent que le processus de concentration s'est maintenu au Pérou. En 1969, les 200 plus grandes entreprises manufacturières contrôlaient 52,0% de la production contre 52,3% en 1973, sur un total approximatif de 6000 entreprises la première année et 6500 la dernière année. La concentration fut particulièrement forte dans le secteur mécanique. Ces chiffres sont révélateurs d'autant plus que 1969 était une année de crise, donc avec tendance à la concentration, et 1973 une année d'expansion, donc d'ouvertures pour la création de nouvelles entreprises.
- Quant à la structure de propriété des entreprises, le début des années 1970 fut une période de modifications dues aux politiques des militaires et certains secteurs sont retournés aux capitalistes nationaux et à l'Etat. En 1969, le capital étranger contrôlait 67,4% de la production des 200 plus grandes entreprises manufacturières, contre 9,9% pour l'Etat et 22,7% pour le capital privé national. En 1973, ces chiffres étaient respectivement de 52,7%, 14,9% et 27,5%. Une diminution du poids général du capital étranger toutefois camoufle une montée de celui-ci dans certains secteurs importants, notamment l'industrie mécanique, le caoutchouc, la machinerie non électrique et le matériel de transport. En 1973, 130 entreprises étrangères contrôlaient 22,8% du capital-action au pays alors que 1 898 entreprises privées nationales en contrôlaient 41,4%. De plus, le capital étranger participait sous forme minoritaire dans le capital-action de 297 entreprises. Etant donné que le contrôle étranger s'effectue non seulement par le contrôle direct de l'entreprise, mais

aussi par la technologie et le financement, nous devons conclure à une très forte emprise étrangère sur le secteur industriel au Pérou (voir à ce sujet Anaya Franco, 1975).

(Les statistiques sont tirées de l'analyse de Hugo Cabieses et Carlos Otero, 1977:56-69)

29. Une entrevue avec Héctor Bejar publiée en 1973 montre un exemple de la réussite de la stratégie d'incorporation des militaires. Bejar, ancien chef de guérilla, a reçu un poste de haut fonctionnaire au SINAMOS. Il apporte un soutien au gouvernement militaire et fait la promotion du mode de participation populaire proposée.

BIBLIOGRAPHIE

- ALIER Juan Martínez  
 1977 "Relations of production in Andean haciendas: Peru".  
 Kenneth Duncan & Ian Rutledge (ed.), Land and Labour in  
 Latin America. Cambridge, Cambridge University Press,  
 535 p., pp. 141-164
- ANAYA FRANCO Eduardo  
 1975 Imperialismo, industrialización y transferencia de  
 tecnología en el Perú. Lima, Editorial Horizonte, 114 p.
- BEJAR Héctor  
 1969 Les guérillas péruviennes de 1965. Paris, F. Maspero,  
 Cahiers libres, no 145, 107 p.
- BEYER Glenn (ed.)  
 1967 The Urban Explosion in Latin America. Ithaca, N.Y.,  
 Cornell University Press, 360 p.
- BODENHEIMER Suzanne  
 1971 "Dependency and Imperialism: The Roots of Latin  
 American Underdevelopment". Politics and Society.  
 1(3), May, pp. 327-357
- BOLLINGER William  
 1977 "The Bourgeois Revolution in Peru: A Conception of  
 Peruvian History". Latin American Perspectives.  
 4(3), Summer, pp. 18-56
- BONILLA Heraclio  
 1977 "La especificidad del capitalismo agrario en el Perú".  
 Apuntes. 3(6), pp. 125-129
- BOURRICAUD François  
 1964 "Lima en la vida política peruana". América Latina.  
 (Rio de Janeiro). 7(4), octubre-diciembre, pp. 89-96  
 1967 Pouvoir et société dans le Pérou contemporain. Paris,  
 Armand Colin, Cahiers de la fondation nationale des  
 sciences politiques, no 149, 318 p.
- BRAVERMAN Harry  
 1974 Labor and Monopoly Capital. The degradation of Work in  
 the Twentieth Century. New York, Monthly Review Press,  
 465 p.
- BRUNDENIUS Claes  
 1972 "The Anatomy of Imperialism: The Case of the Multi-  
 national Mining Corporations in Peru". Journal of  
 Peace Research. 9(3), pp. 190-207
- BURNEO José, CIUDAC Adolfo, PASARA Luis  
 1976 Empleo y Estabilidad laboral. Lima, DESCO, Serie Praxis  
 no 6, 204 p.

- CABALLERO José María  
1977 "Sobre el carácter de la reforma agraria peruana".  
Latin American Perspectives. 4(3), Summer, pp. 146-159
- CABIESES Hugo, OTERO Carlos  
1977 Economía peruana: un ensayo de interpretación.  
Lima, DESCO, 221 p.
- CABIESES BARERA Manuel  
1975 "Cerro de Pasco Corporation is Now Centromin-Peru".  
Ann Seidman (ed.), Natural Resources and National  
Welfare. The Case of Copper. New York, Washington,  
London, Praeger, 453 p., pp. 248-253
- CARAVEDO Baltazar  
1979 "Poder central y descentralización: Perú, 1931".  
Apuntes. 5(9), pp. 111-129
- CARDOSO Fernando Henrique  
1973 "Impérialisme et dépendance en Amérique latine".  
L'Homme et la Société (27), janvier-mars, pp. 63-80  
1974 "'Théorie de la dépendance" ou analyses concrètes de  
situations de dépendance". L'Homme et la Société.  
(33-34), juillet-décembre, pp. 111-123
- CARREFOUR INTERNATIONAL  
1976 Dossier Pérou. Montréal, 44 p.
- CASTELLS Manuel  
1975 La question urbaine. Paris, F. Maspero, 529 p.
- CEVASCO Luis Consiglieri  
1975 "Rol del Estado peruano en el control del funcionamiento  
del mercado de tierras, estudio de caso: Lima metropo-  
litana 1968-1972". Revista Interamericana de Planifi-  
cación. 9(34), junio, pp. 63-73
- CHAPLIN David  
1967 The Peruvian Industrial Labor Force. Princeton, New  
Jersey, Princeton University Press, 324 p.  
1976 "Blue-Collar Workers in Peru". David Chaplin (ed.),  
Peruvian Nationalism - A Corporatist Revolution. New  
Jersey, Transaction, 494 p., pp. 205-238.
- CHILCOTE Ronald H.  
1974 "A Critical Synthesis of the Dependency Literature".  
Latin American Perspectives. 1(1), Spring, pp. 4-29
- CLICHEVSKY Nora  
1974 "Segregación residencial y desmovilización política.  
El caso de Lima" (revista de libros). Revista Inter-  
americana de Planificación. 8(32), diciembre, pp. 145-  
150

- COLLIER David  
1976 Squatters and Oligarchs - Authoritarian Rule and Policy Change in Peru. Baltimore and London, The Johns Hopkins University Press, 187 p.
- COTLER Julio  
1970 "The Mechanics of Internal Domination and Social Change in Peru. I.L. Horowitz, (ed.), Masses in Latin America. New York, Oxford University Press, 608 p., pp. 407-444
- DEWIND Adrian  
1975 "From Peasants to Miners; The Background to Strikes in the Mines of Peru". Science and Society. 39(1), Spring, pp. 44-72
- DIETZ Henry A.  
1977 "Lima metropolitana entre 1968 y 1975: Problemas urbanos y respuestas gubernamentales". Revista Interamericana de planificación. 11(43), septiembre, pp. 90-111
- DORE Elizabeth  
1977 "Crisis and Accumulation in the Peruvian Mining Industry, 1968-1974". Latin American Perspectives. 4(3), Summer, pp. 77-102
- DORICH T. Luis  
1962 "L'urbanisme et l'aménagement du territoire au Pérou". Philip M. Hauser (ed.), L'urbanisation en Amérique latine. Paris, UNESCO, Collection Technologie et Société, 330 p., pp. 279-291
- DOUGHTY Paul  
1976 "Social Policy and Urban Growth in Lima". David Chaplin (ed.), Peruvian Nationalism - A Corporatist Revolution. New Jersey, Transaction, 494 p., pp. 75-110
- DROUCOPOULOS Vassilis  
1976 "Radical in Spite of Itself: A Review of Constantine V. Vaitzos' Intercountry Income Distribution and Transnational Enterprises". Latin American Perspectives. 3(4), Fall, pp. 86-96
- FALARIS Evangelos M.  
1979 "The Determinants of Internal Migration in Peru: An Economic Analysis". Economic Development and Cultural Change. 27(2), January, pp. 327-341
- FAURE Claude  
1978 Agriculture et capitalisme. Paris, Anthropos, 250 p.
- FAVRE Henri  
1977 "The dynamics of Indian peasant society and migration to coastal plantations in central Peru". Kenneth Duncan & Ian Rutledge (ed.), Land and Labour in America. Cambridge, Cambridge University Press, 535 p., pp. 253-267

- FERNANDEZ Raúl A., OCAMPO José F.  
 1974 "The Latin American Revolution: A Theory of Imperialism, not Dependence". *Latin American Perspectives*. 1(1), Spring, pp. 30-61
- FIGUEROA Adolfo  
 1975 "Income Distribution, Demand Structure and Employment: The Case of Peru". *The Journal of Development Studies*. 11(2), January, pp. 20-31
- FITZGERALD E.V.K.  
 1976 *The State and Economic Development: Peru Since 1968*. Cambridge, London, New York, Melbourne, Cambridge University Press, 127 p.
- FRANK André Gunder  
 1972 *Le développement du sous-développement*. Paris, F. Maspero, 2e édition augmentée, 399 p.
- FRANKMAN Myron J.  
 1974 "Sectoral Policy Preferences of the Peruvian Government, 1946-1968". *Journal of Latin American Studies*. 6(2), November, pp. 289-300
- GERMANI Gino  
 1967 "The City as an Integrated Mechanism". Glenn H. Beyer (ed.), *The Urban Explosion in Latin America*. Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 360 p., pp. 175-189
- GOLDRICH D., PRATT R.B., SCHULLER C.R.  
 1970 "The Political Integration of Lower-Class Urban Settlements in Chile and Peru". Irving Louis Horowitz (ed.), *Masses in Latin America*. New York, Oxford University Press, 608 p., pp. 175-214
- GOODSELL Charles T.  
 1974 *American Corporations and Peruvian Politics*. Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 272 p.
- GREENE D., STRASSMAN W.P.  
 1971 "Peruvian Construction Statistics and Productivity Changes". *The Journal of Development Studies* 7(2), January, pp. 189-195
- GUERRERO Raúl, SANCHEZ Abelardo  
 1977 *La trampa urbana, Ideología y problemas urbanos: el caso de Lima*. Lima, DESCO, Serie Praxis no 7, 153 p.
- HARGOUS Sabine  
 1972 *Les déracinés du quart-monde*. Paris, F. Maspero, 180 p.

## HUNT Shane

- 1975 "Direct Foreign Investment in Peru: New Rules for an Old Game". A.F. Lowenthal (ed.), *The Peruvian Experiment, Continuity and Change under Military Rule*. Princeton, Princeton University Press, 479 p., pp. 302-349

## KALMANOVITZ Salomon

- 1975 "Théorie de la Dépendance" ou Théorie de l'Impérialisme?". *Sociologie du travail*. 17(3), janvier-mars, pp. 78-124

## KLAREN Peter F.

- 1977 "The social and economic consequences of modernization in the Peruvian sugar industry, 1870-1930". Kenneth Duncan & Ian Rutledge (ed.), *Land and Labour in America*. Cambridge, Cambridge University Press, 535 p., pp. 229-252

## KRUIJT Dirk, VELLINGA Menno

- 1977 "La politique économique des enclaves minières au Pérou". *Tiers-Monde*. 18(72), octobre-décembre, pp. 797-832

## Latin America Economic Report

Rapports hebdomadaires préparés à Lima par le Andean Times

## LENINE V.

- 1974 *Le développement du capitalisme en Russie*. Paris, Editions Sociales, 631 p.

## LEWIS Robert A.

- 1975 "Employment and Income in Low-Income Settlements of Lima, Peru". *Review of Social Economy*. 33(2), October, pp. 141-152

## LUXEMBOURG Rosa

- 1976 *L'accumulation du capital*. 2 tomes, Paris, F. Maspero

## MALETTA Héctor

- 1978 "El subempleo en el Perú: una visión crítica". *Apuntes*. 4(8), pp. 3-48

## MANGIN William P.

- 1965a "Mental Health and Migration to Cities: A Peruvian Case". D.B. Heath & R.N. Adams (ed.), *Contemporary Cultures and Societies of Latin America*. New York, Random House, 586 p., pp. 546-555
- 1965b "The Role of Regional Associations in the Adaptation of Rural Migrants to Cities in Peru". D.B. Heath & R.N. Adams (ed.), *Contemporary Cultures and Societies in Latin America*. New York, Random House, 586 p., pp. 311-323

- MARCHA  
1974 "Interview d'un ancien chef de la guérilla". Problèmes politiques et sociaux. (212-213), 1-8 février, pp. 28-34
- MARIATEGUI José-Carlos  
1968 Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne. Paris, F. Maspero, 279 p.
- MARX Karl  
1976 Le Capital. Livres I, II et III. Paris, Editions Sociales
- MARX Karl, ENGELS Friedrich  
1964 Lettres sur Le Capital. Paris, Editions Sociales
- MATOS MAR José  
1976 Yanaconaje y reforma agraria en el Perú. Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 278 p.
- MICHL Sara  
1973 "Urban Squatter Organization as a National Government Tool: The Case of Lima, Peru". Francine F. Rabinovitz & Felicity M. Trueblood (ed.), Latin American Urban Research. Vol. 3, Beverly Hills & London, Sage Publications, 311 p., pp. 155-178
- MORSE Richard M.  
1965 "Urbanization in Latin America". Latin American Research Review. 1(1), Autumn, pp. 35-74
- NAJMAN Maurice  
1975 "La révolution péruvienne, six ans de bouleversements sociaux". Le Monde Diplomatique. (251), février, pp. 30-33
- NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES  
1975 Pérou. Problèmes d'Amérique latine, no 35. Paris, La documentation française, 5 mars, 87 p.
- O.E.C.D.  
1971 Employment and Output - A Methodology Applied to Peru and Guatemala. Development Centre Studies, Employment Series, No 2, Paris, 213 p.
- PENNANO Guido  
1979 "Desarrollo regional y ferrocarriles en el Perú: 1850-1879". Apuntes. 5(9), pp. 131-150

## PIEL Jean

1969 "Sur l'évolution des structures de domination interne et externe dans la société péruvienne". *L'Homme et la Société*. (12), pp. 117-137.

1975 *Capitalisme agraire au Pérou*. Paris, Anthropos, 330 p.

## PILLADO Armando

1978 *El capital hacia la crisis, Perú 1965-78*. Lima, DESCO, 96 p.

## PORTOCARRERO Felipe

1974 "La economía peruana en 1973 y sus perspectivas". *Apuntes*. 2(3), pp. 69-83

1978 "El Estado y el capital internacional en el Perú". *Revista Mexicana de Sociología*. 40(3), julio-septiembre.

## QUIJANO Anibal

1967 "La urbanización de la sociedad en Latinoamérica". *Revista Mexicana de Sociología*. 24(4), octubre-diciembre, pp. 669-703. Texte publié en anglais en 1975 dans Jorge E. Hardoy (ed.), *Urbanization in Latin America: Approaches and Issues*. New York, Anchor Books, 456 p., pp. 109-153

1968a "Dépendance, changement social et urbanisation en Amérique latine". Luciano Martins (ed.), *Amérique latine, crise et dépendance*. Paris, Anthropos, 1972, 462 p., pp. 237-314. Texte publié antérieurement en espagnol dans *Revista Mexicana de Sociología*, 30(3), julio-septiembre.

1968b "Tendencies in Peruvian Development and in the Class Structure". James Petras & Maurice Zeitlin (ed.), *Latin America, Reform or Revolution?* New York, Fawcett Publications, Inc., 500 p., pp. 289-328

1971 *Nationalism and Capitalism in Peru: A Study in Neo-Imperialism*. New York & London, Monthly Review Press, 122 p.

1974a "Pérou: de la "conciliation" à l'affrontement". *Politique aujourd'hui*. janvier-février, pp. 87-100

1974b "The Marginal Pole of the Economy and the Marginalized Labour Force". *Economy and Society*. 3(4), November, pp. 393-428

## REY Pierre-Philippe

1973 *Les alliances de classe*. Paris, F. Maspero, 221 p.

1976 *Capitalisme négrier*. Paris, F. Maspero, 209 p.

## RIVERA Rigoberto, CAMPAÑA Pilar

1978 "El proceso de Descampesinización en la sierra central del Perú". *Estudios rurales latinoamericanos*. 1(2), mayo-agosto, pp. 71-100

**RODRIGUEZ Alfredo**

1973 De Invasores a Invadidos. Lima, DESCO, Serie Praxis, 137 p.

1974 Segregación residencial y desmovilización política. El caso de Lima. Buenos Aires, Ed. SIAP

**SAGASTI Francisco**

1978 "El financiamiento industrial como instrumento de política tecnológica: un caso-estudio peruano". El trimestre económico. 45(2), abril-junio, pp. 401-441

**SANCHEZ L. Abelardo et al.**

1979 Tugurización en Lima metropolitana. Lima, DESCO, 190 p.

**SCHTEINGART Martha, TORRES Horacio**

1973 "Estructura interna y centralidad en metrópolis latino-americanas. Estudio de casos". Manuel Castells(ed.), Imperialismo y Urbanización en América Latina. Barcelona, Editorial Gustavo Gili, S.A., 464 p., pp. 253-285

**SINGER Paul**

1973 "Migraciones internas en América latina: Consideraciones teóricas sobre su estudio". Manuel Castells (ed.), Imperialismo y Urbanización en América Latina. Barcelona, Editorial Gustavo Gili, S.A., 464 p., pp. 27-54

1976 "Reproduction de la force de travail et développement" Tiers-Monde. (68), octobre-décembre, pp. 961-985

**STEIN Stanley & Barbara**

1974 L'héritage colonial de L'Amérique latine. Paris, F. Maspero, 186 p.

**STEWART Frances, WEEKS John**

1975 1975 "The Employment Effects of Wage Changes in Poor Countries". The Journal of Development Studies. 11(2); January, pp. 93-107.

**SULMONT Denis**

1978 "Conflictos laborales y movilización popular: Perú, 1968-1976". Revista Mexicana de Sociología. 40(2), abril-junio, pp. 685-726

**TOURAINE Alain**

1976 Les sociétés dépendantes. Paris-Gembloux, Duculot, 266 p.

**VAITSOS Constantine V.**

1974 Inter-country Income Distribution and Transnational Enterprises. Oxford, Clarendon Press, 198 p.

WEBB Richard

- 1977 Government Policy and the Distribution of Income in Peru, 1963-1973. Cambridge, Mass., Harvard University Press, Harvard Economic Studies, No. 147, 239 p.

WEEKS John

- 1976 "Crisis and Accumulation in the Peruvian Economy, 1967-1975". The Review of Radical Political Economics. 8(4), Winter, pp. 56-72
- 1977 "Backwardness, Foreign Capital, and Accumulation in the Manufacturing Sector of Peru, 1954-1975". Latin American Perspectives. 4(3), Summer, pp. 124-145

WEISSLITZ Jacqueline

- 1971 "Migration rurale et intégration urbaine au Pérou". Espaces et Sociétés. (3), juillet, pp. 45-63

WILS Frits C.M.

- 1973-74 "Agricultural and Industrial Development in Peru: Some Observations on their interrelationship". Development and Change. 5(2), pp. 77-100

WITTE Ann Dryden

- 1973 "Employment in the Manufacturing Sector of Developing Economies: A Study of Mexico and Peru". The Journal of Development Studies. 10(1), October, pp. 33-49

ZERMEÑO Sergio

- 1972 "Algunos razonamientos en torno al concepto de la dependencia". Revista Mexicana de Sociología. 34(3-4), julio-diciembre, pp. 463-509

## ANNEXE 1

## Valeur des investissements directs privés au Pérou (\$ millions)

<u>Année</u>	<u>Grande-Bretagne</u> <sup>a</sup>	<u>Etats-Unis</u> <sup>a</sup>
1915	121	58
1925	125	90
1929	141	151
		<u>Etats-Unis</u> <sup>b</sup>
1929		124
1936		96
1943		71
1950		145
1955		304
1960		446
1965		515
1968		692
1969		721
1970		688
1971		688
1972		712
1973		793
1974		900
1975		1 212

<sup>a</sup> Estimés

<sup>b</sup> Valeur aux livres, compilé par le U.S. Department of Commerce

Sources: 1915-1965 - GOOSELL Charles T. American Corporations and Peruvian Politics. Cambridge, Massachusetts, Harvard University Press, 1974, 272 p., p. 40

1968-1971 - Ibid., p. 79

1972-1975 - PORTOCARRERO Felipe. "El Estado y el capital internacional en el Perú". Revista Mexicana de Sociología. 40(3), julio-sept: 1978, p. 982

## ANNEXE 2

## Enclaves américaines au Pérou

Company town	Location	Population (1968)	Company	Description
Talara	North coast, 120 road miles from Ecuadorian frontier	35,000	IPC	Center for IPC oil drilling and refining operations until 1968 expropriation
Cartavio	Near coast, 25 road miles north of Trujillo	17,000	Grace	Grace sugar plantation until expropriated in 1969; Grace paper mill nearby
Paranonga	Near coast, 120 road miles north of Lima	22,000	Grace	Sugar plantation and paper-chemical complex; the former expropriated in 1969
La Oroya	In sierra at 12,000 feet, 117 road miles upland from Lima	25,000	Cerro	Cerro-Peru's operational HQ and a principal smelting-refining center
Cerro de Pasco	In sierra at 14,200 feet, 83 road miles north of La Oroya	25,000	Cerro	Site of underground and open-pit mining of nonferrous metals
San Juan	On coast, 250 air miles south of Lima	15,000	Marcona	Supports Marcona's iron ore mining, processing, and shipping activities
Pueblo Nuevo <sup>a</sup> (at Ilo)	On southern coast, 90 air miles south of Arequipa	4,000	SPCC	Location of SPCC's copper smelter and port facilities
Toquepala	At 8200 feet, 80 road miles inland from Ilo	17,000	SPCC	SPCC operational HQ and site of Toquepala open-pit copper mine

<sup>a</sup>Known until recently as "Ciudad Nueva."

GOODSELL Charles T. *American Corporations and Peruvian Politics.* Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1974. 272 p., p. 57

## ANNEXE 3

## Données sélectionnées sur l'économie péruvienne, 1955-1975

Année	1 Composition organique du capital	2 Intrants importés-%	3 Dettes publiques externes-\$millions (et % du PIB)	4 Indice des prix (1973=100)
1955	4,79	n.d.		
1956	5,64	19,6		
1957	5,20	17,3		
1958	4,46	21,6		
1959	3,08	28,9		
1960	4,57	26,6		
1961	4,74	26,1		
1962	n.d.	n.d.		
1963	4,09	26,8		
1964	n.d.	n.d.		
1965	4,57	24,5		50,22
1966	4,68	24,1	563,4	54,68
1967	5,81	22,9	677,5	60,02
1968	5,37	29,3	797,4 (15,4%)	71,49
1969	4,82	30,2	937,8 (16,5%)	75,95
1970	4,73	30,6	1 110,0 (15,5%)	79,76
1971	4,45	32,6	1 064,7 (14,7%)	85,19
1972	4,23	30,9	1 189,9 (14,8%)	91,31
1973	4,36	30,3	1 570,2 (15,8%)	100,00
1974			2 287,0 (18,9%)	116,87
1975			3 169,3 (22,2%)	144,50

n.d.: non disponible

Sources: Colonne 1 et 2 - WEEKS John. "Backwardness, Foreign Capital, and Accumulation in the Manufacturing Sector of Peru, 1954-1975". Latin American Perspectives. 4(3), Summer 1977, pp. 124-145, p. 136

Colonne 3 - CABIESES Hugo & OTERO Carlos. Economía peruana: un ensayo de interpretación. Lima, DESCO, 1977, 221 p., p. 30

Colonne 4 - Ibid., p. 214

## ANNEXE 4

Balance des paiements du Pérou, 1965-1975  
(millions de dollars)

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973 <sup>1/</sup>	1974 <sup>1/</sup>	1975 <sup>2/</sup>
<b>I. MERCADERIAS Y SERVICIOS</b>											
A. Balanza Comercial	25	-23	-68	167	221	335	159	133	108	-403	-1137
- Exportaciones - FOB	685	788	742	840	880	1004	889	945	1137	1506	1371
- Importaciones - FOB	-660	-811	-810	-673	-659	-699	-730	-812	-1029	-1909	-2508
B. Balanza de Servicios	-187	-233	-244	-244	-252	-231	-233	-204	-283	-370	-511
- Fletes, Seguros y Transportes	-83	-83	-80	-65	-58	-55	-85	-97	-110	-157	-216
- Renta de Inversiones	-82	-128	-148	-151	-185	-148	-125	-121	-174	-173	-241
o Públicas	3/	(-22)	(-30)	(-36)	(-37)	(-31)	(-47)	(-51)	(-66)	(-106)	(-189)
o Privadas	3/	(-106)	(-118)	(-115)	(-148)	(-117)	(-78)	(-70)	(-108)	(-68)	(-52)
- Otros	-22	-22	-16	-28	-9	-28	-23	14	1	-40	-55
C. Pagos de Transferencia	24	28	30	37	31	81	40	39	32	48	45
D. Balanza en Cuenta Corriente	-138	-228	-282	-41	—	185	-34	-32	-143	-725	-1603
<b>II. CAPITALES</b>											
E. Capital a Largo Plazo	173	154	95	68	144	24	-28	115	334	745	1138
F. Balanza Neta Básica	35	-74	-187	27	144	209	-62	83	191	20	-465
G. Capital a Corto Plazo	-4	22	51	12	-56	21	-80	24	-108	323	160
H. Derechos Especiales de Giro	—	—	—	—	—	14	14	16	-4	—	—
I. Errores y Omisiones	-16	8	-22	-13	-53	13	52	-73	-65	-81	-80
Saldo de Balanza de Pagos	15	-44	-158	26	35	257	-76	50	13	282	-345

FUENTE: B.C.R. e I.N.P.

1/ Preliminar

2/ Estimado

3/ Sin información disponible

Source: CABIESES Hugo & OTERO Carlos. *Economía peruana: un ensayo de interpretación*.  
Lima, DESCO, 1977. 221 p., p. 217

## ANNEXE 5

Taux de variation annuel du PNB, 1965-1975  
(soles de 1970)

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975
Agricultura	-0.5	1.4	1.8	-8.2	5.7	9.9	1.1	1.1	3.0	3.2	1.0
Pesca	-16.1	16.1	11.3	13.9	-9.4	30.0	-12.3	-50.7	-21.0	47.7	-15.2
Minería	3.8	-0.6	2.9	4.7	7.2	11.3	-9.6	27.2	-2.7	3.4	-10.9
Manufactura	8.4	9.8	5.0	2.4	2.8	10.7	8.2	7.4	14.5	9.1	4.7
Construcción	13.0	8.9	-10.6	-16.4	8.2	2.2	10.5	10.5	9.1	19.6	16.8
Electricidad, Gas y Agua	18.7	6.8	9.8	5.0	-0.8	44.5	-4.0	-23.5	115.0	10.0	2.9
Propiedad de Vivienda	3.1	3.1	3.1	3.1	3.4	-2.2	4.7	4.6	3.1	5.6	3.0
Gobierno	5.6	6.1	3.4	2.3	2.0	4.3	6.5	7.0	8.9	6.4	4.5
Otros	6.7	6.0	3.1	4.7	4.6	6.6	9.7	6.5	0.0	7.1	4.3
P.N.B.	5.1	5.8	2.8	0.9	4.0	8.4	5.4	5.8	5.5	7.6	3.3

FUENTE: B.C.R.

Source: CABIESES Hugo & OTERO Carlos. Economía peruana: un ensayo de interpretación.  
Lima, DESCO, 1977. 221 p., p. 210

## ANNEXE 6

Coefficient de main-d'oeuvre dans la production manufacturière  
(années-hommes requises par 100 000 soles de valeur ajoutée)

Year	Manufacturing	Food	Beverage	Textiles	Clothing, footwear and made-up textiles	Wood cork products and furniture and fixtures	Printing and Publishing	Chemicals and chemical products	Non-metallic mineral products	Basic metals	Machinery except. el.
1958	—	-809	1-017	1-689	2-739	1-922	2-475	1-364	1-601	1-028	1-886
1959	—	-592	-780	1-772	3-339	2-471	2-171	1-563	1-685	1-422	1-613
1960	1-254	-986	-814	1-355	2-827	3-154	1-870	1-457	1-541	-782	1-823
1961	1-197	-932	-828	1-384	2-729	3-217	1-744	1-274	1-581	-757	1-993
1962	1-168	-933	-749	1-389	2-565	2-646	1-643	1-058	1-430	-910	1-475
1963	1-147	-953	-709	1-401	2-530	2-755	1-530	-928	1-408	-843	1-459
1964	1-150	1-007	-687	1-459	2-329	2-480	1-394	-847	1-349	-848	1-581
1965	1-058	-942	-605	1-209	2-703	2-381	1-289	-790	1-138	-833	1-609
1966	1-005	-864	-486	1-208	2-021	1-770	1-227	-741	1-040	-888	1-647

<sup>1</sup>From 1962 to 1966, the exchange rate was 26.82 soles per \$ U.S.

<sup>2</sup>Production indexes relate either to quantity produced or to the import of raw materials consumed.

Source: Peru: Direccion Nacional de Estadística y Censos, *Primer Censo Nacional Económico: Industrial manufacturer, 1963* (Lima, 1967); United Nations, Economic Commission for Latin America, *Statistical Bulletin for Latin America*, various volumes; International Labour Office, *Yearbook of Labour Statistics*, various editions.

Source: WITTE Ann Dryden. "Employment in the Manufacturing Sector of Developing Economies: A Study of Mexico and Peru". *The Journal of Development Studies*. 10(1), octobre 1973, pp. 33-49, p. 44.